



COURANT ALTERNATIF **courant alternatif**

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 322 | ÉTÉ 2022 | 3€

- ▶ LÉGISLATIVES : ÇA CHANGE QUOI ?
- ▶ RUSSIE : GUERRE ET RÉSISTANCE
- ▶ ÉDUCATION : D'UN PAPE À L'AUTRE
- ▶ GRÈVE DU NETTOYAGE CHEZ RENAULT



L'espoir est dans les luttes

Pas dans les urnes





courant alternatif



L'espoir est dans les luttes

ÉDITO ► PAGE 3

POLITICAILLERIE

► PAGES 4-5 Législatives : surprises, inquiétudes et espoirs

SOCIAL

► PAGES 6-9 Grève victorieuse des salariés de PEI (Renault)

► PAGES 16-17 Un immeuble ouvert pour réfugiés à Eymoutier

INSUBORDINATION SALARIALE ► PAGES 10-11

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ► PAGE 12 Le grand retour de l'inflation

EDUCATION

► PAGES 13-14 D'un pape à l'autre

► PAGE 15 Accueil d'un enfant ukrainien dans un collège français

SANS FRONTIÈRE ► PAGES 18-19

RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY ► PAGES 20-21

RÉPRESSION

► PAGES 22-23 Inculpés du 15 juin dans le Limousin : résister à l'antiterrorisme

BIG BROTHER ► PAGES 24-25

NOTRE MÉMOIRE

► PAGES 26-27 Malik Oussekin, un mort parmi tant d'autres

VERTEMENT ÉCOLO ► PAGES 28-30

QUI SOMMES-NOUS ? ► PAGE 30

ANTIMILITARISME

► PAGE 31 Les guerres se fabriquent (aussi) près de chez nous

UKRAINE

► PAGES 32-33 La guerre dans tous ses états

► PAGES 34-36 existe-t-il une Russie anti-guerre ?

Ce numéro a été préparé à Limoges, maqueté dans le Poitou.
La commission journal de juillet aura lieu dans le Quercy

Pour plus d'informations, visitez notre site
<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Contactez localement

L'Organisation

Communiste

Libertaire

ALSACE

oclistrasbourg@gmail.com

AUVERGNE

ocl-moulins@orange.fr

BRETAGNE

oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o egregore BP 81213

51058 Reims cedex

lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud, 40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée,
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr

• Lille : oc Lille@gmail.com

NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@orange.fr

• oc cognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison de l'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

Autres contacts passer par

oclibertaire@hotmail.com

ABONNEMENT 1 AN

10 numéros 30 euros

Tarifs réduits fauchés) 18 euros

En soutien + de 30 euros

À l'essai (3 numéros) 5 euros

Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL.

La CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s.

En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions

concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édition en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COURANT ALTERNATIF Mensuel anarchiste-communiste n° 322 été 2022 COM. PAR. 0625 G 86750

DIR. PUBLICATION Pour les seules obligations légales Nathalie Federico

Imprimerie des moissons, Reims Imprimé sur papier recyclé





La séquence électorale qui vient d'avoir lieu pourrait-elle nous donner des raisons d'espérer ? Macron a été réélu, plus difficilement qu'en 2017, et avec une perte de la majorité absolue, même en comptant ses supplétifs du Modem et d'Horizons.

Macron au soir de sa réélection dit «je vous ai compris, je vais changer de méthode» et quelques jours plus tard, il reprend pour une bonne part le même personnel (secrétaire général de l'Élysée, nombreux ministres) ; cela confirme qu'il ne veut rien entendre. Après les législatives, il pouvait avoir besoin de faire des alliances, mais il reste arc-bouté sur sa conception des réformes ; exécuter les missions que lui ont donné les capitalistes.

Il s'alliera donc le plus souvent avec la droite : d'abord sur le sécuritaire et l'immigration, comme l'a déjà suggéré Darmanin, mais aussi sur l'économie, le nucléaire, les retraites... Il n'y a que sur quelques sujets de société qu'il cherchera des appuis à gauche.

Le choix comme première ministre d'Élisabeth Borne qui s'est montrée nocive au ministère des transports (cadeaux aux sociétés d'autoroute, ouverture du ferroviaire à la concurrence privée...), inefficace au ministère de la transition écologique (soumise aux décisions contradictoires de Macron), nocive au ministère du travail (réforme du chômage de 2021, tentative de réforme des retraites) démontre que Macron a bien l'intention de continuer dans la même direction que son premier mandat.

Ce ne sont évidemment pas des batailles parlementaires de la NUPES que peuvent émerger quelque espoir puisqu'elles sont vouées à l'échec. Cependant, en étant optimistes, on peut espérer qu'une partie des électeurs qui ont «voté utile» pour Mélenchon et la NUPES, les gens de la base, militants syndicaux et associatifs, ne se contentent pas d'être spectateurs et reprennent les mobilisations.

Nous ne sommes pas dans une société fasciste mais dans un capitalisme de plus en plus autoritaire, avec un processus de fascisation progressive : la reprise de plus en plus fréquente des discours et valeurs de l'extrême droite par d'autres courants politiques. Cependant, on reste un pays où les valeurs humanistes sont fortes. Le terrain de la défense des immigrés et de leurs droits va être, au côté de la question des revenus, un lieu central d'affrontement politique. Il reste à faire comprendre aux classes populaires votant à l'extrême droite que celle-ci les trompe sur leurs ennemis qui ne sont pas les immigrés mais les patrons.

La « démission » ou les discours critiques de jeunes des grandes écoles (Agro-Paris-Tech, polytechnique, etc.) montrent que certains jeunes sont sensibles aux questions environnementales et aux conséquences dramatiques de l'exploitation capitaliste, mais cela reste très minoritaire dans ces milieux et ne suffira pas à changer la société.

Par contre, il y a dans les régions des luttes intéressantes : soulèvements de la terre, lutte anti-bassines, ZAD diverses, défense des forêts, luttes contre des projets nuisibles. Elles sont de plus en plus fréquentes et rencontre pas mal de sympathies.

Enfin, dans le monde du travail, on constate ces derniers mois, en pleine période électorale, qu'il y a une remontée des luttes de salariés pour de meilleurs salaires, des embauches, de meilleures conditions de travail. Certaines sont victorieuses. Il faut combattre

L'espoir est dans les luttes, pas dans les urnes

les mesurées liées au pouvoir d'achat (et sur ce point le RN promet au fond les mêmes choses que les macronistes) pour mettre en avant les revendications salariales. C'est ce qu'ont fait les salariés de Michelin en disant qu'ils ne voulaient pas d'une prime, même conséquente, mais préféraient une augmentation des salaires.

Si au niveau de la France ces luttes porteuses d'espoir sont encore faibles, elles se développent au niveau mondial : Inde, Sri-Lanka, Chine (malgré une répression sévère et le contrôle permanent des populations), Amérique du Sud. Il y a nécessité de construction d'une conscience de classe mondiale à travers les révoltes. Il y a eu depuis 30 ans une montée des nationalismes, avec la construction de nouveaux états. On peut espérer maintenant que les nouvelles révoltes soient sur des bases de classe comme dans la période antérieure à cette montée des nationalismes.

Ce qui est important en Inde et au Sri-Lanka, c'est le dépassement des clivages ethnico-religieux (que le pouvoir hindouiste en Inde tente de renforcer). C'est aussi le rôle important joué par les femmes dans ces mouvements et le dépassement des syndicats. Au niveau mondial, c'est aussi l'émergence de mouvements paysans qui est intéressant parce que cela touche à l'appropriation des moyens de production essentiels.

Par contre, en ce qui concerne les pays les plus pauvres, on peut se poser une question : Est-ce qu'on peut construire quelque chose de solide au niveau politique à partir de mouvements basés en grande partie sur l'accès aux subsistances ? Les révoltes des printemps arabes montrent que ces mouvements n'ont pas duré. Aujourd'hui, à nouveau, il y a des soulèvements en Libye (avec gilets jaunes !), à la fois contre le pouvoir politique et contre les accapareurs qui créent la misère. Espérons qu'ils débouchent sur un renversement des régimes en place dans les différents territoires de ce pays.

Une autre raison d'espérer, paradoxalement, pourrait être la guerre que Poutine mène en Ukraine. Les mouvements de protestation, les sabotages, les actions antimilitariste, malgré le couvercle pesant pourraient s'étendre. Au-delà des proclamations officielles de certains mouvements politiques et intellectuels, il y a des actions qui sont menées. Il est difficile de dire aujourd'hui si elles peuvent prendre de l'ampleur et miner le régime.

Par contre, en Ukraine, l'Etat est vraiment géré par les militaires ; Zelenski n'est qu'un communicant. Par exemple les internationaux qui y sont partis sont intégrés à l'armée et ne peuvent s'exprimer. Par contre les fachos (bataillon Azov) sont encensés. Le bilan des mobilisations ici contre cette guerre est très négatif. Les ukrainiens de France sont très nationalistes et pro occidentaux ; ils et rejetaient les discours révolutionnaires « ni Russie - ni Otan ».

Nous sommes à la fin d'une période 2002-2022 qui nous a assommés avec, ici et dans d'autres pays, une pacification (forcée) des rapports sociaux et la montée des nationalismes. On va peut-être entrer dans une nouvelle période.

Pour ici, on peut espérer que l'obstination de Macron dans ses réformes réactionnaires se retourne contre lui et remette les prolétaires dans la rue. Dans d'autres pays, les révoltes ont déjà commencé ; espérons qu'elles se transforment en révolutions.

Limoges le 3 juillet 2022

En couverture, quelques photos de luttes actuelles :
Piquet de grève des agents de nettoyage de PEI à Renault
Manifestation à Tripoli (Libye) contre les politiciens et pour l'accès à des moyens de vie 1er juillet
Manifestation au Bihar (Inde)
contre la loi de recrutement forcé de militaires
Manifestation d'enseignants au Sri-Lanka

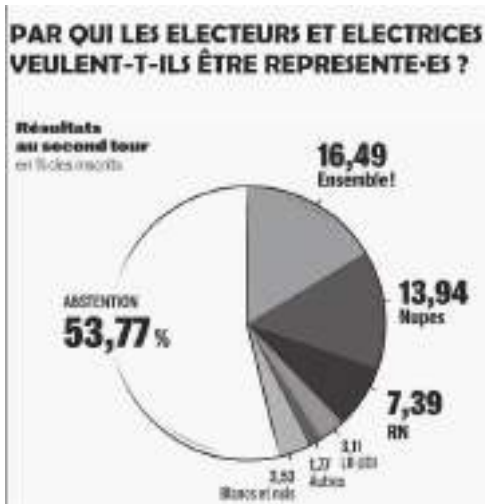




LÉGISLATIVES

surprises, inquiétudes et espoirs

En tant que libertaires, le cirque électoral ne devrait pas nous intéresser puisque la pseudo démocratie ne peut déboucher sur un changement réel de société. Par contre, en tant que communistes libertaires, nous sommes attentifs aux rapports de forces qui traversent le monde politique car ils ont toujours des répercussions sur les conditions de vie dans notre société ainsi que sur les mouvements sociaux qui peuvent émerger. Essayons donc d'en tirer quelques enseignements.



L'abstention : tous-tes mal élu-es (ou presque)

De même que Macron a été réélu au second tour par un peu plus du tiers des électeur-rices inscrit-es (et donc moins d'un tiers des français-es ayant le droit de vote si l'on compte les non-inscrit-es), rares sont les élu-es de cette législature qui pourraient se vanter d'être bien élu-es ou réélu-es.

Il n'y a eu que cinq député-es sacré-es dès le premier tour : quatre Insoumis-es et un « Horizon ¹ ». Si on était dans une situation similaire il y a cinq ans en raison de l'apparition récente d'« En marche », en 2012 ils et elles étaient 36. Et antérieurement, cet effet de « reconduction dans un fauteuil » de sortant-es ou héritier-es désigné-es était encore plus fréquent.

Au second tour l'abstention a été record et avec les bulletins blancs ou nuls, ce sont 57,30% des inscrit-es qui ont

choisi de ne pas accorder leur voix à un-e des deux candidat-es en lice. Dans les circonscriptions où la participation a été faible, les élu-es ne représentent en réalité qu'une proportion très faible des électeur-rices. Ainsi, Ouest-France a recensé 61 circonscriptions où le/la député-e a été élu par moins de 20% des inscrit-es.

En métropole, le record est détenu par le député RN de la 8^{ème} circonscription de la Moselle (Fameck-Rombas) qui ne représente en réalité que 16,6% des électeur-rices de ce territoire. Cette situation est accentuée dans une bonne partie des départements d'outre-mer. Le député PPM² de la troisième circonscription de la Martinique ne représente que 12,9% des électeurs. La représentativité des onze député-es des français de l'étranger est encore plus infime ; ainsi M. Meyer Habib³ (UDI, 8^{ème} circonscription) n'a été choisi que par 8 470 électeur-rices sur 131 216 soit un peu moins de 6,5%.

En raison de la forte abstention dès le premier tour, les triangulaires ont été extrêmement rares : il n'y en eu que huit. Et si la règle des 12,5% des inscrit-es était appliquée à tous-tes les candidat-es (et pas seulement à partir du troisième), il y aurait de nombreuses circonscriptions avec un-e seul-e candidat-e au second tour, et même certaines où la totalité des candidat-es serait éliminée ! Il est regrettable que cette désaffection pour la démocratie représentative formelle ne soit pas réellement analysée et commentée par les journalistes et analystes politiques. Il ne faut pas leur demander de cracher sur leur gagne-pain !...

Les claques qui font plaisir

Evidemment, nous ne soutenions personne lors de ces élections, mais c'est toujours une satisfaction de constater que certaines personnalités détestables sont battues, et c'est encore mieux si elles le sont largement, ou dès le premier tour. A cet égard, le sort de Manuel Valls, cet ancien ministre de l'Intérieur et premier ministre que nous avons combattu, nous fait plaisir ; qu'il continue d'aller d'échec en échec !

De même, on pouvait se réjouir que Jean-Michel Blanquer, le plus rétrograde des ministres de l'éducation qu'on ait eu depuis longtemps, soit éliminé dès le premier tour ; le fait que la circonscription qu'il visait passe au RN gâche quand même le plaisir... Idem pour Brigitte Bourguignon, battue au second tour par le RN.

Par contre que Roxana Maracineanu, ancienne ministre des sports soit battue par Rachel Keke, femme de chambre et militante de base est beaucoup plus réjouissant. Celle-ci fait partie des nouveaux et nouvelles député-es qui peuvent mieux représenter les travailleurs et la diversité. En espérant qu'elle ne se fasse pas piéger par la professionnalisation politique...

D'autres ministres actuel-les ou récent-es, des leaders des mouvements macronistes ou d'autres partis de droite ont également subi des défaites : Justine Bénin, Amélie de Montchalin, Elisabeth Moreno, Christophe Castaner, Richard Ferrand, Patrick Mignola (Modem), Jean-Christophe Lagarde (UDI). Bon débarras !

Encore un mot sur ce qui a été présenté comme une défaite : Ni Zemmour ni ses lieutenants (Peltier, Rigault...) ni aucun-e de leurs candidat-es n'a réussi à passer le premier tour. Il ne faut pas s'en satisfaire. En quelques mois ce mouvement a réussi à se structurer suffisamment pour, dans la foulée de présidentielles plutôt encourageantes pour leur leader, réussir à présenter des candidat-es dans toutes les circonscriptions, y faire des scores non négligeables et ainsi constituer une force d'appoint à la droite du Rassemblement national. Il semble que le report de voix ait été plutôt bon de Reconquête vers le Rassemblement national, ce qui explique la surprise des 89 députés de ce parti.

En dehors des personnalités citées ci-dessus, on peut aussi se réjouir que d'une façon globale les candidats PS « dissidents », soutenus par tous les éléments qui ont tiré le PS vers la droite libérale n'ont pas eu un grand succès (à quelques rares exceptions près). Ainsi, à Tulle, la candidate « anti NUPES » soutenue par Hollande n'a pas passé le premier tour (moins de 10% des suffrages exprimés). Cependant, ces candidatures ont eu une certaine capacité de nuisance et parfois empêché les candidats NUPES d'accéder au second tour.

Les reports de voix

Il est difficile d'analyser les reports de voix par la seule comparaison des résultats du premier et du second tour dans circonscription par circonscription. La méthode d'enquête employée par les instituts de sondage (questionnement des électeurs) ne peut pas à elle seule tenir compte de la diversité des situations. Il faudrait dans chaque situation tenir compte non seulement de l'étiquette politique d'un-e candidat-e, mais

1. Le parti d'Edouard Philippe, supplétif de Macron

2. Parti progressiste martiniquais

3. Ce triste sire est un homme d'affaire douteux, sioniste radical, raciste et sexiste.





de sa nuance. Par exemple un-e macroniste présenté comme « de gauche », ou issu-e du PS aura beaucoup plus de mal à capter les voix de droite et d'extrême droite qu'un macroniste « de droite » issu de LR (même si de notre point de vue, il n'y a aucune différence fondamentale entre eux). Je vais essayer de faire un descriptif tenant compte des deux approches et de cette complexité.

Pour Reconquête, c'est assez simple, les reports vont assez massivement vers le RN et vers les LR « durs ». S'il n'y a pas de candidat-es de ces orientations-là au second tour, cet électorat s'abstient.

Les reports de voix des électeur-rices ayant voté RN au premier tour peuvent apparaître contradictoires. En cas de duel LR vs Ensemble ou LR vs NUPES, l'avantage est toujours donné à LR, surtout si le/la candidat-e est à la droite de LR. En cas de duel Ensemble vs NUPES, environ la moitié des électeur-rices RN s'abstiennent, mais les autres, selon leurs origines sociales, régionales et leurs tendances (ainsi aussi que selon la teinte des candidat-es en présence) peuvent avoir des votes totalement divergents. Les électeur-rices ancrés dans le vote FN/RN et la xénophobie depuis des années semblent avoir été sensibles aux appels « tout sauf la NUPES » et ont voté pour Ensemble. Par contre, ceux, de milieu prolétaire qui sont allés vers le RN sur le discours populiste et le pouvoir d'achat ont bien plus souvent voté au second tour NUPES contre les candidats macronistes vus comme ceux du parti des riches. Ainsi, en Haute-Vienne, deux jeunes candidat-es LFI n'avaient pas théoriquement des réserves de voix « divers gauche » suffisantes pour espérer battre les macronistes (une sortante et un nouveau). Il et elle ont pourtant été élus, sans doute grâce à une partie de cet électorat RN populaire.

Les électeurs d'Ensemble, en cas de duels LR vs RN ou LR vs NUPES, votent sans complexe pour LR (ou tout autre parti de la droite classique). Par contre, en cas de duel RN vs NUPES, c'est beaucoup moins clair. Les responsables macronistes ont eu des discours contradictoires : certains diabolisant la NUPES et considérant que le RN devenait un parti raisonnable, plus réaliste sur le plan économique que ces affreux révolutionnaires de la NUPES, d'autres rejetant également les « deux extrêmes », d'autres encore déclarant : « pas une voix pour le RN » tout en n'appelant pas à voter NUPES, une minorité appelant à traduire ce slogan par un vote NUPES. L'électorat macroniste a donc suivi de façon variable ces consignes contradictoires, et même si la majorité s'abstenait, une partie est allé jusqu'à voter RN tandis que d'autres pouvaient voter pour des NUPES modérés (PS, verts).

La « discipline républicaine » a bien

mieux joué du côté de la NUPES : en cas de duel Ensemble vs RN ou même LR vs RN, une large partie des voix NUPES allaient vers le candidat « républicain ». Les études des instituts de sondage montrent que contrairement à ce qu'ont prétendu les macronistes et leurs alliés (Bayrou en particulier), le transfert de voix de la NUPES vers le RN a été extrêmement minoritaire.

Inutile d'analyser les reports de voix d'autres courants (souverainistes divers, ruralistes, gauche républicaine, régionalistes, animalistes, trotskystes : le poids de leur électorat pouvant difficilement peser sur le résultat d'une élection.

Alors, des raisons d'espérer ou pas ?

Peut-on se réjouir de l'augmentation de l'abstention (et des votes blancs ou nuls ? Pas forcément, parce que, même si c'est un signe de décrédibilisation du personnel politique, cela ne veut en aucun cas dire que toutes les personnes qui ne votent plus s'engagent concrètement dans des luttes ou des alternatives pour changer la société. La majorité des abstentionnistes pratique plutôt le repli sur soi.

Des abstentionnistes révolutionnaires, il y en a, bien sûr ; nous en faisons partie et en côtoyons dans nos activités militantes, mais nous sommes encore bien loin d'être à même de constituer une force suffisante pour renverser le système.

Le « dédagisme » dont ont été victimes certaines personnalités, qu'elles soient macronistes ou autres, peut nous réjouir superficiellement, mais par qui ont-elles été remplacées ? Soit par des membres du Rassemblement National (et donc d'autres ennemis de classe), soit par des membres de la NUPES (donc des réformistes plus ou moins radicaux, mais certainement pas des révolutionnaires).

Cependant, l'augmentation du nombre de député-es NUPES, et particulièrement LFI promet d'hémériques batailles d'hémicycle. A quoi serviront-elles puisque le gouvernement s'appuiera sur LR pour faire passer les lois les plus réac (sécurité, immigration, retraites). Nous savons bien que c'est surtout dans la rue qu'il faudra se battre.

Paradoxalement, le seul point qui me donne un peu d'espoir, c'est le report d'une partie des voix du RN vers la NUPES (particulièrement LFI) au second tour... C'est plutôt un réflexe de classe des exploités contre le parti des patrons... Par contre, on va avoir du boulot pour leur expliquer que Marine est aussi du parti des patrons et que les immigré-es sont leurs frères et sœurs de classe !

Alain, Limoges

FACE A LA MENACE FASCISTE, sortir de l'autoritarisme

Ludivine Bantigny et Ugo Palheta, Ed Textuel, 2021, 126p.



Ludivine Bantigny, historienne, et Ugo Palheta, sociologue, ont écrit ce livre il y a un an, et par bien des aspects, il aide à comprendre les rapports de force politiques dans la France d'aujourd'hui, au lendemain de la séquence électorale de ce printemps.

Tout d'abord, même s'il évoque par moments diffé-

rentes formes de fascismes historiques ou contemporains, son objet n'est pas de définir le fascisme et de dire quel(s) parti(s) actuels le représentent. Il repose d'abord sur la description de l'exercice du pouvoir par ceux qui l'occupent aujourd'hui (et leurs prédécesseurs) ; un pouvoir de plus en plus autoritaire dans sa défense du capitalisme : répression des travailleurs, brutalité des contre-réformes, insécurité sociale, criminalisation des mouvements contestataires, état d'exception...

Ce petit livre nous amène à réfléchir sur les conditions d'émergence d'un fascisme d'aujourd'hui. Evidemment, le macronisme n'est pas un fascisme, mais il est prêt à user de violence pour imposer les réformes stratégiques capitalistes. Les auteurs rappellent d'où viennent le président et ses soutiens : ils sont les tenants d'un libéralisme extrême qui fait tout pour démanteler l'état social.

Ensuite les auteurs décrivent le processus de fascisation en cours : comment ses deux aspects principaux progressent : l'autoritarisme de l'Etat et la montée du racisme et de la xénophobie. Sur ce dernier plan, il est manifeste que la politique à l'égard des populations de banlieue issues de l'immigration et la politique anti-migrants se durcissent depuis des années. Et parallèlement, les discours racistes et xénophobes imprègnent de plus en plus la classe politique de l'extrême-droite jusqu'à une bonne partie de la gauche. Sur le premier point, l'autoritarisme de l'Etat face aux mouvements de contestation est de plus en plus fort... ça crève les yeux !

L'intérêt de leur analyse du processus de fascisation est de reconnaître que le processus est complexe, chaotique et que son avancée dépend des rapports de forces dans la société. C'est pour cela que pour les auteurs, ce n'est pas la défense incantatoire de la démocratie qui peut combattre le fascisme, mais le développement de mouvements sociaux révolutionnaires et anticapitalistes associant à la lutte de classe les autres combats émancipateurs : féminisme, antiracisme...

Certains des concepts évoqués trop rapidement dans ce petit livre mériteraient d'être mis en débat, comme par exemple celui de « démocratie réelle » ou celui de « politique d'émancipation ». Pour moi, c'est un livre qui mérite d'être lu et discuté.

Alain





Grève victorieuse des salariés de PEI It can be done ! (The redskins)



Dans le CA n°321 était évoqué la grève des employé-e-s de PEI travaillant sur le Technocentre Renault basé à Guyancourt dans les Yvelines (nommé TCR dans cet article). Grâce à leur motivation sans faille, la grève s'est soldée par une victoire le 3 juin. Retour sur un mois de mai mouvementé.

Menacé-e-s de perdre au mieux 20% de leur salaire, au pire leur emploi, 80 salarié-e-s du nettoyage se sont opposé-e-s à la multinationale Renault et à PEI, une société du groupe T2MC qui figure au Top 10 des entreprises de propreté françaises. Le 3 juin 2022, après un mois de grève totale et active, les représentant-e-s des grévistes et la direction de PEI ont signé un protocole de fin de conflit qui donne satisfaction à une grande partie des revendications des grévistes. Ce protocole comprend entre-autres les points suivants :

- Un plan de départ volontaire du TCR réclamé par les salarié-e-s éreinté-e-s par des années de dur labeur et souvent exposé-e-s à des produits très nocifs. Ces départs pouvant s'effectuer dans le cadre d'une Rupture Conventionnelle Collective (RCC) avec indemnité supra-légale de 20% ou d'une mutation au volontariat sur la région parisienne (rapprochement de son domicile, changement pour une meilleure adaptation de son temps de travail...)

- Une répartition des heures de tra-

vail pour les salariés qui resteront au TCR permettant d'éviter le recours au chômage partiel et la perte de salaire correspondante.

- L'ouverture de négociations pour améliorer les conditions de travail et ajuster la charge de travail par un renforcement des effectifs si nécessaire.

- Une nouvelle organisation du travail pour les salariés de PEI qui travaillent à Renault Lardy (Essonne) permettant de mettre fin au chômage partiel et à leur obligation de travailler sur plusieurs sites.

- La fin du chômage partiel pour les salariés de PEI qui travaillent dans les usines Renault.

- Le paiement des jours de grève.

- L'engagement qu'il n'y aurait aucune sanction pour fait de grève.

Pas mal non ? Pendant ce mois de lutte, les grévistes de PEI nous ont donné une sacrée leçon de courage et de détermination ! Les directions de Renault, de PEI, mais aussi de certains syndicats de Renault (en particulier FO) ont tellement de mépris pour ces travailleuses et travailleurs de l'ombre issu-e-s à 100% de l'immigration qu'elles sont convaincues que les grévistes ont été manipulé-e-s. Ces costards-cravates sont incapables d'imaginer que les personnes qui nettoient leur merde sans broncher, s'exposent aux risques de contamination au covid dans l'indifférence quasi générale ont la niaque et la force de les faire plier. Cette victoire leur a montré, nous a montré qu'il n'y a pas que dans l'ancien testament ou chez Disney que les petits gagnent contre les gros.

La lutte des salarié-e-s de PEI du TCR en quelques dates

Mars 2020 : 1^{er} confinement et début du chômage partiel

La direction de PEI, probablement à la demande de Renault, a imposé le chômage partiel à 80% des salarié-e-s. Alors que les agents de PEI payé-e-s au Smic horaire avaient déjà du mal à boucler les fins de mois avant la crise du covid, ce chômage partiel auquel s'ajoute la diminution des primes comme la « prime panier » réduit significativement les montants perçus en fin de mois. La grogne au sein du personnel de PEI a commencé à ce moment-là.

Lundi 11 avril 2022 : Le démantèlement annoncé du TCR... Et une autre bonne nouvelle

Présentation en CSSCT (Commission santé, sécurité et conditions de travail) du projet de cession avant fin 2022 de l'immobilier du TCR qui appartient au Groupe Renault par l'intermédiaire de sa filiale, la Société Civile Immobilière Plateau de Guyancourt. Ainsi, malgré un vote défavorable de 100% des élu-e-s lors du CSE du 14/04 (fait extrêmement rare), dès le début 2023, Renault deviendra locataire de ces locaux qu'elle a fait sortir de terre en 1998. Le projet mentionne que Renault ne louerait plus que 76% des locaux au 1^{er} janvier 2025, les 24% restants seront loués à d'autres sociétés... Avec ce changement de propriétaire et la désaffectation des locaux, que vont devenir les salarié-e-s des entreprises de pres-



tation de services PEI, Elior, Vestalia, Docaposte, Samsic, Penelope etc. ? En fin de réunion, comme si c'était un point de détail, la direction de Renault annonce aux représentant-e-s du personnel qu'elle a décidé de « mettre en veille » certains locaux du Technocentre tous les vendredis. Outre les répercussions sur pour les salarié-e-s Renault, la conséquence directe est la réduction du nombre d'heures de travail - et donc de salaire - pour les sociétés de prestation, principalement PEI pour le nettoyage et Elior pour les selfs (4 selfs sur les 5 encore en activité seront fermés les vendredis). Évidemment cette décision est unilatérale et ne fait pas l'objet d'une consultation des élu-e-s. De toutes façons, comme on l'a vu plus haut, le vote dans ce type d'instance n'a aucune valeur.

Jeudi 14 avril :

Mépris pour les prestataires.

Communiqué interne officiel de la directrice des établissements Renault d'Ile de France : « Afin d'adapter les frais de fonctionnement des installations à la baisse de fréquentation des sites et au contexte économique, les zones tertiaires de certains bâtiments du site du Technocentre seront mises en veille les vendredis. [...] Je suis consciente que ces fermetures pourront engendrer certains désagréments mais elles sont importantes pour contribuer au plan d'économie nécessaire au redressement du Groupe. » Traduction : une fois de plus, les prestataires servent de variable d'ajustement pour optimiser la trésorerie de Renault... Les « désagréments » pour les salariées de PEI et Elior, c'est juste la perte d'approximativement 20% de leurs salaires déjà bien maigres... Mais cela ne compte pas pour cette sa-breuse.

Lundi 25 avril : C'est parti !

Premier jour de grève à l'appel des syndicats de PEI (FO, CFDT, CGT et SUD) soutenus par SUD Renault. Après 2 jours de joyeux tintamarre dans les couloirs et bureaux du TCR, les grévistes suspendent leur mouvement quand leur direction affirme qu'elle répondrait favorablement à leurs revendications.

Lundi 2 mai : Fête de la rupture du jeûne (Aïd el-Fitr)

On ne commence pas une grève un jour de fête... Eh oui, c'est aussi ça la réalité du secteur du nettoyage...

Mardi 3 mai : La direction de PEI a trahi ses engagements, la lutte reprend.

La direction étant revenue sur ses promesses de la semaine précédente lors du CSE (Comité Social et Economique), les salarié-e-s réuni-e-s en AG décident la re-

prise de la grève illimitée. À cette date, l'accès au site est encore possible aux grévistes mais interdit aux élu-e-s PEI extérieur-e-s au site, ce qui constitue une atteinte incontestable aux droits syndicaux. Pendant trois jours, les grévistes ont à nouveau animé le TCR en circulant, joyeux-ses mais déterminé-e-s, dans les bâtiments et les selfs à l'heure du repas, en occupant l'accueil principal etc... Elles et ils ont aussi un peu dérangé la visite protocolaire de M. Senard, le président du conseil d'administration de Renault. Alors que l'intégrité physique de ce monsieur n'était pas en danger, il a été exfiltré vite fait... Cachez cette plèbe que je ne saurais voir. À cette occasion, les grévistes de PEI ont pénétré dans le Saint des saints, à savoir le Design... Ce qu'aucun syndicat Renault n'a jamais fait (leçon numéro 1). Chaque jour, la poursuite de la grève est soumise au vote lors d'assemblées générales des grévistes plus ou moins assimilables à un comité de grève - le Délégué Syndical Central (DSC) FO de PEI demeurant l'animateur principal de ce mouvement.

Jeudi 5 mai : Les grévistes bloqué-e-s

1^{er} jour de désactivation des badges des salarié-e-s de PEI, y compris de certain-e-s non-grévistes. Les grévistes sont un peu pris-e-s de court, ne pouvant plus s'adresser aux occupant-e-s du TCR, dans l'ensemble assez bienveillant-e-s face à ce mouvement, ni poursuivre leur grève active sur le terrain. Elles et ils se rassemblent sur le parvis, face à l'accueil principal qui est encore ouvert pour les visiteurs et visiteuses.



Vendredi

6 mai : La « guerre de position » commence

La direction a fait installer des barrières 20 mètres devant l'accueil principal. La présence des huissiers et gros bras sollicités par la direction de Renault commence à s'étoffer. Apparaissent un maître-chien et des cow-boys autres que

ceux habituellement présents sur le TCR ; ces derniers étant peut-être jugés trop proches des grévistes car eux-mêmes craignent pour la pérennité de leurs emplois. Les grévistes partent en cortège sur la rocade qui ceinture le TCR, ce qu'aucun syndicat Renault n'a jamais fait (leçon numéro 2).

Lundi 9 mai : La « guerre de position » s'installe

La première échauffourée entre les grévistes et la sécurité se solde par la reprise de l'esplanade où le premier « Tchep de grève » est partagé dans la joie. Ce repas convivial où nous découvrirons des saveurs jusqu'alors inconnues de nos palais aseptisés sera le premier d'une longue série. Première tentative d'intimidation par la police appelée par Renault. Étonnamment les recherchent le secrétaire de SUD Renault TCR... Mais qui a bien pu leur donner son nom ? À cette date, le syndicat SM-TE du TCR sort un tract de soutien aux grévistes. À part SUD Renault qui a intégralement et activement soutenu la grève et la CGT, ce sera la seule autre expression de solidarité des syndicats Renault. Ni FO, ni la CFDT de Renault n'ont soutenu les grévistes qui portaient pourtant les mêmes « couleurs ». Édifiant.

Mardi 10 mai : Début de la guerre de mouvement qui durera jusqu'à la fin de la grève

Pas facile pour 80 grévistes de bloquer 19 entrées piétons et au moins 4 entrées véhicules réparties sur 150 hectares de terrain. Il s'engage donc un jeu du chat et de la souris pour empêcher les camions de pénétrer sur le site. On bloque une entrée, ils en ouvrent une autre... Des plans avec « itinéraires bis » sont distribués aux camionneurs pour contourner les piquets de grève pourtant maigres. A 80, les grévistes de PEI ont quand-même bien donné du fil à retordre à Renault sur ce site où travaillent approximativement 11000 salarié-e-s Renault et prestataires (leçon numéro 3).

Mercredi 11 mai : La direction de PEI rencontre une délégation de grévistes

Ces dernier-e-s demandent : « Pas de mutation, pas de licenciement, pas de perte de salaire, un plan de départ volontaire. » La direction répond en rappelant le diktat imposé par Renault : Réduction de 3 942 heures de nettoyage par mois sur le TCR, soit 27,6% du volume actuel. Il en résulterait 30 suppressions d'emplois (22 salarié-e-s à temps complet et 8 à temps partiel sur un effectif de 130). Avec les personnes qui bossent sur d'autres établissements concernés par les suppressions de postes, ce serait au total entre 60 et 80 salarié-e-s de PEI travaillant sur des sites Renault d'Ile-de-



social

France qui risquent de perdre leur emploi.

Jeudi 12 mai : Coucou, c'est la maréchaussée !

3 cognes débarquent sur le piquet en tenue d'apparat (gilet pare-balles et tout le toutim). Appelés par la direction de Renault, on comprend de qui cette dernière veut la peau quand les condés demandent à nouveau à parler au secrétaire de SUD Renault TCR dont le nom leur a été opportunément communiqué et qui s'est vu gratifié du statut de « référent »... Bref, la direction de Renault, après avoir condamné l'entrée des poids-lourds (appelée PC4) de peur que les méchant-e-s grévistes pénètrent sur le TCR le couteau entre les dents, a demandé à la police de faire dégager cette entrée qui est devenue le point de ralliement des salarié-e-s en lutte de PEI. Pour que les poids-lourds puissent à nouveau entrer sur le site, la police menace de faire intervenir les CRS... Ça se tend. AG immédiate des grévistes qui, après des prises de paroles mémorables de salariées très déterminées, décident unanimement de ne pas céder. « On lâche rien ! » Les CRS ne sont jamais venus, zăi zăi zăi zăi...

13 mai : CSE extraordinaire de PEI : Larmes de crocodile

Pour la direction de PEI, c'est Renault les méchants dans l'affaire... Ce n'est pas tout-à-fait faux mais quand les patrons s'opposent à toutes les demandes de la délégation arguant des millions d'euros à rembourser sur 9 ans, outre le fait qu'on connaît bien cette vieille ficelle, on est en droit de rappeler l'appartenance de PEI à T2MC qui se targue d'être au TOP 10 des entreprises de profit et dont le patron, M. Mohamed Tander, roule en Maserati... Donc du fric, il y en a ! Par ailleurs, il faudrait nous expliquer comment une boîte qui n'a que très peu de frais fixes puisque son cœur de métier est le nettoyage de locaux dont elle n'a pas la charge et qui ne fait aucun investissement peut avoir un tel gouffre dans sa comptabilité... Que les ronds-de-cuir fassent des micmacs de comptabi-

lité (comme graisser abondamment la patte de l'acheteur Renault en charge de la prestation de nettoyage – authentique !) ce n'est pas une nouveauté, mais ce n'est pas aux travailleuses et travailleurs de base d'en faire les frais !

Mardi 17 mai : Salarié-e-s Renault, Salarié-e-s PEI, du TCR ou de Lardy, toutes et tous uni-e-s !

Rassemblement sur le site Renault de Lardy (Essonne) à l'initiative des syndicats CGT et de SUD Renault qui se battent pour la pérennité des emplois sur ce site à l'avenir incertain à cause des « choix stratégiques » de la direction de Renault. Forte présence et prises de parole des grévistes de PEI. Sur le TCR des grévistes maintiennent le piquet de grève devant le PC4.

Lundi 23 mai : À Boulogne comme au TCR, la sécurisée se fait déborder

Les grévistes de PEI réussissent à pénétrer dans le siège social de Renault situé Quai Le Gallo à Boulogne Billancourt, ce qu'aucun syndicat Renault n'a jamais fait (leçon numéro 4). Elles et ils ont mis de la couleur et de la joie dans ce triste bâtiment où se joue l'avenir de milliers de travailleuses et travailleurs. Il n'est pas certain que cette action très symbolique ait influencé la direction de Renault en quoi que ce soit mais cette nouvelle gageure a encore rapproché les grévistes certain-e-s d'avoir réalisé un véritable coup de force. Renault aurait porté plainte contre cette intrusion impromptue. Évidemment, qui le commissariat de Boulogne veut-il « entendre » ? le secrétaire de SUD Renault TCR pardi. C'est de l'acharnement. Merci la direction de Renault. Au TCR, les grévistes ont également réussi à pénétrer sur le site et fait un petit tour, histoire de rappeler aux salarié-e-s Renault qu'ils et elles sont toujours là et déterminées.

Mardi 24 mai : À l'usine de Cléon, les petits chefs jouent les gros bras

Une quinzaine de grévistes de PEI ont fait le trajet jusqu'à l'usine Renault de Cléon (Seine Maritime) où PEI est égale-

ment présente. Ils et elles ont pu pénétrer dans l'usine et ont été accueilli-e-s amicalement par la CGT Renault du site qui a l'habitude de soutenir les prestataires emmerdé-e-s par leur hiérarchie. Moins amicale a été la réception des petits chefs Renault qui se sont crus investis de la mission de protéger le self où les grévistes de PEI voulaient rencontrer les personnes travaillant dans cette usine... Ces garde-chiourmes zélés ont été responsable d'une bousculade qui s'est soldée par une camarade gréviste aux urgences de l'hôpital de Rouen. Rien de tel pour resserrer encore plus les liens entre les grévistes. Une attaque contre l'un-e d'entre nous, c'est une attaque contre tou-te-s ! Fait rarissime, 5 camions de CRS ont pénétré dans l'enceinte de l'usine. La direction devait vraiment chier dans son froc.

Suite à cette action, la CFE-CGC de Cléon a distribué un tract particulièrement nauséabond dénonçant « un 1^{er} échelon de violence inquiétant » et assurant son « soutien à l'ensemble des salariés qui ont essayé d'éviter que des personnes extérieures à l'établissement avec des intentions non déterminées ne rentrent dans les ateliers ». Bien entendu, la violence que dénoncent ces les chiens de garde de la direction n'est pas celle des patrons voyous ni celle des petits chefs qui ont fait le coup de poing contre des grévistes pacifiques majoritairement féminines.

Mercredi 25 mai : Les PEI à l'assemblée générale des actionnaires

Nos camarades n'ont pas été convié-e-s mais elles et ils se sont invité-e-s. Évidemment, comme les prolos en lutte ça fait peur (surtout quand ce ne sont pas des descendant-e-s directes de Clovis), il y avait le déploiement policier ad hoc pour protéger la petite sauterie de ces braves gens qui vivent sur le dos des travailleuses et travailleurs. Les grévistes sont resté-e-s sur le trottoir, ce qui a donné lieu à de nouvelles prises de paroles mémorable de salariées grévistes.

Lundi 30 mai : Au tour de la direction de PEI de chier dans son froc

Celle-là, ils ne l'ont pas vue venir : La descente des grévistes au siège social de PEI à Morangis (Essonne). One more time : Sono tonitruante, déambulations colorées et joyeuses dans les locaux de la direction et « Tchep de grève ». Même si ce bâtiment n'est ni un site client, ni un lieu de production, il semblerait bien que la visite intempestive des grévistes ait marqué un tournant dans la lutte car c'est au cours de cette semaine que la direction de PEI a fini par accepter de s'atteler à un protocole de fin de conflit tenant compte des revendications légitimes des grévistes.





Mardi 31 mai : La direction de PEI fait rentrer des intérimaires de Adecco

Évidemment c'est illégal mais, bien que la direction de Renault ait tenté de faire croire que cette grève n'a aucun impact sur le nettoyage des locaux, les photos prises dans les bâtiments prouvent le contraire... Il y a fort à parier que Renault, constatant les nombreuses lacunes sur l'hygiène et la propreté a imposé à PEI de faire ce qu'il fallait pour invisibiliser l'impact de la grève.

Mercredi 1^{er} juin : Un CSSCT extraordinaire, enfin, après 3 relances de SUD

La direction de Renault affirme qu'il y aurait 50 non-grévistes sur 120 salariés de PEI du Technocentre, ce à quoi le RS de SUD rétorque que PEI a fait rentrer des salarié-e-s d'autres sites (Plessis, Boulogne) et des intérimaires d'Adecco. Tout en reconnaissant que l'état de propreté du Technocentre s'est dégradé, la direction de Renault affirme que le nombre de non-grévistes permettrait d'assurer un service minimum. Elle refuse de négocier directement avec les grévistes arguant que la grève est uniquement « la faute de la direction de PEI qui ne sait pas gérer son personnel ». La possibilité que Renault réduise le nombre de salarié-e-s de PEI sur le Technocentre serait prévue dans le contrat commercial passé entre Renault et PEI, donc le constructeur considère ne rien avoir à se reprocher.

Mercredi 1^{er} juin : Au 25^{ème} congrès de FO, la DSC FO de Renault touche le fond !

Mariette Rih, la Déléguée Syndicale Centrale FO de Renault, avait déjà envoyé bouler les militant-te-s FO de PEI venu-e-s solliciter son soutien, leur assénant que ce n'était pas à Renault qu'il fallait s'attaquer mais à PEI. Elle a enfoncé le clou publiquement lors de ce congrès. Son intervention est visible sur le site internet de FO (chercher le n° 163). Elle aborde le sujet de PEI à 7:07 et martèle : « Certains exploitent la misère et la détresse humaine et ce n'est pas forcément ceux qu'on désigne du doigt. » et « Sans complexe, la direction de PEI n'a eu de cesse d'instrumentaliser ses salariés et ses organisations syndicales en les envoyant en première ligne faire pression sur Renault afin de faire financer son plan social par ses donneurs d'ordre. » En clair, quand les grévistes de PEI soutenu-e-s par SUD et la CGT s'attaquent à Renault, la chienne de garde montre les crocs. C'est vraiment la voix de son maître que la DSC FO de Renault a fait entendre. No comment.

Jeudi 2 et vendredi 3 juin : La direction de PEI craque, ça se précipite

Jeudi, réunion de négociation entre la direction de PEI et les repré-sen-tant-e-s



des grévistes. Le protocole de fin de conflit obtenu est présenté aux grévistes et soumis au vote lors de l'AG de vendredi matin. Le protocole est accepté et la grève suspendue. Suspension de courte durée car la direction de PEI se dédie à nouveau et refuse de payer les jours de grève. Ni une ni deux, les salarié-e-s en lutte se remettent illico en mouvement, trompent la vigilance des gardiens, pénètrent tou-te-s sur le site, vont mettre de l'ambiance dans le seul self ouvert et s'installent dans le hall principal déterminé-e-s à occuper le terrain le temps qu'il faudra. On ne sait pas si c'est Renault qui a sonné la fin de la partie et imposé à la direction de PEI de faire ce qu'il fallait pour que cette occupation cesse ; quoi qu'il en soit, en milieu d'après-midi, la direction de PEI signifie au DSC FO de PEI qu'elle respectera les termes du protocole proposé la veille. C'est la victoire ! Les grévistes quittent le site en cortège au son de l'internationale, le sourire aux lèvres et le poing tendu. Le soir même, le protocole de fin de conflit est signé.

Mardi 7 juin : Tête haute et larmes de joie

Un grand moment d'émotion que ce retour à un travail pourtant épuisant. Pour les grévistes de PEI, cette reprise marque la fin victorieuse d'une lutte exemplaire, la fin d'une parenthèse pendant laquelle elles et ils ont partagé les AG, les décisions soumises aux votes, les blocages, les occupations, les cortèges, les diffusions de tracts, les collectes, les repas conviviaux, mais aussi les frictions avec les Cerbères, les moments de doutes, de crispation et parfois de démotivation... Mais cette reprise marque également le début d'une amitié indéfectible, de celles qui lient les camarades de lutte qui ont tant partagé. A leur arrivée sur leurs lieux de travail, plusieurs militant-e-s de PEI ont été congratulé-e-s, voir ovationné-e-s par des salarié-e-s Renault et d'autres prestataires. Il serait injuste de ne pas citer les nombreuses marques de solidarité

comme les versements à la caisse de grève, la distribution de bouteilles d'eau etc... Mention spéciale aux salarié-e-s de Vestalia dont le lieu de travail (le magasin) est situé à coté du PC4 où se tenait le piquet de grève et qui ont manifesté leur soutien aux grévistes, entre autres en mettant généreusement la main à la poche... Il faut dire qu'ils et elles ont mené plusieurs combats dont une grève assez dure en février 2020 car, comme les agents de PEI, ils et elles font les métiers les plus accidentogènes dont Renault s'est débarrassé, bossent dans des conditions déplorables et subissent le mépris de leur direction et de celle de Renault.

L'OCL a toujours affirmé que c'est dans les luttes que naissent les convictions et prennent corps les pratiques révolutionnaires : Autogestion, comité de grève, démocratie directe, assemblée générale souveraine... Ici, des esprits chagrins pourront critiquer le rôle occupé par le DSC FO de PEI et les élu-e-s de PEI « hors sol », affirmer que « ce n'est pas un véritable comité de grève » etc... Cependant, l'AG quotidienne a été mise en place dès le début de la grève et les décisions étaient prises collégialement, y compris la signature du protocole de fin de conflit. Cette lutte d'un mois a rapproché les salarié-e-s de PEI qui se connaissaient peu et se rencontraient rarement du fait de leurs horaires décalés et de l'éparpillement de leurs lieux de travail sur ce site immense. Le seul regret est que ce mouvement n'ait pas fait tache d'huile et que les employé-e-s des sociétés de prestation citées plus haut ne se sont pas rattaché-e-s au mouvement alors qu'ils et elles devraient se sentir concerné-e-s. Mais tout n'est pas perdu car les grévistes de PEI ont prouvé qu'on peut encore gagner face à des patrons voyous. Une graine a été plantée, espérons qu'elle portera ses fruits.

O Cangaceiro, le 30 juin 2022





INSUBORDINATION SALARIALE



En France une foule de grèves dans l'énergie le 20 juin, dans les transports, avec la SNCF en région PACA le 21 juin, sur le réseau de tram de Bordeaux les 21 et 22 juin, dans le RER D en région parisienne le 24 juin, chez Air France et Transavia le 25 juin, dans les bus et les trams de Strasbourg le 26, mais aussi à Lille, Dijon, Charleville Mézières, Narbonne, grève des routiers le 27 juin, dans les aéroports parisiens le 1er juillet, à la Poste... et une foule d'autres grèves dans les hôpitaux, les ehpad, des cliniques, des éboueurs, des territoriaux, des pompiers, dans le privé à Soitec, Lord, Alstom, Ratier... la sous-traitance automobile, aéronautique, dans des hôtels, les banques et les assurances, le commerce, les piscines, l'animation, les ATSEM, les AED, les travailleurs sociaux, chez Orange, à la BNF... presque tous pour les salaires.

(<https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/edito-les-greves-se-multiplient-et-s-intensifient-dans-les-pays-occidentaux-7900166023>)

(<https://www.facebook.com/250842078671601/posts/1473318809757249/?d=n>)

(https://www.francetvinfo.fr/economie/inflation/reportage-inflation-ces-salaires-se-mettent-en-greve-pour-une-hausse-des-salaires-car-le-prix-de-la-vie-explose-litteralement_5171626.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-)



La fin de la longue séquence électorale en France ouvre une nouvelle période incertaine. Au sortir de cette séquence pendant laquelle les luttes ouvrières n'ont pas cessé, mais ont fait l'objet d'un silence médiatique. Quelles vont être les réactions du patronat, du gouvernement, de la bourgeoisie ? L'affrontement toujours plus brutal, y compris en, s'appuyant sur des nervis d'extrême droite ? Le compromis ? Nous saurons assez rapidement. En France, le gouvernement annoncera son agenda de la « réforme » des retraites en juillet. S'il s'appuie sur Les Républicains (LR), la « réforme » sera encore plus dure. Mais là encore rien n'est joué, car même la CFDT vient d'annoncer qu'elle était contre repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

Les grèves des travailleurs sans-papiers RSI/DPD/CHRONOPOST continuent

Les 3 préfectures (Nanterre, Evry, Créteil) refusent de recevoir toutes les délégations. Décision politique sans doute prise par la préfecture de Paris qui pilote politiquement les 3 préfectures de banlieue. La Poste a reconnu que le sous-traitant Derichebourg employait des sans-papiers à DPD et Chronopost. Elle a rompu le contrat avec Derichebourg sur 2 sites sans rien faire pour les sans-papiers. En juillet nous saurons si la justice ordonne l'évacuation du piquet à Gennevilliers (RSI). La mobilisation ne faiblit pas. Diverses initiatives sont prévues pour les prochaines semaines. Nous verrons si tous les élu.e.s qui ont promis leur soutien, le feront maintenant que la campagne électorale est finie.

Faire circuler les infos et remplir les caisses de grève sont essentielles dans cette lutte de classes :

<https://www.facebook.com/CTSPV94/>
<https://www.facebook.com/Solidaires94/>
<https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr>
<https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>

Pour Chronopost : SOLIDAIRES 94 Maison Départementale des Syndicats 11/13 rue des Archives 94000 Créteil- Chèques à l'ordre de SOLIDAIRES 94 (mention à dos « solidarité avec les sans-papiers).

La grève à la Bibliothèque Nationale de France

Elle se poursuit avec une intervention de plus en plus fréquente des usagers.

Un lien vers la pétition des usagers : : <https://www.mesopinions.com/petition/art-culture/bibliotheque-nationale-france-retour-aux-communications/175704>

Soutenez le personnel en grève reconductible en participant à leur caisse de solidarité : <https://www.lepotcommun.fr/pot/7qpwgjpn>

Grève reconductible à Paris 8

La grève reconductible a démarré à Paris 8 le jeudi 16 juin, sur la question des salaires:

L'AG de personnels a voté :

Une augmentation pour toutes les catégories de personnels titulaires ou contractuels de 200€ net et la suppression de la surprime pour les encadrants.

L'augmentation du salaire horaire des différents types d'emploi étudiant à 15€ de l'heure.

Que l'enveloppe de 2021 soit distribuée également entre tous les personnels.

La direction campe sur ses positions concernant les primes pour les hauts cadres prétextant un problème d'attractivité de la fac alors qu'en fait ce sont parmi les catégories C et B qu'il y a des problèmes pour recruter (il

manque une soixantaine de postes).

La direction refuse l'augmentation à 15€ de l'heure pour les emplois étudiants et précise qu'il est souhaitable qu'il y ait des échelles de salaires dans ces emplois comme pour le reste des personnels. Du coup certains toucheront 12€/heure et d'autres 13.5€/heure.

La seule chose à peu près positive : une augmentation de la prime annuelle des contractuelles qui passe de 300€ à 400€ (une en juillet et l'autre en fin d'année soit 800€ par an) mais toujours pas d'équivalent aux primes perçues par les titulaires.

La direction refuse catégoriquement de voter sur des propositions des personnels ou des syndicats et ne consent qu'à des amendements sur ses propres motions.

L'AG a voté la reconduction de la grève et il y aura donc un piquet à l'entrée de la fac.

Source Sud EDUCATION 93 (Extraits)

**Refus du travail et luttes
contre l'inflation :
les ingrédients d'une vague
révolutionnaire, créative,
existentielle et politique, comme
dans les années 1968 ?**

Avec le covid, les confinements puis le télétravail, ont développé une conscience diffuse qui aboutit à des refus de l'exploitation





INSUBORDINATION SALARIALE



assortie d'un comportement social anti-productif, qui participe de la défense de la liberté et du bien-être de chacun. L'intelligence ouvrière se refuse à être une intelligence productiviste, l'entreprise est perçue comme un lieu devenu asocial. C'est ce qui a amené à la grande "démission" des salariés aux USA où en un an 38 millions de salariés ont démissionné et déjà 4 millions en mars 2022. On voit la même chose dans d'autres pays comme en France, en particulier dans la restauration et l'hôtellerie, où il "manque" 300 000 salariés pour la saison estivale à venir mais aussi dans l'automobile où les agences d'intérim peinent à convaincre des jeunes à se faire exploiter sur les chaînes de production. C'est la même conscience qui face aux tentatives de restructuration capitaliste dans les années 1960 - travail à la chaîne, standardisation des rythmes et des cadences - est devenue peu à peu déprimante et qui a constitué des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970 la base intangible de la résistance ouvrière et la cause des explosions sociales de 1967, 1968, 1969 et encore après dans le monde entier. Du coup, on assiste surtout à une vague de grèves et luttes pour les salaires de plus en plus victorieuses qui a commencé à l'automne/hiver 2021 et qui reprend maintenant au printemps amplifiée et accélérée par l'inflation soudaine d'une seconde vague de grèves et luttes qui parcourt toute la planète.

En conséquence, pour faire face à ce refus de travail et à ces luttes pour les salaires, quelques patrons ont significativement décidé d'augmenter les salaires, dont le plus symbolique est Apple qui a décidé le 24 mai d'augmenter ses salariés de 45%. L'inflation a en effet atteint des niveaux très élevés, 11% aux USA, 9% en Grande Bretagne, 8% en Espagne et en Allemagne et des taux faramineux au Sri Lanka ou en Argentine et bien ailleurs. Les conséquences sociales et politiques sont dramatiques. C'est d'abord un accroissement brutal de la misère avec des gens qui ont du mal à finir les fins de mois en occident et ne mangent plus qu'un repas par jour, ou meurent de faim dans des pays plus pauvres.

Mais c'est aussi en riposte, des vagues de grèves et manifestations dans beaucoup de pays que ce soit aux USA ou en France, au Canada, en Espagne, Grande Bretagne, Allemagne, Belgique ou encore en Amérique du Sud et en Asie. A l'échelle du globe, les luttes ne cessent quasiment pas depuis 2018, avec une légère pause durant l'épidémie de covid. Ces luttes récentes de 2021 et surtout de ce début 2022 contre l'inflation ont non seulement amplifié les précédentes mais leur ont carrément donné un tour insurrectionnel au Pakistan ou au Sri Lanka où les gouvernements sont tombés en avril

et en mai 2022, sonnante comme un avertissement pour le reste du monde. Aussi, en Grande-Bretagne, paniqué, et pour tenter d'atténuer la révolte qui gronde, le gouvernement de droite de Boris Johnson vient juste d'annoncer ces derniers jours de mai, un plan d'aide aux plus pauvres de 15 milliards de livres sterling, un peu moins que 18 milliards d'euros. Il faut dire qu'en Grande Bretagne, le taux de la hausse des prix est le plus élevé depuis 40 ans ce qui pourrait plonger le pays dans sa plus grande crise depuis la seconde guerre mondiale et que les grèves et les appels à la grève se multiplient. Ces derniers jours, il y a eu notamment les grèves à la Poste, celle des travailleurs des plateformes pétrolières qui ont débrayé dans une grève sauvage touchant 16 plateformes en mer du Nord et surtout le vote à 89% en faveur de la grève des cheminots et celui des salariés des télécommunications qui vont partir en grève pour la première fois depuis 35 ans, et enfin des menaces de généralisation pour cet été avec des grèves du personnel de British Airways, du nettoyage des hôpitaux, les éboueurs et les chauffeurs routiers.

Ce climat social fait craindre aux bourgeois une grève générale massive à caractère insurrectionnel cet été comme lors de la grande grève insurrectionnelle de 1926, d'autant qu'un dirigeant syndical a déclaré qu'ils s'y préparaient justement pour cet été, et que ce serait encore plus important qu'en 1926. Ce sont des situations semblables aux USA, au Canada, en Espagne où comme en Grande Bretagne l'idée de grève générale plane sur la situation et une situation qui y tend en Belgique, Allemagne ou France pour ne parler que des pays occidentaux, même si en France, on ne porte guère attention à cette nouvelle vague de grèves en cours et à la signification de ses succès grévistes, les esprits étant entraînés par les partis et syndicats, institutions et journaux, obnubilés par les élections législatives des semaines à venir. Tandis que les partis institutionnels vivent dans leur petit monde sous cloche, toute la situation montre qu'entre le refus de travail aujourd'hui et l'inflation actuelle, on va tout droit vers une vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle.

<https://www.facebook.com/250842078671601/posts/1456782628077534/?d=n>

Mexique

Les salarié-es de l'usine d'assemblage de la General Motors de Silao ont décidé de créer un Syndicat Indépendant National des Travailleurs et Travailleuses de l'Industrie Automotrice (SINTTIA). Idem pour les salarié-es de l'usine des pièces

automobiles Trodonex à Matamoros qui ont créé un autre syndicat indépendant (Syndicat National Indépendant des Travailleurs de L'Industrie et des Services (SNITIS)). Dans ces deux cas, il s'agit pour les salarié-es de s'émanciper des syndicats corrompus et non démocratiques affiliés à la CTM (Confédération des Travailleurs du Mexique, dont un ex dirigeant, sénateur et député du PRI avait été pris dans l'affaire des « Panama Papers »).

Troisième victoire, celle des travailleurs de l'usine Mazda de Salamanca qui ont voté contre les révisions proposées à leur contrat de travail collectif (CTC) négociées par l'employeur et le syndicat affilié à la CTM. Les nouveautés législatives imposent l'accord des salariés quant changements relatifs aux salaires et aux prestations.

Source : [Maquilasolidarity.org](https://www.mquilasolidarity.org) traduite dans LA REVOLUTION PROLETARIENNE JUIN 2022 - n° 817

En attendant votre CA de rentrée, nous vous conseillons de lire les sites suivants :

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>

<https://www.facebook.com/luttesinvisibles/>

<https://rapportsdeforce.fr/>

<http://www.laboursolidarity.org/>

23 juin 2022





L'indice des prix à la consommation de l'I.N.S.E.E. d'avril dernier indique une hausse moyenne des prix à la consommation de 4,8% sur un an, hausse des prix qui est en train de s'accélérer. La faute à la guerre ? En partie oui, mais en partie seulement. Une partie de cette hausse avait démarré avant.

Il faut essayer de garder la tête froide. L'Ukraine représentait 12 à 13% des exportations mondiales de blé, et la moitié des exportations mondiales d'huile de tournesol. Mais le blé ne se récolte pas avant juillet, et le tournesol en août. Et en plus, il y a des stocks (variables selon les pays, mais qui se comptent souvent en années). Donc, il n'y a pas de pénurie pour le moment. Si les prix augmentent, c'est à cause de la spéculation, parce qu'en fait le prix des céréales se décide sur les marchés financiers, en partie à Chicago. Oui, les populations des pays du tiers monde dont le blé est la base de l'alimentation et qui ne le produisent pas elles-mêmes, essentiellement l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, vont beaucoup souffrir. Mais ce n'est pas parce qu'on manque de blé. Physiquement, il y a et il y aura apparemment dans les années qui viennent assez de blé pour nourrir tout le monde. Si ces populations risquent très probablement d'avoir faim, c'est à cause de la spéculation et de l'utilisation de l'arme alimentaire comme arme politique. Et si le blé est la base traditionnelle de leur alimentation, c'est parce que dans le passé elles en produisaient. Elles n'en produisent plus parce que la colonisation et la mondialisation sont passées par là. En Afrique noire et en Asie, le blé n'est pas la base de l'alimentation. Ces pays-là peuvent tout à fait s'en passer. Pourtant le prix des autres céréales a augmenté. Mais à ma connaissance, l'Ukraine n'est pas un producteur de riz ni de mil. De plus, les dernières récoltes de riz ont été bonnes. C'est que ces céréales ont été emportées dans la tourmente haussière de la spéculation. Et en Afrique de l'Ouest, l'augmentation du prix du riz et du mil a probablement beaucoup plus à voir avec l'embargo que la CDAO a imposé contre le Mali (qui, oui, est lui un producteur de riz). Les menaces de famine sont bien réelles. Mais pour le moment, ce n'est pas une menace de pénurie, c'est la beauté du capitalisme qui permet qu'on meure de faim au milieu de l'abondance.

En ce qui concerne la hausse du prix du pétrole, rappelons que sur le long terme, le pétrole et le gaz devraient augmenter, non pas à cause de la guerre, non pas à cause de la Russie, mais parce que c'est une ressource qu'on finira par épuiser. Et entre l'inflation et le gaz de schiste, je vous le dis de suite, perso, je choisis l'inflation. Par contre les variations brutales que nous subissons depuis quelques temps, là encore, sont le résultat des spéculations. Des spéculations et des multinationales à la Total (16 milliards de bénéfice en 2021). Parce que les réserves minimales de pétrole raffiné imposées par la loi sont de trois mois. Donc, il devrait s'écouler plus de trois mois entre un événement qui influence le prix et la hausse à la pompe. Ce n'est pas vraiment ce qu'on observe...

*Pas de brève éco ce mois-ci
mais une seule question :*

Le grand retour de l'inflation ?

Qui dit pénuries dit hausse des prix. Et il y a effectivement de nombreuses petites pénuries en ce moment. Ces pénuries sont liées à la division internationale du travail et à la concentration inouïe du capital. Quasiment toute la production est fractionnée et modularisée. Le fractionnement de la production, ça veut dire que même les plus basiques des produits sont dépendants de la fluidité du commerce mondial. Si on a le lait, mais qu'il y a une rupture de stocks sur les bouchons en plastique des bouteilles, ben il y aura pénurie de lait. Son prix augmentera pour les consommateurs (pénurie) et baissera pour les éleveurs (puisque'on ne peut plus écouler leur lait). Bref, la misère pour tout le monde, sauf pour quelques-uns. La modularisation, c'est de standardiser les éléments qui composent les produits. Ça n'est pas forcément top en termes de qualité, de climat, etc. mais ça permet de rendre compatible une production à grande échelle d'éléments standardisés avec une variété importante de modèles de produits finis, et donc de favoriser les très grandes entreprises. Par exemple, Samsung produit en Corée 28% des semi-conducteurs du monde. S'il y a un problème sanitaire, climatique ou politique grave là-bas, plus de voi-

tures, de téléphones, d'électroménager (et j'en oublie plein) nulle part. Non seulement le capitalisme détruit la planète, mais il ne semble même pas la façon la plus efficace d'assurer la production.

En fait, l'inflation va au-delà de ce que devraient provoquer les pénuries, et ça commence à inquiéter les économistes. En effet, les banques et la finance en général n'aiment pas l'inflation car elle rogne leurs rentes. La grande offensive libérale des années 80 dont nous payons encore aujourd'hui les conséquences avait trouvé une théorie simple. Premièrement, l'inflation est d'origine monétaire (d'où le nom de monétaristes donné au courant ultralibéral). Donc, ce qu'il faut, c'est limiter la planche à billets, interdire aux États d'émettre de la monnaie pour se financer (d'où le traité de Maastricht en Europe), utiliser le taux d'intérêt pour limiter l'expansion du crédit. Ça tombait bien, ça justifiait que les banques et les marchés financiers se gorgent sur les dettes publiques, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire. Deuxièmement, on a inventé la spirale inflation/salaire, qu'il fallait casser. L'idée, dérivée cette fois-ci de façon retorse de la théorie keynésienne, c'est que lors que les syndicats sont puissants, ils obtiennent des augmentations de salaire, et les entreprises doivent alors augmenter leurs prix de vente pour se rattraper, et du coup nouvelles grèves pour des augmentations de salaires et ainsi de suite. Et nous avons toutes et tous pu observer qu'en quelques décennies, cette spirale a été bien cassée. A l'origine du mouvement des gilets jaunes, il y a bien le fait que les prix ont augmenté sans que les salaires n'aient suivi.

Dans cette vision-là, plus crédible que la théorie monétariste, ce qui est à l'origine de l'inflation c'est la lutte entre capital et travail pour le partage de la valeur ajoutée. Nous avons toutes et tous remarqué que depuis pas mal d'années, le rapport de forces n'est pas vraiment en faveur du travail. La spirale inflation/salaires a bien été cassée, mais au profit de la spirale inflation/profit. C'est l'augmentation des profits dans un monde où la concurrence chère aux économistes n'existe plus depuis longtemps qui explique probablement le mieux l'inflation. L'inflation rogne les profits apparents (dividendes, intérêts des obligations...). Les économistes utilisent le terme de rendement nominal pour expliquer que ce qui compte c'est le rendement réel, c'est-à-dire un rendement nominal dont on a déduit l'inflation. Et à voir l'état du CAC 40, il semble bien que la spirale profit/inflation est à fond, la grande bourgeoisie préserve ses rentes au détriment du niveau de vie de la population. Ceci dit, ça ne pourra pas durer indéfiniment.

Sylvie



D'un pape à l'autre

L'éviction de Jean-Michel Blanquer a été vécue comme un soulagement par le monde enseignant. La succession confiée à Pap Ndiaye laisse planer l'espoir d'une sortie du cauchemar libéral qui hante l'école depuis plusieurs décennies. Pourtant, si le nouveau ministre est présenté comme l'antithèse du précédent, il serait bien venu que les profs, les familles et les élèves regardent d'un peu plus près le programme qu'il aura à exécuter, plutôt que se laisser séduire par le personnage.

(1) L'école privée peut dire merci à Blanquer, Alternatives économiques, 12 mai 2022

(2) Valeurs actuelles 26 mai 2022

(3) cf. Courant Alternatif 301 juin 2020, Quelques éléments sur la privatisation de l'Éducation Nationale

(4) Déclaration de Macron le 13 janvier 2022 devant les présidents d'Universités

(5) cf Des nouvelles et quelques réflexions sur l'expérimentation marseillaise, dans L'émancipation syndicale et pédagogique, n° 10, juin 2022

(6) Discours d'Elisabeth Borne au soir du premier tour des législatives.

(7) Le capitalisme est un rapport social global, et non une simple organisation de l'économie, cf CA 292, été 2019 - Repenser une critique de l'école capitaliste

(8) Voir le dossier Education un choix politique dans POUR (revue de la FSU) n° 240, mai 2022

(9) cf CA 318 mars 2022.- Grève du 13 janvier dans l'Éducation Nationale : un feu de paille ?



Pap Ndiaye est sans conteste un universitaire de renom, ancré à gauche par son parcours politique, militant de la cause noire, sensible aux questions de classes et de races. Tout ce qu'il faut pour en faire une icône de la post modernité et du politiquement correct quand Blanquer symbolisait parfaitement l'autoritarisme de la République laïque et obligatoire, sorte d'agent double du capitalisme libéral et du catholicisme le plus conservateur, qu'il a largement servi rue de Grenelle(1).

L'extrême droite ne s'y est pas trompée, attaquant le nouveau ministre pour wokisme, le suspectant d'être un soutien de la discrimination positive, voire un ennemi intérieur en passe de déconstruire l'histoire et l'identité de la France éternelle en faisant « de l'immigration un élément central de l'histoire nationale » (2).

Macron a indéniablement réussi un coup politique avec cette nomination qui focalise le débat médiatique sur des questions de personnes, de symboles et de valeurs, plutôt que d'interroger les faits, les programmes et les projets. Les gazettes ont ainsi alimenté un pseudo débat laïcisme contre indigénisme occultant la véritable question de l'état du système éducatif, et de son devenir.

Le programme de Macron...

La politique menée par Blanquer depuis 5 ans restera la feuille de route du nouveau ministre : accroître encore le processus de libéralisation et de privatisation du système éducatif (3) avec quelques maîtres mots du lexique libéral incontournables : « une école « plus libre » qui permettra aux établissements de « bâtir leur propre sujet pédagogique selon leur territoire » un salaire au mérite pour les enseignants qui acceptent les efforts supplémentaires et seront recrutés par le chef d'établissement ; un enseignement professionnel centré sur les besoins des bassins d'emplois et le modèle de l'apprentissage, réintroduit dès la 5^{ème} au collège ; et bien sûr une Université payante puisqu' « On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants »(4).

Ce programme c'est « **L'école du futur** » expérimenté à Marseille auprès de 59 écoles primaires depuis septembre 2021, où Macron est venu chaperonner son nouveau Ministre en le 2 juin.

Le principe de cette « expérimentation » est la déclinaison du *Nouveau management public*, soit la gestion entrepreneuriale appliquée au service public. Concrètement cela donne à Mar-

seille, dans l'enseignement primaire des directeur-trices d'école en charge de recruter leurs équipes et de monter un projet d'école, sous le contrôle d'un comité de pilotage confié au Préfet et à un panel d'inspecteur-trices. La contrepartie est le versement d'un budget de financement, mais qui doit correspondre au partenariat déjà existant et être avalisé par l'administration ou la politique éducative locale (5). Comprendre qu'il faut faire des projets avec des partenaires agréés, et selon les critères de la doxa du moment : les fondamentaux (lire écrire compter) comme objectifs, les neurosciences comme base scientifique, et le numérique comme outil pédagogique. Le tout étant bien sûr évalué pour donner lieu à un classement des projets et donc des écoles en fonction de critères à déterminer en lien avec des organismes de recherche.

Cette expérimentation dans le primaire marseillais se fait bien sûr sous couvert d'égalité des chances et de méritocratie, pour « le plein emploi et le refus des inégalités de destin » (6). Elle ne fait que confirmer les tendances lourdes qui sont à l'œuvre dans les successions de réformes de la maternelle à l'université depuis 2008 : renforcer la fonction de tri social de l'éducation réduite à un instrument de normalisation des savoirs et des consciences, au service des besoins de la société capitaliste comme de son économie (7). Et le plus souvent avec l'assentiment tacite et honteux des personnels, qui ne sont pas mécontents de voir écarter de leur classe les gosses de prolos considérés comme des « sauvages inéducables »...

... L'écume d'une vague de fond

C'est pourtant depuis 2008 que toutes les enquêtes internationales montrent que le système éducatif français a encore accru sa reproduction des inégalités. Cherchez l'erreur !

C'est la même chose qui a été constatée en Suède qui a appliqué le modèle de l'entreprise à son école dès les années 1990, et qui est appelée depuis 2015 à renationaliser son système éducatif par l'OCDE... elle-même à l'origine de cette libéralisation. C'est qu'entre temps, si les élèves suédois ont été les grands perdants des réformes libérales (la Suède est passée en 20 ans des premières places aux places médianes des enquêtes internationales sur les performances scolaires du type PISA), la casse du système éducatif public a permis qu'aujourd'hui 20% des élèves soient scolarisés dans un système privé qui n'existait pour ainsi dire pas précédemment (8).

A titre de comparaison, l'enseignement supérieur privé en France scolarise aujourd'hui 21% des étudiants et génère un chiffre d'affaires de 4, 4 milliards d'euros. En France, en 2018, un peu plus de 520.000 étudiants étaient inscrits dans un établissement d'enseignement supé-



éducation

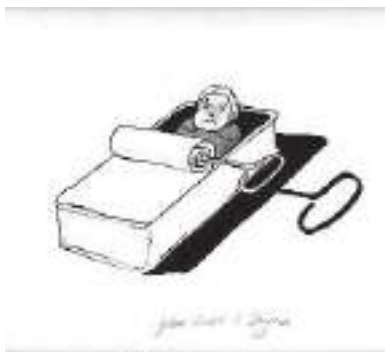
rieur privé. Depuis 1998, ce chiffre a augmenté de 77%, alors que la part des étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur public n'a crû que de 6%. Il en résulte qu'aujourd'hui, près d'un étudiant sur cinq est inscrit dans un établissement supérieur privé, alors qu'ils n'étaient que un sur huit vingt ans auparavant. Bien plus, les données prévisionnelles chiffrent aux alentours d'un tiers (33%) la part des étudiants qui pourraient être inscrits dans le supérieur privé dans dix ans, et sans doute bien plus encore si l'enseignement supérieur public devient lui aussi payant...

Nul doute que les réformes du primaire et du secondaire mises en place sous Blanquer et qui seront poursuivies par Pap Ndiaye vont généraliser le processus de cette mise à mal de l'école publique pour les plus grands bénéficiaires d'un secteur éducatif marchand en plein développement.

Quels que soient ses discours ou ses intentions, Monsieur Ndiaye a accepté la feuille de route écrite par son prédécesseur. La sortie à Marseille était là pour marquer la tutelle de l'Élysée sur la rue de Grenelle. Et s'il venait à l'oublier, Pap Ndiaye est entouré d'un cabinet composé de macronistes triés sur le volet, d'une administration tenue par les fidèles de Blanquer depuis 2008, et de technocrates issus de la Cour des comptes qui n'ont eu de cesse de dénoncer les faibles performances du système éducatif français et de préconiser les remèdes issus de l'entreprise évoqués plus hauts.

L'école n'a pas d'autres choses à attendre du nouveau ministre qu'une accélération des processus de privatisation en cours depuis le tournant du siècle. S'il n'a pas compris cela Pap Ndiaye ne sera qu'un idiot utile de la macronie, qui compte sans doute sur son « aura » pour étouffer la colère qui couve dans les salles des profs, et dont les mobilisations du 13 janvier auront été un révélateur (9). Profs qui, immanquablement, voudront laisser une chance au nouveau venu, pour des raisons fort diverses : par stratégie co-gestionnaire des syndicats, par naïveté, par cécité ou par adhésion politique de la communauté éducative à un projet pour lequel elle a finalement voté en nombre ! Malgré nous !...

Philippe, Saint-Nazaire, le 21 juin 2022



Pratiques du blanquerisme : Surveiller et punir

Une des caractéristiques de la gestion de l'Éducation nationale sous la dernière mandature a été le développement d'une répression explicite ou larvée. Petit rappel avec Laurence de Cock.

Si l'inventaire de la répression est difficile à établir car beaucoup se taisent, quelques cas ont eu un peu d'écho. En 2019-2020, les mobilisations contre la réforme du bac (...) ont donné lieu à une vague de sanctions. Certains élèves n'ont pas passé l'épreuve à la suite des blocages de leurs lycées. À l'été 2019, le mouvement de rétention des notes (un répertoire d'action très rarement mobilisé) a pris une ampleur inédite. À Melle (académie de Poitiers) et à Bordeaux, des enseignants soupçonnés d'avoir participé aux blocages des lycées ont été sanctionnés. Conseils de discipline, blâmes, mutations d'office, rétrogradations, etc.

Tout est mis en place pour dissuader les enseignants de protester. À Dijon, en décembre 2018, en plein mouvement des gilets jaunes, Sophie Carrouge, enseignante connue pour son engagement auprès des élèves sans papiers, est convoquée par sa hiérarchie pour avoir (...) écrit sur son blog : « Emmanuel Macron est terme, Emmanuel Macron est vieux, Emmanuel Macron n'est pas président. Emmanuel Macron est un commercial arrivé au pouvoir par le pouvoir des urnes funéraires. » Il lui est rappelé son « devoir de réserve ». (...)

Après des mois de contrôle de la parole publique des enseignants, le flou autour de leur liberté d'expression est soigneusement entretenu, en 2019, à l'occasion de la nouvelle loi de programmation pour l'école, dite de la « confiance », (...) Les débats tournent autour du devoir « d'exemplarité » des enseignants (Article 1). (...) ce dévoilement du devoir de réserve par l'institution ne vise qu'à provoquer l'autocensure des

enseignants. Et il faut s'en désoler : c'est une réussite. De plus en plus d'enseignants interviewés dans les médias refusent de témoigner sous leur nom. Même l'appartenance à un syndicat ne rassure plus, tant le mépris du monde syndical affiché par le ministre est éclatant. En 2018, n'a-t-il pas porté plainte contre Sud Éducation 93 après que ce syndicat ait proposé, dans un stage de formation, des ateliers non mixtes sur les discriminations à l'école ? Une plainte bien sûr déboutée en 2021. Mais le mal est fait : l'intimidation a pris.

On imagine bien que peu d'enseignants rêvent d'un bras de fer avec leur ministère. Beaucoup encaissent en silence, se replient, et parfois craquent. Le suicide de Christine Renon, directrice d'école à Pantin, est emblématique de cette situation. Dans une lettre bouleversante, celle-ci explique ne plus supporter le mépris de l'institution et le silence auquel elle est assignée. Christine Renon, qui a signé « Une directrice épuisée », s'est tuée à 58 ans, dans son école, le 23 septembre 2019. Combien sont-ils à ne plus supporter la pression ? On en connaît au moins trois autres : Frédéric Boulé, Laurent Gatier et Jean Willot. Autant le dire sans détour, le métier pèse, et parfois le mépris tue.

La mécanique de surveillance et de contrôle du monde enseignant fonctionne sans heurts. Les hiérarchies intermédiaires n'ont pas besoin de consignes directes pour intervenir en cas de résistance ou désobéissance. Le corps d'inspection exerce une fonction de vigie. Mais la situation est aggravée par l'atmosphère générale de surveillance.

Pendant ses vacances d'hiver

2021, Hélène Careil, professeure des écoles à Bobigny, apprend sa mutation forcée. Le dossier est vide mais l'argument avancé est la volonté d'assainir l'ambiance de l'école. Hélène Careil pratique la pédagogie Freinet (...). Un changement de direction à la rentrée 2019 a changé la donne. Exit la pédagogie Freinet, place à l'application, à la lettre, des instructions officielles. (...)

Le 14 mai 2020, des hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale rendent publique, dans une tribune anonyme, la mise au pas à l'œuvre au sommet de l'administration. Ils sont une quinzaine et se prénomment « groupe Grenelle ». La démarche est historique. Car s'il est un lieu soumis au devoir de réserve, c'est bien la haute administration. Les propos sont ici sans appel : « Ce sont encore des fonctionnaires et hauts fonctionnaires purement et simplement dépossédés de leurs dossiers d'expertise au profit de technocrates plus soucieux de leur intérêt de carrière à court terme que de la qualité du service rendu, compte tenu, au choix, de leur inexpérience ou de leur incompétence. »

(...) La réforme de la haute administration, qui permet au ministre de placer ses personnes de confiance aux postes clés et d'en marginaliser d'autres, plus indépendants, tel le corps des inspecteurs généraux. L'administration de la rue de Grenelle (où est logé le ministère de l'Éducation) n'est plus qu'une machine à obéir, matrice du fonctionnement des autres échelons académiques. Tout est passé sous son contrôle, y compris le contenu de la formation des enseignants. Plusieurs universitaires reconnus ont ainsi fait savoir qu'ils figureraient sur une liste noire. (...)

Le libéralisme autoritaire, caractéristique du mandat d'Emmanuel Macron, touche ainsi de plein fouet le système éducatif, rendant plus risquée toute résistance. Mais la surveillance ne touche pas seulement le monde enseignant.

Extraits de École publique et émancipation sociale de Laurence de Cock, Agone, 2021

Le titre est de C.A.



Témoignage sur l'accueil d'un enfant ukrainien dans un collège français

Judi 16 juin, 10h.
Sur la messagerie du collège, je reçois un mail adressé à l'équipe enseignante d'une classe de 6ème, nous informant qu'un élève ukrainien est accueilli au collège, et qu'il est pour l'instant pris en charge par l'assistante pédagogique. Nous connaissons son nom, son prénom. Son âge ? Sa situation personnelle (histoire de ne pas faire de boulette en lui causant) ? Depuis combien de temps est-il en France ? Son niveau de français ? Son niveau d'anglais ? Comment l'accueillir dans une classe de 28 gamins un jour de canicule à deux semaines de la fin des cours ? N'en demandons pas trop.

Vendredi 17 juin, 12h.
Pause déjeuner avec quelques collègues. L'assistante pédagogique (AP, statut contractuel de pionne) entre dans la salle, l'air un peu emmerdé. Elle a récupéré le gamin toute la journée hier. Elle n'a reçu aucune information (ni aucune formation, ça va de soi) avant qu'on lui présente le gosse, pas même le mail adressé aux profs. Pendant les deux premières heures de la matinée, bataille avec les gestes et avec les outils numériques pour réussir à échanger le minimum vital avec le gamin : passer un clavier en ukrainien par exemple... Le gamin est visiblement pas rassuré d'être ba-

lancé dans l'univers très protocolaire d'un collège français, au milieu de 600 gamins et 60 adultes qui parlent une langue inconnue par plus de 30 degrés. L'AP nous raconte qu'il s'est fait la malle plusieurs fois, et qu'elle a dû jouer à cache-cache dans le CDI pour essayer de le récupérer. Dans la discussion, on apprend qu'il est orphelin, et qu'il serait (peut-être) accueilli par une famille ukrainienne dans la commune du collège. Face à l'absence d'informations, c'est la rumeur qui risque de l'emporter. La semaine prochaine, dans les « trous » d'emploi du temps d'une collègue en formation Français Langue de Scolarisation (qui permet d'enseigner dans les unités d'inclusion pour élèves allophones : UPE2A), le gamin sera pris en charge par une personne qui a donc des rudiments de maîtrise de la situation. Pourquoi le gamin n'a-t-il pas été accueilli en UPE2A donc, tant qu'à faire par quelqu'un de formé et certifié pour ça ? Parce qu'il n'y a pas de place, pardi. On

péroré dans les médias en disant qu'on accueille 30 000 ukrainiens, et derrière, démerdez-vous. Le gamin et l'AP ont eu une journée mouvementée hier : dans l'après midi, elle voit l'ouvrier du collège manipuler l'alarme incendie, et elle comprend qu'un exercice est prévu. La suite est très sympathique : l'alarme sonne à fond les ballons, 600 gamins sont escortés dans la cour de récré dans le bordel habituel, et notre petit ukrainien, qui était bien content de ne plus être dans un pays en guerre, se retrouve complètement en panique dans une situation qui doit pas lui évoquer ses meilleurs souvenirs. L'AP se démerde comme elle peut et le récupère dans ses bras en essayant de le rassurer.

Vendredi 17 juin, 16h.
J'ai cours avec la classe de 6ème dans laquelle est censé être accueilli notre nouvel élève. Il fait une chaleur à crever dans la salle de classe, qui est exposée au sud pendant une bonne partie de la journée. J'ai prévu une interro avec la

classe, et j'ai pas spécialement eu le temps d'anticiper l'arrivée du gamin. En pis aller, j'ai sorti tout ce que j'avais de visuel (plantes, roches, fossiles et clés de détermination) sans trop de texte donc, pour essayer de lui faire comprendre ce qu'on travaille dans la matière et pouvoir peut-être le mettre en confiance. Après avoir accueilli la classe, je demande aux gamins où est notre petit nouveau. Aucune idée, il était là mais il semble avoir disparu. Un élève se propose pour le chercher, mais revient bredouille. Je hèle le principal adjoint qui passe par là, et lui demande. Aucune idée non plus, mais il a l'air embêté. Le gamin a disparu. J'apprendrai plus tard qu'il a fait des crises de panique et de rébellion, qu'il s'est accroché aux grilles, et qu'il a réussi à se faufiler hors du collège. Il n'est pas venu, et ne reviendra pas au collège. Trop dur à gérer.

Bienvenue en France !

Zyg

Pour que *Courant alternatif* continue, abonnez-vous !

Nous faisons souvent appel à de nouveaux abonnements et aux réabonnements. C'est, en quelque sorte, une routine pour permettre à *Courant alternatif* de paraître mensuellement, sans discontinuer, depuis quarante ans en pratiquant la rotation des tâches. Il nous semble que CA s'est amélioré ces dernières années, tant par le nombre des sujets traités et la qualité des articles que par le traitement de l'international. Aujourd'hui, l'appel que nous lançons est encore plus vital, dans la mesure où la diffusion militante et en librairie a évidemment subi une baisse importante liée aux différents confinements que nous avons subi. Outre un manque de rentrées financières, cela a entraîné une certaine difficulté à faire connaître la revue à des gens nouveaux ou à retoucher certaines personnes qui achetaient d'ordinaire épisodiquement CA. Nous pourrions concevoir un journal/revue uniquement en ligne ; seulement voilà, éditer une revue papier et s'autonomiser par rapport à internet et au virtuel fait partie de notre combat et de notre projet. Pour repartir d'un bon pied, une seule solution, **S'ABONNER ET TROUVER DE NOUVEAUX LECTEURS ET LECTRICES**. Faites connaître *Courant alternatif* autour de vous en nous demandant un ou deux numéros à offrir. Donnez nous une liste d'adresses à laquelle expédier un exemplaire gratuitement.

OCL c/o Egregore - BP 81213 51058 Reims cedex
- www.oclibertaire.lautre.net





EYMOUTIERS : Un immeuble ouvert pour les réfugiés

Nous avons évoqué à plusieurs reprises dans *Courant Alternatif* les squats de Limoges et les actions en faveur des sans-papiers par le collectif Chabatz d'entrer¹. Nous allons évoquer ici une action en cours menée par Montagne Accueil Solidarité avec le soutien de Chabatz d'entrer.

L'occupation

Le samedi 9 avril, plusieurs dizaines de personnes se sont retrouvées sur le marché d'Eymoutiers² pour se diriger ensuite vers un immeuble occupé depuis plus de deux jours. En officialisant cette occupation, ils demandent la réquisition de ce bien vacant au profit des réfugiés laissés à la rue par les dispositifs habituels, et appellent au soutien de la population.

L'appel lu au mégaphone après une série de chansons de lutte sur le marché disait ceci :

« En 2021, pour la première fois à Eymoutiers, une famille s'est retrouvée à la rue, expulsée du CADA, avec deux enfants malades. Elle a dormi sous une tente pendant plusieurs jours faute de solution d'hébergement malgré l'urgence... »

Cette situation ne doit pas se reproduire. Nous, association Montagne Accueil Solidarité et collectif Chabatz d'entrer, demandons la réquisition de tous les immeubles vacants pour héberger des réfugiés et des sans-abris.



Alors que des personnes sont à la rue, 1 logement sur 10 est aujourd'hui inoccupé en France. Cela représente 10 fois plus de places d'hébergement que de personnes dans le besoin. C'est inadmissible, indigne et révoltant, dans un pays classé 6^e puissance mondiale.

L'État ne respecte pas ses propres lois :

- loi Besson 1990 « Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la Nation »

- loi droit au logement opposable DALO 2007

En conséquence, nous occupons depuis le 6 avril 2022 un immeuble que nous avons trouvé ouvert. Cet immeuble est vacant depuis plus de 6 ans et appartient à l'ODHAC 87 (Office public de l'habitat). Nous demandons à cet organisme une mise à disposition de ce bâtiment.

Cette occupation permet à plusieurs familles fortement fragilisées qui fuient la guerre et les persécutions d'avoir un toit.

Aujourd'hui plus qu'hier, les Françaises et les Français réalisent à quel point la solidarité et un accueil digne sont essentiels à notre humanité. Nous affirmons notre soutien à tou.te.s les réfugié.e.s quelles que soient leurs origines. »

Après la lecture de cet appel, le groupe rassemblé sur la place du marché est parti à pied en direction de l'immeuble en question. Une banderole a été accrochée sur la façade et le groupe a investi les lieux, accueilli par ses premiers habitants (présents depuis plus de 48h, papier officiel en faisant foi affiché sur la porte !)

Les occupants appellent à la solidarité pour éviter toute expulsion illégale. Ils invitent la population à les soutenir en venant sur place et en apportant des

biens de première nécessité : matelas, matériel de cuisine, nourriture, etc. Ils disposent d'une dizaine de logements, celles et ceux qui souhaitent venir dormir pendant les prochains jours pour contribuer à éviter une éventuelle expulsion seront accueillis avec plaisir !

Historique : des premières rencontres de résidents du CADA jusqu'à l'occupation

Tout commence par l'installation du CADA d'Eymoutiers en avril 2014, suivie un an après par celui de Peyrelevade (19) puis par le CAO de Peyrat-le-Château fin 2015. A chaque fois des associations, des élus et des particuliers se mobilisent pour aller à la rencontre des résidents de ces centres.

A Eymoutiers, des personnes hébergées par le CADA s'intègrent dans les activités associatives et nouent des liens avec des habitants et le milieu associatif. La situation des demandeurs d'asiles qui sont déboutés devient rapidement un sujet de préoccupation.

L'association Montagne Accueil Solidarité est créée officiellement à Eymoutiers début 2015 autour de cette problématique. Une première famille se retrouve à la rue dans l'été 2015, il n'y a pas de place au 115, MAS les héberge et les accompagne dans leurs démarches. A l'automne ils obtiennent une place au 115. Une deuxième famille l'est quelques mois après. MAS médiatise leur situation et sollicite la mairie qui accepte de mettre un premier appartement du



1. Finissez d'entrer, formule d'accueil et collectif regroupant de nombreuses associations et individus.

2. Petite ville de la Haute-Vienne, porte d'entrée de la « montagne limousine ».





contingent municipal à sa disposition.

En avril 2016, MAS organise les Rencontres du droit d'asile à Eymoutiers qui connaissent un grand succès et une belle fréquentation. Elle réalise alors qu'il faut proposer une prise en charge juridique aux personnes deboutées et que certains résidents du CADA sont aussi demandeurs de conseils. Face à ce constat, un groupe local de la Cimade est créé.

Pendant cinq ans l'association MAS héberge ainsi 92 personnes (adultes et enfants). Pratiquement chaque famille accompagnée et mise à l'abri a retrouvé une situation stable (administrative, travail, logement, apprentissage de la langue française), tous les enfants ont été scolarisés. MAS a toujours réussi à trouver une solution pour ne pas laisser des gens à la rue, mais il est vrai que cela tenait parfois du miracle, idem pour les finances ! Ces dernières années, les conditions d'accès à un titre de séjour sont devenues de plus en plus longues et difficiles. Ce titre de séjour conditionne souvent la sortie de l'hébergement et de l'accompagnement.

Fin 2020, l'association perd la mise à disposition de quatre appartements en quelques mois car les propriétaires veulent remettre leur bien en location et à l'été 2021 une famille de neuf personnes, qui doit quitter le CADA, se retrouve pendant une semaine, sous tente, avec deux enfants malades avant qu'une solution soit trouvée dans les réseaux de soutien. La décision d'occuper un immeuble vacant est prise lorsqu'une deuxième famille de six personnes avec des enfants en bas âge est expulsée du CADA en plein hiver et que nous n'avons qu'une solution très temporaire à proposer.

Quelques jours avant, le conseil départemental annonce dans son magazine : « La Haute-Vienne terre d'accueil et de solidarité [...] pourra mettre une trentaine de logements à disposition. L'ODHAC réserve de son côté des logements qui pourront accueillir une centaine de réfugiés ». Cette générosité ne concerne évidemment que les ukrainiens.

Début avril 2022, une occasion fortuite permet à des membres de l'association de visiter un immeuble, 29 rue de la République à Eymoutiers. Il appartient à l'ODHAC. L'immeuble est vacant depuis six ans, mais en bon état de conservation et il est décidé de l'occuper le 6 avril 2022.

Projet dans l'immeuble de l'ODHAC

Au départ de l'occupation, la mairie d'Eymoutiers a proposé une médiation avec l'ODHAC. De ce rendez-vous est ressorti une menace d'expulsion mais la porte reste ouverte pour une possible convention entre l'ODHAC et l'association pour pérenniser l'utilisation du lieu

et mettre les familles en sécurité.

Description de l'immeuble : il est situé dans le centre d'Eymoutiers à 45 minutes de Limoges (gare TER à 5 minutes). Il comporte 11 logements T1 et T2 vacants depuis au moins six ans. L'école et le collège ainsi que la maison médicale sont accessibles à pied.

Les habitants : ce lieu accueille des familles et des personnes célibataires qui ne trouvent pas de solution d'hébergement d'urgence indépendamment de leur situation administrative. Un espace commun avec un accès Internet est aménagé dans l'immeuble.

MAS propose à l'ODHAC de signer une convention précaire de type *commodat*³. (et en présente les avantages :

- nous veillons au bon entretien de ce bâtiment ;
- la fondation Abbé-Pierre nous soutient pour cette action et est prête à nous aider financièrement. Nous sommes toujours en cours de finalisation des documents ;
- les frais suivants seront pris en charge par l'association MAS : Électricité, eau, assurances, Internet.
- le petit entretien du bâtiment sera assuré par l'association. Un premier état des lieux montre d'importantes traces d'humidité dans les appartements du rez-de-chaussée dues à l'absence de chauffage et d'aération et des volets sont bloqués par le lierre jusqu'au premier étage ;
- le gardiennage du bâtiment et le suivi de son entretien seront une garantie de restitution de l'immeuble dans l'État actuel ;
- cet immeuble financé par des fonds publics retrouvera sa destination première de logement ;
- pour les habitants, la signature d'un accord amiable permettra d'assurer une sécurité et une stabilité indispensable à la construction de leur avenir.

La menace d'expulsion :

L'ODHAC a fait réaliser, dès les premiers jours de l'occupation, un constat

d'huissier et assigné en justice l'association MAS pour demander l'expulsion des occupants. Les propositions de convention d'occupation énoncées par MAS n'ont pas reçu de réponse de la part de l'ODHAC. Par contre l'audience a été fixée au mercredi 29 juin devant le tribunal administratif.

Depuis le début de l'occupation, le nombre d'habitants de l'immeuble a augmenté : ils sont actuellement 24 habitants dont 14 enfants (de 3 semaines à 17 ans). Une cinquantaine de personnes, habitants, soutiens de MAS et de Chabatz d'entrar sont donc venus dès le début de la matinée devant l'ODHAC pour forcer une reprise du dialogue. Effectivement une délégation a été reçue par les responsables de l'ODHAC pour une discussion d'environ une heure. Mais pour le directeur de l'ODHAC « Il n'est pas question de louer un bâtiment à des familles qui ne sont pas en règle vis-à-vis de la loi. Nous comprenons la situation des familles, mais moins l'attitude de MAS, car il y a tout de même violation de domicile et c'est pour cela que nous avons porté plainte devant la justice. »

Pour le directeur de l'ODHAC, ce qu'il souhaite c'est que la situation de ces familles soit réexaminée par la préfecture et ainsi il pourrait rechercher des solutions pour celles qui seraient régularisées. Evidemment MAS conteste ce point de vue en argumentant sur le fait que cet immeuble était vide depuis six ans, que l'ODHAC n'avait aucun projet sur ces locaux (ils prétendent l'avoir mis en vente) et que les habitants de l'immeuble sont parfaitement intégrés dans le quartier et la ville.

Après le compte-rendu de la délégation, ce rassemblement s'est déplacé devant le tribunal. Les arguments légitimes sur les droits humains ont été évoqués face aux arguments formels sur les droits des propriétaires. Le délibéré sera rendu le 21 juillet.

Alain, 1^{er} juillet
Avec l'aide d'articles parus sur <https://labogue.info>



3. Un *commodat*, également appelé *prêt à usage*, est un acte juridique par lequel une personne prête une chose gratuitement à une autre, qui s'engage à la lui restituer. Le Comité des Sans-Papiers de Limoges a d'ailleurs signé l'hiver dernier deux *commodats* avec le diocèse de Limoges pour le *prêt de logements*.





Sans fro

TENTATIVE D'EXPULSION D'UN UKRAINIEN

C'est littéralement ce qui s'est passé le 17 juin dernier, entre l'enclave espagnole de Melilla et le Maroc où 23 personnes sont mortes en tentant de franchir les barrières qui marquent les frontières de l'espace Schengen. C'est le bilan humain le plus lourd à cette frontière terrestre ! Environ 2 000 migrant-es se sont réunies et ont organisé une action de passage en force des postes frontières, il y a eu alors des pierres contre des lacrymos. Le défilement policier et militaire a été spectaculaire. Vidéo à l'appui, des nuages de lacrymo ont asphyxié les personnes majoritairement originaires du Darfour qui essayaient de passer. Cela a créé des bousculades, des mouvements de panique et des chutes de plusieurs mètres du haut des barrières. Aussi, ce sont des images glaçantes de flics qui tapent au sol des personnes et qui les allongent de force tel un trophée de chasse morbide. Au-delà de ce drame, c'est l'aboutissement des politiques migratoires menées en collaboration entre l'Espagne et le Maroc. Au passage, la brouille sur le Sahara Occidental a été entermée au profit de la lutte contre l'immigration. Ainsi, côté marocain mais avec de l'argent espagnol et européen de programmes bilatéraux, la pression policière est infernale contre les migrants africains qui fuient la misère, la guerre, les changements climatiques. La ville frontalière de Nador est tout simplement interdite aux migrant-es et assimilés. Une famille n'a par exemple pas la possibilité de se loger pour quelques jours afin de prendre du répit. Tout est verrouillé. De ce fait, des milliers de personnes sont obligées de survivre dans les forêts environnantes du mont Gourougou. La semaine avant le drame de Melilla, une bataille rangée a eu lieu dans ces bois face au harcèlement policier, il y a eu plus d'une centaine de flics blessés et un nombre indéterminé chez les migrants, d'après les chiffres officiels. Les abris de fortune sont détruits, les migrants pourchassés et enfermés dans des camps s'ils sont arrêtés. On comprend alors la rage des individus qui, démunis, partent à l'assaut des barrières de Melilla. Droits dans leurs bottes, le doigt sur la matraque, les États marocains et espagnols crient à l'invasion. Le premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sanchez parle de « une attaque contre l'intégrité territoriale » de son pays. Du

délire quand on sait que seulement 130 personnes ont franchi les barrières et qu'elles ont de grande chance d'être refoulées à la frontière comme cela s'est vu à Melilla ou Ceuta - l'autre enclave espagnole au Maroc. Côté marocain, les associations humanitaires dont l'association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) réclament l'ouverture d'une enquête « transparente et sérieuse » sur le drame. Chose intéressante, le grand syndicat marocain ODT (organisation démocratique du travail) s'associe au recours juridique, reste à espérer que les militants de base soient mobilisés et sollicités. Les frontières tuent, abattons-les !

Source : infomigrants

DES BRACELETS ÉLECTRONIQUES POUR LES SANS-PAPIERS

Encore une idée britannique. Après la déportation au Rwanda (voir numéro précédent), le gouvernement britannique vient d'annoncer la mise en place de bracelets électroniques pour les migrant-es arrivés illégalement dans le pays. Les porteurs du bracelet devront pointer dans un commissariat ou un centre de détention. Un pas supplémentaire est franchi dans la criminalisation de la migration. Pour le moment, c'est un « projet pilote » d'un an qui sera appliqué aux personnes visées par une procédure d'expulsion ou des demandeurs d'asile qui arrivent par des « routes dangereuses et inutilisées » selon le gouvernement c'est à dire à bord des petits bateaux qui traversent la Manche. Si non-respect du pointage, il y aura mise en détention ou imposition d'un couvre-feu. Au sujet des départs vers le Rwanda, le 1er avion prévu le 14 juin n'a pas pu décoller car à la dernière minute la CEDH (cour européenne des droits de l'Homme) a bloqué la procédure. De son côté la justice britannique était passée outre les recours des associations qui avait été toutes déboutées. A l'avenir, pour contrecarrer ce droit européen, le gouvernement britannique a présenté fin juin au Parlement le projet de loi « Bill of Rights » qui permettrait au gouvernement d'ignorer les injonctions de la CEDH. "Cette déclaration des droits renforcera notre fière tradition de liberté", a commenté le ministre de la Justice, Dominic Raab. "Elle assurera un plus grand respect pour nos institutions démocratiques et pro-

tégera mieux le public tout en rétablissant une saine dose de bon sens dans le système judiciaire." Sous-entendu, protéger des étrangers... Derrière ces effets d'annonce, l'urgence migratoire est toujours là et ça ne décourage pas les candidat-es à la traversée de la Manche. Entre le 1er janvier et le 13 juin, 777 traversées et tentatives de traversées impliquant 20 132 personnes ont été recensées (chiffres du Ministère de l'intérieur). Cela représente une hausse de 68 % par rapport à la même période en 2021.

Source : Infomigrants

SIT-IN DE DEMANDEURS D'ASILE À TUNIS

Cela s'est passé devant les locaux du HCR - haut-commissariat aux réfugiés. Ce n'est pas la première fois qu'il y a ce genre d'action, nous en avons déjà parlé dans cette rubrique à propos du Niger. Mais cette fois-ci, cela se passe en Tunisie. Le mouvement de contestation a débuté en février à Zarzis dans le sud du pays. Environ 200 demandeurs d'asile avaient été expulsés de leur logement géré par l'agence onusienne. Cette dernière s'est justifiée en disant que son budget annuel avait baissé de 30 à 40 %, ce qui ne permettait plus « l'assistance financière et matérielle fournie aux demandeurs d'asiles et aux réfugiés ». Mais ce n'était pas l'avis des expulsés qui sont majoritairement des femmes accompagnées d'enfants, la plupart originaires du Soudan. Comme ailleurs, les conditions de vie des réfugiés en Tunisie sont extrêmement difficiles. En plus de la crise économique du pays qui fait qu'aucun fond n'est alloué à ces personnes, les réfugiés ont du mal à trouver des logements et travaillent dans les emplois les plus précaires : le bâtiment, l'agriculture notamment. Dégoutés et démoralisés, les occupant-es du HCR réclament leur évacuation dans un pays tiers. Pour rendre leur combat plus visible, ilset elles se sont déplacés à la mi-avril dans la capitale Tunis. Aujourd'hui, c'est une demi-victoire de ce mouvement, car une bonne partie des personnes mobilisées ont obtenu un relogement mais des personnes sont restées sur le carreau et ont été évacuées manu militari. Sur leur volonté de partir du pays, aucune garantie n'est donnée, le HCR leur dit que la démarche est compliquée et qu'en 2021, seuls



76 réfugiés ont pu repartir. Finalement, ces personnes se retrouvent coincées entre une exploitation économique forcée et une impossibilité de quitter le pays.

Source : Infomigrants

LE MINISTÈRE DU TRAVAIL REFUSE D'AIDER UN DE SES AGENTS SANS-PAPIERS

Une intersyndicale large - FSU, CGT, Solidaires et CNT - demande la réintégration de leur collègue dont le contrat de 2 ans n'a pas été renouvelé en raison de l'expiration de son titre de séjour. L'employeur, ici le ministère, aurait pourtant pu faire une demande d'admission exceptionnelle au titre de séjour, une régularisation par le travail qui rappelons-le est possible avec la circulaire Valls de novembre 2012. Une journée de mobilisation a eu lieu au ministère à la mi-juin avec un rassemblement devant le ministère, une déambulation dans les locaux et une rencontre avec le directeur. Une pétition a aussi été signée par 98 % des agent-es selon l'intersyndicale. Les syndicats es-



ntières



INCENDIE DANS UN FOYER ADOMA

Cela s'est passé à Ivry-sur-Seine, le 19 juin. Parti du sous-sol du foyer de travailleurs immigrés, l'incendie a endommagé aussi le rez-de-chaussée et le premier étage. 4 personnes ont été intoxiquées et emmenées à l'hôpital. Pour les autres personnes touchées par la destruction de leurs logements de 7m2, c'est le système D pour se reloger. Cet accident est la conclusion de plusieurs années d'abandon de ce foyer par l'ADOMA, le gestionnaire. A regarder les photos, même des autres logements non touchés par les flammes, les conditions de vie sont dégueulasses et les résidents alertent depuis des mois sur les problèmes d'insalubrité et d'insécurité alors qu'on leur demande chaque mois, un loyer de 400 euros. Ils se sont constitués en association « du gourbi à la dignité » et réclament des travaux et un relogement décent. En janvier 2021, une manifestation avait été organisée mais rien n'a vraiment bougé. Ils continuent de demander à être reçus par la direction ADOMA mais aussi par la Mairie d'Ivry qui traîne à rendre public le rapport des services d'hygiène de la ville qui ont fait leur inspection en février 2020 ! Il est urgent que ça bouge et seule la mobilisation peut réussir à accélérer les procédures de rénovation et reconstruction qui pour l'instant sont programmées seulement en 2023.

Source : communiqué du COPAF

pèrent qu'elle atterrisse sur le bureau d'Olivier Dussopt, le nouveau ministre du travail car l'ancienne est devenue première ministre. En effet, pour beaucoup, cette situation est le fruit de la décision - à l'époque - d'Élisabeth Borne de refuser la régularisation de l'agent. Qui plus est, l'agent - diplômé en droit et faisant fonction de fonctionnaire - a été viré sans préavis, sans délai et sans indemnités ; balaie le ministère du travail pourtant en charge de faire respecter le droit ! Alors qu'il a cotisé, il n'a pas non plus droit aux allocations chômage. Pour pallier à l'urgence, le logement et les factures, une cagnotte a été mise en place par les collègues. De son côté, l'employeur ne fait aucun effort pour arranger la situation. La non-reconduction de son titre de séjour est ubuesque. Souhaitant passer un concours pour être avocat, la personne travaille à côté. Pris par le travail, il échoue deux fois et ne se présente plus à la 3ème session d'examen. Cela a suffi à la préfecture du Val d'Oise pour révoquer en janvier 2021 le titre de séjour et s'en est suivi une OQTF (obligation de quitter le territoire français).

Source : Mediapart

LE CONSEIL D'ÉTAT RETOQUE LE « TOUT EN LIGNE »

Enfin ! Nous nous étions fait écho à plusieurs reprises des mobilisations d'étrangers et d'association d'aide devant les préfectures, en particulier celles d'Île de France, pour dénoncer la dématérialisation complète des demandes d'asile et des cartes de séjour à l'instar de la crise sanitaire. La saisie du conseil d'État remonte au printemps 2021 par des associations d'aide aux étrangers et le SAF (syndicat des avocats de France). Rappelons, que cette politique du « tout en ligne » est programmée par le plan Action publique 2022 qui fixe cette année comme objectif pour dématérialiser l'ensemble des demandes administratives et ainsi faire des

économies substantielles en personnel. Mais pour les personnes illettrées (pas d'accès à internet ou ne sachant pas faire), c'est la galère pour trouver un interlocuteur au guichet, en premier lieu desquelles les étrangers. Victoire donc, le 3 juin dernier avec la décision rendue par la plus haute juridiction administrative qui annule l'imposition de la dématérialisation complète des demandes. Dans le texte, ça donne ça : « pour certaines démarches particulièrement complexes et sensibles, le texte qui impose l'usage obligatoire d'un téléservice doit prévoir une solution de substitution : tel est le cas pour les demandes de titres de séjour. » Le distanciel n'est pas interdit mais il ne peut pas être imposé et donc il doit y avoir des « garanties suffisantes pour permettre un accès normal aux services publics ». Ces prescriptions doivent désormais s'appliquer partout sur le territoire et vont permettre l'étude de milliers de demandes de séjour, laissées en souffrance par le découragement des personnes face à des écrans qui disaient « Il n'existe plus de plage horaire libre pour votre demande de rendez-vous. Veuillez réessayer ultérieurement. » Mais cette victoire restera de papier s'il n'y a pas plus de disponibilités en préfecture. Actuellement, il faut attendre des heures et parfois des jours devant une préfecture pour pouvoir avoir accès à un guichet. Sans moyens humains supplémentaires, la bureaucratie restera violente pour les étrangers avec comme objectif non-avoué de dissuader les personnes à faire des démarches pour qu'elles restent ou deviennent sans-papiers et in fine, cela fait baisser les chiffres de l'immigration officielle.

Source : Mediapart

DÉPART D'UNE CARAVANE DE MIGRANTS DU MEXIQUE VERS LES ÉTATS-UNIS

Début juin, plusieurs milliers de migrants originaires d'Amérique centrale mais aussi du Venezuela se sont mis en marche du sud du Mexique, à la frontière avec le Guatemala vers la frontière états-unienne. Pendant les 3 000 kilomètres qu'ils doivent parcourir, les participants veulent dénoncer la fermeture des frontières et leur criminalisation par une police qui les chasse. « Les migrants ne sont pas des criminels, ce sont des travailleurs internationaux » peut-on lire sur une banderole. Cette mo-

bilisation coïncide avec la tenue du Sommet des Amériques, à Los Angeles. C'est une instance de discussion et de partenariat politico-économique dirigée par les États-Unis avec ses « partenaires » sud américains. Mais pour cette édition, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela n'ont pas été invités car jugés peu démocratiques par l'administration Biden. Cela a suscité la colère du président mexicain de gauche Obrador qui a boycotté la réunion. Biden perd momentanément son meilleur collaborateur dans la gestion des flux transfrontaliers. Le président américain, comme ses prédécesseurs, cherche à rediscuter les accords de coopération régionale qui en gros, contre des espèces sonnantes et trébuchantes visent à retenir les migrants de l'autre côté du Rio Grande ou de laisser passer ceux qui ont de la valeur ajoutée. Échec donc pour le volet politique public mais cela n'a pas empêché des engagements de la part du secteur privé. 1,77 milliards d'euros sont mis sur la table par des grandes entreprises pour créer des emplois en Amérique centrale et décourager les tentatives de migration. En 2021, il y avait déjà eu 1,2 milliard promis aux pays dits du triangle du Nord - Salvador, Guatemala et Honduras - pour l'implantation d'industrie textile, automobile. Le capitalisme étatsunien y trouve une main d'œuvre pas chère, de son côté l'État rend possible en espérant retenir les migrants. Mais avec une caravane de 3 000 personnes, c'est loupé. Affaire à suivre.

Source : Le Monde

ROYA : VICTOIRE POUR RAPHAËL

Le 25 juin 2017, Raphaël, 19 ans, a transporté, entre la gare de Saorge et Breil-sur-Roya, quatre demandeurs d'asile. Il a décidé de les conduire chez Cédric Herrou afin qu'ils puissent être accueillis et accéder à leurs droits. Il est contrôlé alors qu'il n'a franchi aucune frontière, puis mis en garde à vue et poursuivi en justice. Il est condamné à trois mois de prison avec sursis. Cinq ans après, il vient d'être relaxé totalement par la cour d'appel de Lyon - et les scellés devraient être rendus... pour une fois.

Source : Roya citoyenne



Rencontres libertaires du Quercy

19 au 24 juillet 2022

Organisées par l'Organisation Communiste Libertaire

Les rencontres libertaires que l'OCL propose chaque été sont prévues cette année encore – du mardi 19 au dimanche 24 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors, à une heure de Toulouse.

Elles sont un espace d'échanges sur nos investissements militants, c'est pourquoi elles sont ouvertes à toutes les personnes que les débats prévus intéressent ; dans les espaces laissés libres par le programme, d'autres discussions pourront être proposées pour partager une expérience ou présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, et nous bénéficierons de ses installations pour collectivités. Il y aura également là des tables de presse, ainsi qu'une vidéothèque composée de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui.

En ce qui concerne la vie quotidienne et la gestion des rencontres, les repas et le ménage seront comme d'habitude assurés par des équipes qui changeront chaque jour. Les tarifs pour les repas et la participation aux frais de location des lieux seront établis en fonction des revenus.

19 juillet

Après-midi : Place des migrants en France
L'accueil réservé aux migrant-es en France est caractérisé par le déni des droits élémentaires (logement, travail, subsistance) et par des situations inhumaines savamment orchestrées par des lois successives (21 lois sur le droit d'entrée et le séjour, de la « loi Pasqua » de 1986 à la « loi Collomb » de 2018). Si ces questions sont principalement abordées sous l'angle des valeurs morales, elles sont indissociables du fonctionnement du capitalisme, des États et des frontières. Il nous faut donc replacer l'immigration au cœur du débat politique pour évacuer les

phantasmes racistes et xénophobes comme les replis communautaristes, et faire reconnaître la place des migrant-es dans la structure de classe de la société française, pour espérer faire comprendre l'intérêt commun des prolétaires à lutter partout ensemble contre leur exploitation.

Soir : La situation politique et sociale en France

Les élections laissent sans surprise au pouvoir le macronisme. La France Insoumise présentait un programme en direction des classes populaires qui a pu susciter un espoir même dans nos rangs. Mélenchon a lancé la création d'une grosse alliance menant à des négociations d'épiciers. Mais la NUPES est-elle vraiment une force d'opposition au sein de l'Assemblée nationale ou une simple recomposition de la social-démocratie ? Malgré son programme social et écologique plus radical, la NUPES fera-t-elle la révolution à l'Assemblée nationale ou dans la rue si celle-ci s'agite ? Un coup de bâton, qu'il vienne de la gauche ou de la droite de la bourgeoisie reste un coup de bâton porté aux travailleurs. Sous quelle forme peut-on espérer le sursaut du mouvement social à la rentrée ? Comment les travailleurs vont-ils s'organiser contre 5 nouvelles années de casse sociale ? Face à la perte réelle de pouvoir d'achat qui se profile, de quelle couleur seront les gilets à rentrée ?

20 juillet

Après-midi :

Politique de la France en Afrique et la déconfiture au Mali

La France a perdu pied au Mali et semble vaciller dans ses autres ex(?)-colonies d'Afrique. Ceci devrait nous réjouir. Ne nous laissons pas impressionner par une guerre de propagande qui se focalise sur les exactions de Wagner comme si la France n'était coupable ni de crime de guerre ni de crime contre l'humanité (ou au minimum de complicité). Cette guerre de propagande est particulièrement intense en ce moment de part et d'autre. Pour essayer de s'y retrouver, il faut tordre le cou à pas mal de clichés qui circulent y compris dans nos propres milieux. Dans tous les cas, il se passe des choses importantes là-bas que nous ne pouvons ignorer ici.

Soir :

Qu'est-ce que pour nous la révolution au XXI^e siècle ?

Depuis l'offensive du mouvement des Gilets jaunes, la question révolutionnaire flotte à nouveau dans l'air. Mais cette offensive a été défaite. Nous avons perdu une nouvelle fois.

Une question s'impose alors : comment vaincre, comment gagner ? Nous parlerons donc de la révolution, autour de deux livres : Pour un anarchisme révolutionnaire du collectif Mur par Mur et Soulèvement de Mirasol, mais il ne s'agira pas de faire une discussion livresque sur la révolution. Aujourd'hui, et particulièrement dans le contexte de crise permanente et d'inflation galopante, l'enjeu est de parler de stratégie et d'intervention dans une perspective révolutionnaire, car affirmer la révolution est insuffisant. Plus que cela, c'est en général une position de repli pour les périodes de défaites. Or, l'heure est à la perspective de la victoire.

21 juillet

Après-midi :

Première partie de la commission journal de Courant alternatif

Nous ferons un bilan des numéros parus cette année, de la trésorerie, des abonnements, de la diffusion en librairie et en manifestation. Quelles sont les initiatives à prendre pour une meilleure diffusion et de nouveaux abonnements ? Critique du N°321 de juin.

Soir : Ukraine

Pour ceux qui l'avaient oublié, l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie rappelle cruellement que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Si les indices d'une montée des impérialismes s'accumulaient depuis 2014, la guerre en Ukraine sonne comme un rappel de l'Histoire à des populations occidentales qui, par cynisme, lâcheté ou confort, avaient oublié son sens tragique. En attendant, ceux qui payent la casse sont toujours les mêmes, les prolétaires : accentuation de la crise, compétition internationale et exploitation accrues, inflation, augmentation des budgets militaires (chars lourds/salaires légers). D'autant plus que le mouvement antiguerre semble être aphone et embringué dans les tourbillons de propagande des deux camps. Notre discussion sera une tentative de tirer des perspectives de la situation actuelle.

22 juillet

Après-midi :

Projection du film "Le dossier Plogoff"

Un film-reportage de François Jacquemain sorti en 1980 puis déposé en 2017 par Synaps Collectif Audiovisuel. Nous pourrions revenir sur les mobilisations massives des années 70-82 ; ce film étant un outil de débat au service des luttes futures contre l'énergie nucléaire.





Soir :

Le nucléaire - perpétuelle fuite en avant

La situation actuelle est très préoccupante : le système d'entreposage des combustibles usagés s'approche dangereusement de la saturation, détection de problèmes de corrosion dans les circuits d'injection de sûreté et/ou de refroidissement dans au moins une dizaine de centrales aujourd'hui à l'arrêt, problème de sécheresse mettant en danger le refroidissement de certaines centrales, etc.

Et pourtant le pouvoir de l'État français prévoit la poursuite de fonctionnement du plus grand nombre possible de réacteurs au-delà de 60 ans, la construction d'au moins 6 nouveaux EPR (alors que le seul EPR en chantier en France accuse déjà un retard de 11 ans) sans oublier de petits réacteurs...

Face à cette perpétuelle fuite en avant, qui peut toujours déboucher sur un accident, cette fois-ci en France, un mouvement social antinucléaire peut-il renaître ?

23 juillet

Après-midi :

Projection du film « Fedayin, le combat de Georges Abdallah » et Palestine/Israël

Au-delà de l'acharnement judiciaire et politique dont Georges Abdallah est victime, le film retrace une vie de résistance à travers une série d'entretiens au Liban, à la rencontre de sa famille, ses proches et ses anciens camarades, mais également en Europe avec son avocat, ses soutiens et des personnes qui l'ont côtoyé.

Ce film documentaire réalisé par le collectif Vacarme(s) Films ambitionne d'être un outil pour mieux comprendre le contexte politique et social dans lequel s'inscrit le combat de Georges Abdallah. Un engagement qu'il paie encore aujourd'hui par un maintien en détention alors qu'il est libérable depuis 1999. Enfin, ce film n'aurait jamais vu le jour sans la relation politique qu'entretiennent plusieurs membres de Vacarme(s) Films avec Georges Abdallah et l'engagement d'une décennie dans la campagne pour sa libération.

Amnesty International a qualifié Israël d'État d'apartheid après de nombreux rapports qui allaient dans le même sens. Cela ne change rien au rouleau compresseur colonial. Israël assume. Son armée donne l'assaut au camp de Jénine, tue une journaliste, attaque le cortège des obsèques. Il y a de vagues déclarations sur cette violence sans limites, mais pas de sanctions et la complicité de l'Occident et des dirigeants arabes continue. Pourtant, la société palestinienne ne se résigne pas et résiste par tous les moyens.

Et en France, la tentative du pouvoir de criminaliser le boycott et l'antisionisme a subi des défaites à répétition.

Soir :

La lutte antifasciste/Extrême droite

Il ne fait aucun doute que le fascisme est intimement lié au capitalisme, et que par conséquent une lutte antifasciste qui ne serait pas anticapitaliste ne serait qu'une escroquerie de plus dans le champ de la politocaille. Si bien que toute alliance et tout front, avec des forces qui acceptent le capitalisme pour lutter contre le fascisme sont voués à des échecs retentissants et ne font que renforcer la division de la société en classes. Mais refuser fronts et alliances de classe ne nous garantit nullement une victoire contre l'ordre totalitaire qui se dessine. On a un peu oublié ce que fut le fascisme : la réponse du capitalisme à une situation précise dans l'histoire. Ce dernier a plus d'une corde à son arc pour assurer sa domination absolue dans la période actuelle : de nouvelles armes (en particulier technologiques) ont été peaufinées pour assurer un contrôle social encore plus efficace, pour diviser les prolétaires et assujettir les cerveaux. Évitions de réduire l'antifascisme à une simple lutte contre l'extrême droite ou à un passeport attestant d'une ligne politique vertueuse.

24 juillet

Après-midi :

Seconde partie de la commission journal de Courant alternatif

Préparation du n°323 d'octobre : souhaits et propositions, répartition des Commissions Journal pour l'année.

Soir :

Luttes et résistances à l'aménagement du territoire

Pour le capital, la campagne est destinée à n'être qu'un vaste garde-manger pour les villes, des infrastructures économiques liées au tourisme (cabanes, aéroport, center park), un espace où se déployer pour l'agro-industrie (bassines, méthaniseurs, champs OGM), le commerce (centres commerciaux) ou la production d'énergie (transformateurs électriques, éoliennes, fermes photovoltaïques, nucléaire). Bien sûr, les habitants de ladite campagne, et ceux qui s'en font une autre idée la défendent pour préserver ou retrouver un espace de vie à part entière.

Globalement, ces luttes sont écologistes ET sociales : elles piochent dans divers champs d'idées desquelles nous pourrions discuter, au rang desquelles l'écologie environnementaliste, l'écoféminisme, l'écologie radicale, l'anti-industrialisme...

Dans tout ce bordel, il nous faut une utopie : doit-on discuter d'un communisme libertaire et agraire, quitte à réhabiliter les communes paysannes chinoises ? Ou plus prosaïquement réfléchir à un rapport à la technique et à la production maîtrisable, partir des noyaux paysans existants pour tracer une perspective en rupture avec l'agrocaptialisme qui va se déchaîner comme jamais, face à la double impasse climat - génération agricole sur le départ.





LIMOUSIN

Inculpé·es du 15 juin 2021 : résister à l'antiterrorisme

Nous avons évoqué à plusieurs reprises¹ le sort que subissent ces personnes arrêtées en Limousin dans un cadre anti-terroriste et sous contrôle judiciaire depuis plus d'un an. Le comité de soutien poursuit ses activités et en particulier lors du week-end « anniversaire » de ces arrestations.

Depuis notre dernier article, il y a eu deux importantes soirées de soutien : le 5 mars avec des groupes locaux et le 27 avril avec Dubamix et ses camarades ainsi que Krav Boca. Il y a eu aussi deux débats sur la 5G avec Nicolas Bérard, des tables de presse à diverses occasions...

Les 18 et 19 juin ont été organisés deux jours d'interventions, de débats (avec présence du Comité 8 décembre de Rennes et d'un représentant de La Quadrature du Net), film, lectures publiques, chants, musiques, danse, dans une atmosphère militante et festive. Ces deux journées se sont déroulées à Limoges, Eymoutiers et dans la campagne limousine et ont vu passer environ 200 personnes au total.

Ces deux journées ont commencé le samedi matin par une conférence de presse qui a été suivie et répercutée correctement par la télé régionale, des radios locales et un peu moins bien par le quotidien local. L'enjeu était de rappeler la lourdeur du contrôle judiciaire et de dévoiler la situation personnelle de deux inculpées. Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du Comité 15 juin lors de cette conférence, avec les déclarations d'Anne et Marie-Claire (cette dernière en raison de l'interdiction de se rendre en Haute-Vienne avait réalisé un enregistrement vidéo de sa déclaration)²

Conférence de presse.

Le 15 juin 2021, les forces de répression intervenaient « avec les moyens de l'antiterrorisme » dans six lieux différents de Haute-Vienne et Creuse pour une affaire qui ne relève ni de près ni de loin du terrorisme. Une quinzaine de

personnes subissait braquage à main armée, perquisitions et/ou interrogatoires de la part de dizaines de flics suréquipés (parmi lesquels la SDAT, sous-direction de l'antiterrorisme, et le PSIG, peloton spécial d'intervention de la gendarmerie). Police et médias expliquaient cette intervention par une enquête sur des sabotages par incendie réalisés en 2020 et 2021, à Limoges contre le compteur Linky et aux Cars contre le déploiement de la 5G. Il s'avérerait rapidement que des motivations bien plus politiques étaient en jeu, et notamment l'opportunité pour la police politique d'interroger et/ou de mettre sous pression à cette occasion plusieurs dizaines de personnes et de collectifs. Cette histoire en rappelle tellement d'autres !

Depuis un an, le comité de soutien aux inculpés du 15 juin a eu l'occasion de rencontrer de nombreuses personnes inquiétées dans des circonstances similaires. Violence des arrestations, violence des intrusions dans la vie privée, violence de la détention, violence des stigmatisations publiques, violence de la machine judiciaire. Six personnes placées en garde à vue, interrogées sur leurs opinions et leurs amitiés bien plus que sur leur éventuelle participation aux sabotages. Trois mises en examen pour « association de malfaiteurs », dont deux également pour « destruction de bien en bande organisée ».

Des effets personnels saisis, des vies bouleversées, des contrôles judiciaires qui durent encore aujourd'hui...

Depuis un an, ces trois personnes sont punies avant tout procès en étant soumises à des contrôles judiciaires stricts qui les empêchent de mener une vie normale, voire entrave leur relation amoureuse.

« Le 15 juin

Le 15 juin c'était il y a un an, c'était hier, c'était une autre vie.

Un an d'attente, un an de vide, un an de privation.

Le 15 juin au petit matin ici et là-bas. 6H00.

Ici et là-bas des individus armés, cagoulés, débarquent armes au poing dans ma chambre, mon intimité en hurlant. Il y en a partout. Ils vont et viennent et se parlent. Je regarde la scène de l'extérieur. Ce n'est pas

moi. Je suis au théâtre, dans une série TV. Je suis littéralement abasourdie. Je me sens dédoublée : il y a moi concernée, menottée tout le temps de la perquisition et du trajet jusqu'au commissariat à Limoges. Et il y a un autre moi qui contemple la scène.

En garde à vue, au bout d'un moment je m'aperçois avec effarement que je ne suis pas seule : une amie est là dans une autre cellule.

Pas juste une amie. Mon amie. Si proche et inaccessible. Pendant toute la durée de la garde à vue je l'aperçois. Réconfort et torture. Ils l'ont également arrêtée. Sur la même affaire.

Pourquoi ? Pourquoi : comme moyen de pression, chantage affectif. Ils ont arrêté des personnes de mon entourage plus ou moins proche. Ils m'ont mis au centre de leur toile et ont ratissé autour de moi.

Après la garde à vue c'est le passage devant la juge qui demande la mise en détention, puis le juge des libertés qui, contre toute attente, me remet en liberté sous contrôle judiciaire. Ouf ! Mais je me retrouve enfermée en liberté.

Suite à l'appel du procureur je ne peux plus sortir du département et Marie-Claire non plus, du sien. En plus de cela elle ne peut pas me « fréquenter ». Aujourd'hui moi non plus. Il y a une frontière entre nous, un mur.

Ainsi cela fait un an que deux personnes qui s'aiment, qui forment un couple ne peuvent plus avoir aucun rapport. On est « juste » mis en examen. On n'est ni jugé ni coupable mais on effectue déjà une peine. Et celle-ci, quel que soit le résultat des courses, ne sera jamais remboursée. On n'a volé personne mais on nous vole notre vie.

Dans le droit français les personnes mises en examen sont présumées innocentes, mais dans les faits on est déjà coupable. Enfermées en liberté.

La juge s'enferme dans une position : tant qu'elle ne nous aura pas entendu elle ne changera pas le contrôle judiciaire. Mais en un an rien n'a été fait. Elle nous reproche notre proximité, nos connivences mais n'est-ce pas le cas de tous les couples d'amoureux. Est-ce que c'est parce qu'on n'est pas un couple dans la norme ? Norme hétéro, norme familiale avec un toit unique. Un seul type de famille possible : un papa, une maman, un enfant, une maison, et un chien ?

Et tout le reste n'existerait pas ? ! Toutes les possibilités des relations humaines, non binaires, n'ont pas voix au chapitre. Notre amour ne serait pas valable parce qu'hors norme ? Homosexuel, non officiel ? Pas dans les clous de notre magistrat(e) apparemment.

1. *Courant Alternatif* N°313 (octobre), 314 (novembre) et 317 (février)

2. la vidéo d'une des inculpées (4 minutes 15). « Comment peut-on justifier de séparer deux personnes qui s'aiment ? » - Lien de téléchargement : <https://upload.dis-root.org/r/SPGjF4Ae#POYJ+uTyle5mO/9aYUKUAJz4HWKQ-ZlQuw2rom9uDlwdg=>

- les textes lus lors de cette conférence de presse : lien de téléchargement : <https://upload.dis-root.org/r/xmWcb7t8#q4ZbfXPxNT1kh6Ds5lNsF+4SxQxDewfokRDmy53dUTw=>



Elle nous dénie le droit d'exister, le droit de vivre. »

Anne, mise en examen.

« Bonjour, je suis Marie-Claire, une des mises en examen dans l'affaire du 15 juin. Je vais vous lire un texte pour essayer d'expliquer la situation dans laquelle je me trouve actuellement.

Quand la main de l'état pèse de tout son poids sur la nuque, essayant de faire courber l'échine, on ne peut plus parler d'état de droit ou de démocratie exemplaire. J'ai été arrêtée le 15 juin 2021 au petit matin, menottée, terrorisée, perquisitionnée, enfermée pendant 4 jours, interrogée, mise en examen et placée sous contrôle judiciaire pour avoir ... fréquenté Anne ! Je suis cas contact d'un cas suspect pour eux donc suspecte aussi. Comme ils disent, on partage de nombreuses idéologies écologistes en lien avec la protection de la nature et notamment de la forêt limousine. En plus, on chantait dans une chorale militante, ouh ! là ! là ! Le profil inquiétant ! Et puis surtout, je fais partie de la mise en scène pour effrayer, faire pression sur tous les réseaux écolos de gauche et ça tombe bien, en plus, j'habite sur le plateau de Millevaches ! J'ai passé 6 mois sans pouvoir quitter la Creuse alors que j'habite au croisement de 3 départements. Aujourd'hui encore, je n'ai pas le droit d'aller en Haute-Vienne. On m'interdit de «participer à une manifestation revendicative, à caractère politique ou social, qui se déroule sur la voie publique», on écrit des menaces sur de possibles autres arrestations et mises en examen de personnes gravitant dans mon

entourage ! Mais de quel droit, avec quels arguments ? Comment peut-on enfermer, restreindre la liberté de penser, de s'exprimer, de se mouvoir ou de fréquenter ses amies sur de simples intuitions policières ? On terrorise les personnes qui dérangent parce qu'elles osent remettre en question les orientations d'un état et du capitalisme fous qui massacrent tout, qu'elles osent réfléchir autrement et s'exprimer publiquement parce qu'elles croyaient encore avoir le droit de s'exprimer. La présomption d'innocence n'est pas pour tout le monde apparemment. Ma hiérarchie m'a suspendue de mes fonctions de directrice d'école 6 jours avant les vacances scolaires et ma retraite. Tout est permis pour faire taire et les gros moyens sont déployés ... après la justice démêlera tout ça. Ah ! Oui ! Mais là, des moyens, il n'y en a plus, plus assez de monde pour lire les 10 000 pages d'un dossier pourtant assez vide. Alors, il faut attendre et en attendant on paye ! Depuis un an, je n'ai pas pu revoir Anne mise en examen elle aussi. Comment peut-on justifier de séparer deux personnes qui s'aiment, briser leur vie pendant des mois, des années peut-être sans même leur permettre de s'expliquer sur les faits qui leur sont reprochés ? Depuis un an la justice n'a pas eu le temps de nous entendre mais elle continue à nous broyer en silence. Notre relation amoureuse n'est sans doute pas conforme au modèle de la famille nucléaire hétéronormée et peut-être paie-t-on pour ça aussi, en 2022, en France, comme beaucoup de personnes qui pensent et vivent différemment de la norme dominante. Nous sommes des victimes parmi tant d'autres de

cette machine à élaguer tout ce qui dépasse. Cette souffrance qui nous est infligée depuis un an maintenant, nous avons décidé de la rendre publique parce que cette situation n'est plus tenable pour nous. C'est notre intimité que l'on jette en pâture parce qu'on n'a plus le choix, parce qu'on nous la refuse. Nous sommes actuellement dans l'attente d'une énième décision en appel pour que cesse ce contrôle judiciaire cruel et arbitraire qui n'a que trop duré déjà. Violences d'état, négation du droit à une vie intime, voilà ce que nous vivons depuis un an ! Je profite de cette tribune pour remercier chaleureusement toutes les personnes qui nous soutiennent dans cette situation assez incroyable et pourtant tellement banale, toute cette humanité qui nous permet de tenir et d'espérer encore. Merci ! »

Marie Claire

Le 15 juin 2021, ce ne sont pas seulement des arrestations qui ont eu lieu, c'est aussi un couple homosexuel qui s'est trouvé déchiré. Cette relation qui existait entre Anne et Marie-Claire est largement documentée dans le récit policier, et cela comme un élément «à charge» pour appuyer leur complicité soi-disant inévitable dans les faits qui leur sont reprochés. Depuis ce moment-là, ce couple est frappé de l'interdiction de se fréquenter sans aucune raison qui soit en lien avec les faits reprochés. Nous demandons que cette pression psychologique, teintée d'homophobie, cesse immédiatement. La juge refuse aujourd'hui de prendre au sérieux cette relation, alors que dans le dossier, elle est le principal fondement de l'arrestation de Marie-Claire. Cette mascarade doit cesser. Nous attendons donc que leur énième appel soit enfin entendu.

Comité 15 juin Limousin

Depuis cette date, une audience a eu lieu le 23 juin sur la demande d'allègement du contrôle judiciaire. La décision sera rendue le 21 juillet. Anne et le troisième inculpé sont convoqués séparément pour des auditions par la juge d'instruction les 13 et 15 juillet. Il faut souligner qu'aucun-e des inculpé-es n'a été entendu-e sur le fond de l'affaire depuis la fin de leur garde à vue, leur inculpation et leur placement sous contrôle judiciaire le 18 juin 2021. On ne va pas se plaindre que la justice ne soit pas expéditive, mais la lourdeur du contrôle sans justification est intolérable. Comme nous l'avons déjà souligné dans un précédent article, c'est l'utilisation des moyens policiers et judiciaires de l'antiterrorisme dans une simple affaire de destructions matérielles qui est inadmissible (et cela que les personnes en soient responsables ou non).

AD, Limoges 26 juin



Le roi dit : « s'il le faut je sortirai les méchantes marionnettes »
Gravure offerte en soutien par Jean-Marc Simeonin



chroniques du contrôle et de la répression

Big

Plainte collective contre la Technopolice

Il y a 3 ans, La Quadrature du Net lançait l'initiative Technopolice pour recenser les nouvelles technologies policières installées dans nos villes. Cette rubrique s'en était fait l'écho. Aujourd'hui, la surveillance de nos rues est devenue totale, car ces technologies se renforcent les unes les autres : vidéosurveillance généralisée, fichage de masse, reconnaissance faciale et détection automatisée de comportements. Pour mettre un coup d'arrêt à cette surveillance totale, la Quadrature du net lance une plainte collective contre le ministère de l'intérieur !

En résumé, il s'agit d'une procédure similaire à celle que La Quadrature du Net avait engagée devant la CNIL contre les GAFAM. Ces plaintes collectives avaient réuni 12 000 personnes et conduit à quelques belles victoires, telle que l'amende record de 746 millions d'euro contre Amazon (les autres plaintes sont encore en cours de traitement).

Aujourd'hui, il s'agit d'attaquer l'État français pour demander l'arrêt de quatre dispositifs de surveillance :

Les caméras de surveillance installées depuis plus de 20 ans dans toutes les villes de France, qui n'ont cessé de démontrer leur inutilité ;

Les logiciels qui s'ajoutent à ces caméras, dans le but de détecter des comportements « indésirables » (mendicité, malfaude, regroupement, tag...) pour aseptiser nos villes et en exclure les personnes les plus vulnérables ou encore les activistes politiques ;

Les fichiers de police enregistrant nos visages, qu'il s'agisse du TAJ (« traitement des antécédents judiciaires »), qui contient 8 millions de photos de personnes connues de la police, ou du TES (« titres électroniques sécurisés »), qui contient la photo de toute personne demandant un passeport ou une carte d'identité ;

L'utilisation de la reconnaissance faciale par la police (plus de 1 600 fois par jour en 2021) et par les services de renseignement, qui est en train d'abroger l'anonymat dans l'espace public.

Le but de cette action n'est pas uniquement juridique : il s'agit aussi d'imposer un rapport de force politique dans un contexte où ces technologies s'imposent dans l'opacité la plus totale

Rejoignez cette plainte collective sur plainte.technopolice.fr

Macron : L'escalade de la violence en chiffres

L'association "Flagrant Déni" vient de publier trois séries d'indicateurs, qui forment autant d'« escaliers de la violence policière ». Deux d'entre eux étaient déjà publics, le troisième résulte d'une compilation inédite réalisée par Flagrant déni.

1. L'IGPN recense les cas d'usage de l'arme individuelle des policiers : plus de 300 coups de feu par an sous Macron, contre 250 pendant le quinquennat précédent, soit une hausse de 20 % environ. Comme l'a récemment rappelé le journal Le Monde, cet usage a significativement augmenté depuis une loi ayant assoupli les règles de la légitime défense policière en 2017.

2. Résultat, d'après les décomptes du média en ligne Bastamag : avec environ 30 morts par an sous Macron, le nombre de décès de personnes aux mains de la police atteint un taux inégalé : presque deux fois plus que sous Sarkozy ! Après une baisse au début des années 2000, le nombre de morts augmente de façon continue au fil des mandats présidentiels. D'après Bastamag, 60 % des décès ont eu lieu par arme à feu.

3. Le nombre de tirs de lanceurs de balles dits « de défense » (LBD) a littéralement explosé. Sous Macron (sans compter l'année 2021 pour laquelle aucun chiffre n'a été publié), on obtient une moyenne de plus de 11 000 tirs : cinq fois plus que sous Sarkozy. En 2020, année « confinée », le nombre de tirs a été supérieur à 2016, année marquée par le conflit lié à la « loi Travail ».

Les LBD ont été mis en service sous Chirac au début des années 2000, et généralisés sous Sarkozy. Leur usage croissant n'empêche pas la hausse du nombre de tirs d'armes « létales », ni globalement celle du nombre de morts. Ces armes ne font que s'ajouter à l'arsenal existant, causant de nombreuses blessures et infirmités supplémentaires. La violence policière est une politique organisée.

Source : le blog sur Médiapart de Flagrant Déni

Le "pass" de la vie quotidienne ?

L'union européenne et l'entreprise Thalès veulent imposer leur portefeuille numérique (Digital Identity Wallet). Les expérimentations vont commencer autour du 22 septembre.

Ce « portefeuille » est un dispositif numérique sous la forme d'une appli. Il sera couplé à la carte d'identité sur smartphone et permettra, en prenant son visage en photo (reconnaissance faciale), la génération d'un QR Code unique représentant votre identité certifiée par l'État et Thalès. Philippe Vallée, vice-président exécutif de Thalès nous dit que dans un premier temps cette technologie sera utilisée pour la vérification d'identité sur les sites de vente en ligne. Puis pour les opérations bancaires, les opérations administratives en ligne, et enfin dans la vie réelle pour l'identification chez le médecin, pour les examens d'études à la fac, pour l'entrée en boîte ou à la CAF. L'objectif est de doter, d'ici 2030, au moins 80% des citoyens européens de cette application.

Ce qui a été très mal vu avec le "pass sanitaire" (l'interdiction d'accès à des lieux publics) fera donc surface de manière non obligatoire mais de façon permanente et pernicieuse. Cette technologie policière s'imposera comme les smartphones et Internet se sont imposés à l'ensemble de la population,

avec la même facilité. C'est un marché potentiel de plusieurs milliards d'€ pour Thalès car il faudra utiliser ces outils numériques de vérifications et de banques de données.

Ce qui est certain, c'est que plus les personnes utiliseront cette appli, plus la vie quotidienne sera remplie de contrôles aux QR Codes, de contrôleurs, de bornes d'autocontrôle, de smartphones, de reconnaissances faciales, de vérifications d'identité, de suspicion envers celles et ceux qui n'ont pas l'appli ou de smartbidules. C'est le pied dans la généralisation du flicage !

Rappelons que Thalès est une des plus grosses entreprises françaises d'armement (19 Milliards de chiffre d'affaires), détenue majoritairement par l'État français. Avec sa filiale Gemalto, le marché de l'identité numérique européen est son objectif. L'U.E. a acté via Thierry Breton, un ancien du sérail de Thalès, que le portefeuille d'identité numérique serait expérimenté à partir du 22 septembre 2022.

L'U.E. est déjà partenaire de Thalès, concernant les fichiers Entrées-Sorties (ESS) de Schengen notamment pour la surveillance des étrangers, ainsi que pour la mise en place de bornes bio métriques dans les aéroports (PARAF).

Source :

<https://livresdhenri.lautre.net>

Big Brother





Brother



"Doctolib" ne chiffre pas intégralement les données concernant ses utilisateurs

Doctolib a été critiqué à de nombreuses reprises sur la protection des données détenues par la plate-forme. En 2021, plusieurs associations et syndicats de professionnels de santé avaient déposé un recours devant le Conseil d'Etat concernant le partenariat entre l'Etat et "Doctolib" noué pour organiser les prises de rendez-vous dans le cadre de la campagne vaccinale contre le Covid-19. Finalement le Conseil d'Etat avait validé le partenariat et jugé que le chiffrement des données pratiqué par "Doctolib" n'était pas problématique. Mais, la cellule d'investigation de la radio publique « Radio France » vient de faire un test montrant que, malgré la promesse de "Doctolib" de chiffrer les données de santé « de bout en bout », les salariés de l'entreprise peuvent avoir accès à certaines informations en clair. Avec l'aide de la Quadrature du Net, ils ont pu constater que des informations concernant les rendez-vous médicaux passés et à venir de l'utilisateur étaient toujours accessibles « en clair », de manière non chiffrée. Parmi ces informations : les noms et prénoms du patient, la date du rendez-vous, le nom et la spécialité du médecin consulté et même le motif de la consultation. Le risque qu'un « salarié de "Doctolib" mal intentionné détourne ces données de manière malveillante ou les transmette à un tiers (...) qui pourrait être un assureur ou votre employeur » existe d'après un spécialiste en protection des données.

Source : lemonde.fr

Violences gendarmesques en milieu rural

Jérôme Laronze était un éleveur de bovins bio atypique dans son petit coin de Bourgogne. Un militant de la Confédération paysanne sur les terres de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).

Conséquence de son militantisme, les inspections visant sa ferme se multiplient à partir de 2010. En 2014, on lui reproche de ne pas avoir notifié à temps la naissance de bovins. On lui réclame de coûteux tests génétiques pour rétablir la traçabilité. On le menace de faire abattre les bêtes non documentées. On gèle les transactions sur l'ensemble de son troupeau. Les inspecteurs de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) se font de plus en plus souvent accompagner de gendarmes pour visiter sa ferme. Le 6 juin 2016, un contrôle se solde par la mort de plusieurs bêtes, qui, affolées, se sont jetées dans une rivière. Quand, le 11 mai 2017, trois agents de la DDPP apparaissent dans sa cour aux côtés de six gendarmes pour recenser le cheptel en vue de sa saisie, il laisse faire. Mais quand le maire de Trivy, présent sur les lieux en qualité de témoin, ordonne son hospitalisation forcée, il refuse son internement et s'enfuit en voiture. L'éleveur en cavale est alors présenté aux gendarmes en charge de sa traque comme un homme dangereux.

Neuf jours plus tard le paysan est retrouvé par une patrouille de 2 gendarmes sur un chemin de terre en Saône et Loire. Il tente de prendre la fuite et est assassiné de deux balles dans le dos et une à la jambe par un gendarme. Le 8 septembre, le gendarme auteur des tirs mortels est mis en examen pour « violences avec usage ou menace d'une arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Il est laissé en liberté, sans contrôle judiciaire, et peut reprendre ses activités à la gendarmerie de Cluny. Du grand classique, commun au traitement des violences policières en milieu urbain. Dès lors, un bras de fer s'engage avec la justice et les soutiens de Jérôme craignent que cet assassinat aboutisse à un non-lieu. Mercredi 1er juin 2022, la cour d'appel de Dijon (Côte-d'Or) n'a pas rejeté toutes les investigations complémentaires que les parties civiles demandaient. L'une d'entre elles a été acceptée. Le juge d'instruction de Chalon-sur-Saône, chargé de l'enquête, va donc devoir se pencher à nouveau sur la plainte d'altération de scène de crime. La famille et son avocat relèvent en effet que quatre douilles ont opportunément disparu. Alors qu'elles auraient pu permettre de savoir où se trouvait le gendarme quand il a tiré. A suivre !

Sources : médiapart.fr et reporterterre.net

Le flic volait des grenades, deux mineurs mutilés par l'explosion

Les Compagnies d'Intervention sont des unités de polices extrêmement violentes. Créées par Sarkozy, ce sont des compagnies de maintien de l'ordre qui portent des casques avec deux bandes bleu clair. La Compagnie d'Intervention de Seine-Saint-Denis a récemment été mise en cause dans un vaste réseau de trafic de drogue, de racket et de violences. À Nantes et Rennes, ce sont des Compagnies d'intervention qui sont responsables de la plupart des mutilations dans les manifestations. Le soir de la noyade de Steve, c'était la BAC et les Compagnies d'Intervention de Nantes qui chargeaient les jeunes avec une violence inouïe au bord de la Loire.

Ce sinistre décor étant posé, une affaire qui sort seulement aujourd'hui dans la presse, et illustre la dangerosité de ces flics, y compris pour leur entourage proche. Les faits ont eu lieu à Rouans, près de Nantes, en 2015. Le policier mis en cause était un membre de la Compagnie d'Intervention de Nantes, entre 2005

et 2010. Il a, par exemple, participé à l'opération de maintien de l'ordre en novembre 2007, durant laquelle un lycéen de 16 ans a perdu un œil. La première mutilation de ce type par un LBD.

Ce policier gardait en toute illégalité des grenades au domicile de sa compagne de l'époque et à son insu... Il en avait exhibé lors d'une réunion de famille « pour épater la galerie ».

Et le drame est arrivé. L'ancien beaux-frères et deux de ses amis, âgés de 15 ans, trouvent « une grenade lacrymogène assourdissante », la fameuse GLI F4, celle qui arrache des mains et qui était posée « sur une table », accessible à tous. L'adolescent « ne savait tellement pas ce que c'est » qu'il l'a « manipulée » puis « dégoupillée », a-t-il été relaté lors de l'audience du 4 mai 22 au tribunal de Nantes. La grenade explose, arrache 4 doigts et blesse très gravement le pouce de l'adolescent. Son ami est blessé par la détonation : il souffre de « multiples excoriations sur le visage et les bras ».

Ce flic, « bien noté par ses supérieurs » (1) a été discrètement suspendu après les faits. Reconnu coupable de l'ensemble des faits, cet ex-policier a été condamné à 15 mois de prison avec sursis. Il a l'interdiction de détenir une arme et d'exercer la fonction de policier... durant dix ans. Il devra indemniser les victimes dont le préjudice sera évalué ultérieurement.

Cette affaire, soulève d'importantes questions. Celle évidemment de la dangerosité inouïe des armes de maintien de l'ordre. Mais aussi l'absence totale de traçabilité de cet arsenal potentiellement mortel. Et enfin celle de l'impunité ahurissante dont continuent de bénéficier tous les policiers, y compris quand ils commettent des faits indéfendables, même dans leur propre famille. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'investigation sur l'usage que les policiers font de ces munitions, alors que cet agent a avoué, lors de son procès, que c'est une pratique courante ?

Sources : Nantes révoltée et Ouest-France

Big Brother





Malik Oussekine : un mort parmi tant d'autres

Le même jour à Pantin, dans le quartier des Quatre Chemins Abdel Benyahia était assassiné par un inspecteur de police judiciaire. Ce policier, ivre, bien que n'étant pas en service avait conservé son arme de fonction (en 1986, ce n'était pas légal) et sûr de son impunité, avait tiré à bout portant sans sommation. Abdel avait 20 ans, il habitait chez ses parents à la cité des 4000 à la Courneuve et faisait un stage d'agent d'accueil et d'information à la cité des sciences de la Villette.

Pourquoi la plateforme Disney+ a-t-elle produit cette série ? Étudiant à Dauphine, amateur de club de jazz, s'intéressant peu à la politique en pleine mobilisation étudiante ; Malik Oussekine incarne la victime consensuelle, un exemple d'intégration. Il n'avait pas bu ni fumé, n'avait pas de casier, ne militait pas, n'a pas été abattu au bas d'une cité HLM ou lors d'un contrôle routier. Un autre argument a dû peser en faveur de la mini-série ; *Dans leur regard (When They See Us)* d'Ava DuVernay. Mise en ligne en 2019, la réalisatrice utilise elle aussi les codes des séries commerciales pour raconter le

Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, Malik Oussekine est assassiné à Paris lors d'une manifestation étudiante contre la loi Devaquet. Étudiant à Dauphine il rentrait chez lui, rue Monsieur le prince, quand il s'est fait tabasser à mort par les voltigeurs.

Une série de quatre épisodes réalisée par Antoine Chevrollier produite par Disney+, ravive cet événement et nous donne l'occasion d'en ressusciter un autre.

calvaire judiciaire de cinq jeunes Afro-Américains condamnés à tort pour le meurtre d'une joggeuse. Elle constitue à ce jour un des plus gros succès d'audience de Netflix.

L'histoire retiendra l'affaire de Malik Oussekine et occultera celle de Abdel Benyahia. Le temps construit ces récits et en tait d'autres pour continuer à dissimuler le racisme de classe qui perdure toujours 26 ans après les faits. Déjà, à l'époque, il aura fallu deux jours de révolte dans la cité des 4000 pour qu'une information judiciaire soit ouverte. Les parents et les amis d'Abdel attendront plusieurs jours avant de connaître la terrible nouvelle. Les médias passeront sous silence cet assassinat.

Mais replongeons-nous dans le contexte de cette année 1986. A l'époque, nous sommes en pleine cohabitation. François Mitterrand est Président de la République, Jacques Chirac, devient son Premier ministre après que le RPR ait remporté les élections législatives en mars 1986. Charles Pasqua est alors ministre de l'Intérieur et Robert Pandraud est son délégué à la sécurité.

Depuis le 25 novembre 1986, étudiants et lycéens manifestent contre le projet Devaquet. Un mouvement de jeunesse, des LEP aux facs, déferle dans les rues, un million de manifestants crie leur refus d'un nouveau projet de loi renforçant la sélection dans les universités et l'orientation après la 5ème. Une main arrachée, un œil crevé, un mort, le

gouvernement frappe fort. C'est aussi le code du travail qui est réformé en favorisant les licenciements, la flexibilité, les emplois subventionnés et sous-payés (TUC). C'est également les lois Pasqua contre les étrangers et la loi Chalandon qui criminalise consommateurs et petits dealers qui viendront peupler les prisons nouvellement construites.

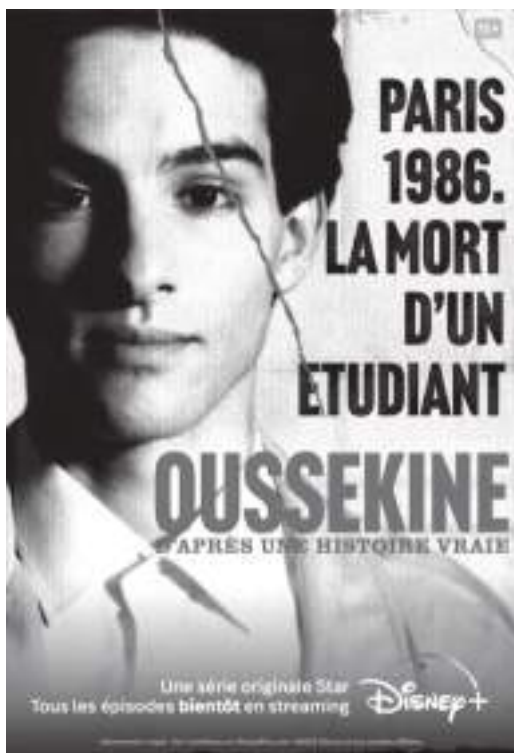
Trois jours après les faits, le 10 décembre, le mouvement étudiant, organise une grande manifestation silencieuse sans slogans, sans banderoles, ce que les pacificateurs appellent « digne » : c'est à dire sans désigner les responsabilités. Les habitants de la Courneuve qui avaient manifesté la veille jusqu'à Pantin, rejoignent les 200000 manifestants parisiens pour crier leur colère. Ils prennent la tête du cortège avec des banderoles et brandissent le portrait d'Abdel.

Pendant que les organisateurs du mouvement étudiant, la famille de Malik et maître Kiejman avocat proche de Mitterrand négocient en haut lieu pour que rien ne change, pour que la police soit blanchie du côté de la Courneuve c'est une tout autre stratégie qui est choisie.

Immédiatement après la mort de Abdel la famille et les ami(e)s d'Abdel se mobilisent et le resteront jusqu'au procès. Autour de ce noyau de départ se constitue un comité de soutien très actif. Manifestations, meetings rassemblant jusqu'à 2000 personnes, tractage dans la ville, devant les lycées... Informer, rassembler, élargir.

Il faut relever que le comité a su intégrer toutes les tendances et contradictions parmi les jeunes : il n'a pas marginalisé les plus violents, il a compris leurs légitimités et les a intégrées dans la mobilisation qui a touché toute la cité, et au-delà. Des militants autonomes ont participé au comité, sans distinction de couleur car les violences policières regardent toute la population et surtout ceux et celles que le système capitaliste accule à la débrouille, à la marginalité, à la pauvreté, à la répression.

Un pôle d'avocats est constitué (comprenant Jacques Vergès) qui participe aux différents meetings, travaille en relation avec la famille et le comité de soutien, informe de l'avancée du dossier et pousse et encourage la mobilisation comme l'illustre un extrait d'une de leurs déclarations : « nous sommes surtout là pour protester contre la





discrimination, nous ne voyons pas comment à l'avenir vous pourrez jeter un seul jeune ou adulte en prison quand vous laissez le meurtrier d'Abdel en liberté. Le seul recours c'est l'appel à l'opinion, non seulement à travers des articles dans des journaux équilibrés mais à travers des manifestations populaires ou vous êtes tous réunis. ».

Bénéficiant des mobilisations à la préfecture et lors de la reconstitution, les défenseurs de la famille Benyahia ont su mener la bataille d'une manière offensive et transparente sur le terrain juridique. Six mois après les faits le meurtre est requalifié en « homicide volontaire » et Savrey est incarcéré. Lors du procès qui s'est déroulé en novembre 1988, il écoperait de sept ans de réclusion.

Les deux policiers dans l'affaire de la mort de Malik Oussekiine prendront cinq ans et trois ans... avec sursis.

Nadia.

Pour aller plus loin on peut lire, voir écouter :

Sur YouTube, « Abdel pour mémoire » un film réalisé par l'agence IM'média.

Oussekiine, mini-série en quatre épisodes d'une heure.

La brochure écrite en 1986 par Reflexes et Parloirs Libres L'Etat assassine : meurtres racistes et sécuritaire (disponible sur le site Archives Autonomes).

Dans les archives de Fréquence Paris Plurielle une émission de Parloir Libre avec le comité Vérité pour Abdel réalisé en 1987.



POUR UN DÉBAT...

Ce tract a été diffusé lors du procès de l'inspecteur Savrey le 23 novembre 1988.

Nous sommes quelques-uns à avoir participé au comité Justice pour Abdel et les autres. Si nous sommes, et avons toujours été persuadés de la nécessité de la mobilisation de masse comme réponse à la violence policière, nous pensons cependant qu'il y a des contradictions difficiles, voire impossibles à surmonter pour que cette mobilisation puisse avoir lieu :

1/Peut-on s'allier avec des gens qui participent à la répression ? Exemple : l'amicale des Algériens en Europe assume la responsabilité d'avoir soutenu la répression féroce qui s'est abattue sur la légitime révolte de la jeunesse algérienne en 86. Pourtant un de ses représentants est intervenu en toute liberté au meeting du lundi 21 novembre.

2/Comment admettre le double langage de la mairie qui d'un côté demande le renforcement de l'appareil policier, et de l'autre « s'indigne » de la mort d'Abdel ; et appelle par ailleurs publiquement au renfort de la police après la mort d'Ali Mafhoufi (rappelons que les flics dans cette affaire n'ont même pas été inculpés, l'enquête est apparemment terminée !).

Y a-t-il de « bons » et de « mauvais » flics ?

La police est un corps constitué pour la répression. S'il est exact que certains outrepassent leurs droits (ceux qui, ivres, hors service et mal-notés, tirent sans raison sur un jeune !), et peuvent donc être condamnés, en quoi seraient-ils meilleurs ou pire que ceux qui en service vident un chargeur dans le dos d'un gosse, gazent à mort une mère de famille, renversent volontairement un jeune motard et le tuent, etc.

La police est un organe néfaste qui historiquement a toujours exécuté les basses besognes de l'Etat (en se mettant au service de la Gestapo en 1940/44, en assassinant à Paris des centaines d'Algériens en octobre 1961. La notion même de bavure est à remettre en question car la justice a depuis longtemps légalise la violence policière. Ainsi s'est installé le droit de tuer, et ce n'est pas l'éventuelle condamnation de Savrey aujourd'hui qui changera cet état de fait. Espérons tout de même qu'il soit condamné pour ceux qui, demain, seraient amenés, dans les mêmes conditions à tirer, y réfléchissent à deux fois ; mais restons vigilant ; si le flic est en service, et couvert par sa hiérarchie et par ses syndicats (ce qui n'est pas le cas de Savrey), son crime sera about, logique sécuritaire oblige ; la logique du bouc émissaire est aussi nécessaire : Savrey est un assassin, une pourriture difficile à défendre puisque saoul et hors service. De plus il ne peut pas salir Abdel (face à la mobilisation) et en faire un dangereux délinquant comme dans



Abdel Benyahia

d'autres affaires. Les syndicats sont muets, cette condamnation est donc logique. Mais il faut aussi savoir quelles conditions de détention sont faites aux flics en taule : d'une part, remise de peine et libération conditionnelle à mi-peine à tous les coups (alors que seul 7% des détenu(e)s bénéficient d'une conditionnelle, et encore la plupart du temps quelques mois avant la libération prévue !) d'autre part, conditions de détentions souples dans des centrales modernes (comme Mauzac or Casabianda), alors que les jeunes des cités sont entassés comme des chiens dans des prisons surpeuplées ou dans des centrales-goulag (Clairvaux, Saint-Maur...).

En clair, les gouvernants d'aujourd'hui, alors que d'autres crimes sont commis par les forces de l'ordre, ont intérêt à condamner Savrey afin de pouvoir redorer leur blason d'anti-raciste.

3/Sur la violence.

Nous ne pensons pas que les réactions violentes des jeunes de la cité soient comme certains le disent, des « réactions indignes » à mettre en opposition avec la dignité du comité. Au regard de notre objectif que nous espérons commun, à savoir la fin de tous les crimes racistes et sécuritaires, nous ne trouverons notre dignité que lorsque cette barbarie des crimes racistes s'arrêtera quels que soient les moyens pour y parvenir. Cela pour le moment, ni les violences de jeunes, si compréhensibles soient-elles, ni la tentative d'organisation dans le comité n'ont réussi à l'atteindre. Il nous reste donc à réfléchir et à avancer des propositions.

Mais il est sûr déjà que seule la mobilisation de la population sur des bases claires (pas d'unité avec ceux qui participent à la répression), des axes de luttes précis, peuvent aider à la prise de conscience de masse du drame que constituent les meurtres racistes et sécuritaires. Pour qu'il n'y ait jamais plus de jeunes comme Abdel, Ali ... qui meurent en pleine jeunesse sous les coups des policiers.

Solidarité à toutes les familles des victimes, à tous les comités. Notre victoire sera la fin de la barbarie





Après avoir présenté quelques réalisations pratiques climatiques américaines au Viêt-Nam et la méconnue et inefficace convention ENMOD, la série sur le militaire et l'environnement se termine sur du lourd.

Dérèglement climatique : ça chauffe sous les képis

Les militaires ont saisi depuis longtemps l'importance des prévisions météorologiques afin de mener au mieux leurs opérations. Durant la dernière guerre mondiale, les stations et les prévisions météo militaires ont joué un rôle important dans la préparation des opérations aéronavales dans le Pacifique, comme lors du débarquement en Normandie. Mais cela ne concernait que des zones limitées (zone de débarquement, de bombardement ou champ de bataille...).

Avec le dérèglement climatique on passe à une tout autre échelle qui met en œuvres des forces naturelles extrêmement puissantes et incontrôlables.

Les militaires US réfléchissent depuis longtemps à ces questions et intègrent de plus en plus les questions climatiques à leurs doctrines de défense et de sécurité.

En 2003, sous Bush (climato-sceptique notoire), le rapport « secret » du Pentagone sur le réchauffement climatique de l'« Office of Net Assessment » fuite et affole un peu le public. En 2007, « le Center for Strategic and International Studies, un influent think tank américain, publie son rapport fondateur : *The Age of Consequences... il envisage trois scénarios, du plus léger au plus catastrophique. Avec le recul, il est étonnant de remarquer que le scénario le plus bénin, considéré à l'époque comme le plus réaliste, est déjà dépassé aujourd'hui.* » (1) Le rapport ne dit pas grand-chose des origines du problème (faut pas déconner) mais montre « ... son accord avec les prévisions du GIEC, qu'il juge même trop prudentes. »

En 2019, sous Trump, l'USAWC (United States Army War College) publie un document qui insiste sur les dangers dus au dérèglement climatique sur « les installations militaires américaines ; les risques qui pèsent sur le système logistique et énergétique américain ; et la montée des menaces dans le monde. »

Pour traiter le sujet, nous utiliserons principalement un article universitaire de 2016,(2) très synthétique et clair. Très consensuel aussi et servant la soupe aux militaires et à l'ONU : « Il est communément admis que les institutions militaires jouent un rôle majeur sur le territoire national, celui d'aider la société à se préparer et à s'adapter au changement climatique... une des réponses les plus pragmatiques et efficaces du Conseil serait

de faire figurer de façon explicite le programme d'adaptation au réchauffement climatique dans la planification des missions de paix. ».

Plusieurs termes issus du jargon du développement durable et des écrits du GIEC reviennent de manière régulière dans les discours militaires : « résilience », « adaptation » et « atténuation ». Voyons à quelle sauce barbare ils sont utilisés dans les 5 thèmes cruciaux présentés.

Impacts sur les bases et les matériels

La fonte des glaces, la montée du niveau des eaux maritimes, des tempêtes plus violentes peuvent menacer en la dérégulant la belle machine des opérations sous-marines ou menacer l'existence de bases US vitales : Ainsi à Norfolk (Virginie) le siège du « quartier général de la Flotte Atlantique de la marine américaine... » risque l'inondation permanente, tandis que la base Ronald Reagan des Îles Marshall (Pacifique) qui sert de site d'expérimentation pour les missiles balistiques devrait boire la tasse dès 2035.

La chaleur est aussi une des préoccupations constantes des militaires. De nombreux « théâtres d'opérations » sont situés au Proche-Orient et souvent en zone sub-saharienne. Le moteur de l'hélicoptère Chinook a donc été repensé pour le rendre plus résistant à la chaleur.

Mais la chaleur affecte aussi les « capacités cognitives », voire la vie des soldats sur le terrain par chocs thermiques ou hyperthermiques. Solution : certains matériels roulants sont climatisés mais cela n'est pas encore à l'ordre du jour pour les champs de bataille.

La « résilience opérationnelle » et les « programmes d'adaptation » devraient tout régler, comme dans les discours menteurs des États, industriels et leurs intellectuels organiques.

Réduction de l'empreinte écologique des forces armées

Les armées et surtout l'armée US sont de grandes dévoreuses d'énergies fossiles (un quart du kérosène mondial est consommé par les militaires et l'armée US utilise 70 % de son carburant pour déplacer troupes et armements).

Le coût de la climatisation des installations (vitale pour le bien-être du militaire US) pèse lourd dans les budgets : son coût a été « en Afghanistan et en Irak estimé à plus de 20 milliards de dollars... »

Malheureusement, malgré ce constat la consommation de carburant ne baisse pas : matériels plus lourds, plus rapides bourrés d'électronique, de capteurs, intégrés à des réseau 5G et Internet militaires de plus en plus gourmands. Pour gagner, il faut toujours aller plus vite, plus fort... Et l'utilisation de carburants alternatifs, n'a rien d'écolo : il faut juste (comme l'Allemagne nazie avec ses carburants

synthétiques) pouvoir continuer à alimenter le matériel, coûte que coûte.

Autre souci : avec la multiplication des conflits, le terrorisme les chaînes d'approvisionnement en énergie, matières premières et matériels risquent d'être fragilisées. Comment faire plus avec moins ? Il convient donc d'être économes et surtout au-to-no-mes. Depuis qu'une base de l'US Air Force au Japon, a été privée d'électricité pendant 90 jours suite à la catastrophe de Fukushima, « *L'armée américaine a... amélioré son efficacité énergétique en optant pour des énergies vertes comme le solaire et l'éolien.* » Le recours aux mini-centrales nucléaires est aussi prévu. C'est une énergie verte, comme chacun sait...

Le salon « *Solutions énergétiques innovantes pour les applications militaires* » (IESMA) destiné aux industriels a fait le plein à Vilnius en 2018. Il était organisé par Delta une entreprise publique d'armement géorgienne et le Programme pour la science au service de la paix et la sécurité de l'OTAN, afin d'accélérer le « ... transfert de technologies énergétiques innovantes du secteur civil au secteur militaire, et... l'adaptation des technologies de pointes aux exigences qu'imposent la réalité du terrain, tout en s'efforçant d'améliorer la capacité opérationnelle des forces militaires. » ! (3)

L'ONU est entrée elle aussi dans la danse. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a en 2012, « *émis des recommandations visant à améliorer les performances environnementales des opérations de maintien de la paix en tirant profit des capacités des ressources naturelles « tout en réduisant au minimum leur contribution possible à la reprise des conflits et à l'insécurité* ». Depuis, formations, retours d'expériences, directives, manuels de gestion et de prises de décisions, sont censés encadrer strictement le verdissement des opérations de paix.

Tant de conscience écologique et d'humanité forcent le respect. Le kakiwashing a de beaux jours devant lui.

Prise en compte du changement climatique dans la stratégie militaire

« *Le réchauffement climatique modifie les réalités géostratégiques et a des incidences considérables sur la sécurité et, in fine, sur la planification des opérations militaires.* » Ainsi, la fonte des glaces en Arctique ouvre des perspectives riantes pour les États et les capitalistes : apparition de nouvelles voies de navigation, possibilités accrues de forage pétroliers sur terre comme en mer. Il s'agit pour chaque armée d'anticiper pour tenter de sécuriser, contrôler, s'appropriier ces futures zones vitales pour les intérêts supérieurs de son État. Ça balance d'ailleurs pas mal sur ces questions au Conseil de l'Arctique. Si cela provoque tensions et conflits ce sera bon pour les budgets militaires, coco.





Réponse militaire aux menaces environnementales sur la sécurité

Dans ces cas, les militaires vont développer des actions de type humanitaire ailleurs que sur les zones de conflits armés comme au Maroc pour « mettre en œuvre un programme d'adaptation au réchauffement climatique. » de secours et d'assistance aux populations, comme en Australie où «... la programmation militaire australienne prévoit des contingents prêts à être déployés dans les délais les plus courts en cas de catastrophe naturelle dans le pays. ».

À Haïti, le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a permis une intervention militaire humanitaire américaine : les services de renseignements ont utilisé leurs drones et avions espions pour photographier l'état des infrastructures et permettre aux troupes américaines envoyées sur place et aux ONG d'intervenir plus efficacement.

De son côté, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la résolution 2177, qualifiant l'épidémie d'Ebola de « menace à la paix et à la sécurité internationale » permettant ainsi le déploiement de 5000 soldats (Allemagne, Canada, Chine, États-Unis, France et Royaume-Uni) dans les zones touchées pour la juguler en lien avec les ONG.

La militarisation de l'humanitaire et les liens parfois douteux entre certaines ONG et armées ne datent pas d'hier mais là, un pas décisif semble avoir été franchi en direction de l'interpénétration entre civil et militaire, entre humanitaire et militaire.

Adaptation au réchauffement climatique à l'appui de la prévention des conflits

Cela peut être local. Ainsi « les forces armées tchadiennes participent à des programmes de reboisement afin de lutter contre les menaces environnementales, comme la progression du désert » quand elles ne répriment pas leurs populations ou mènent la chasse aux djihadistes.

Durant la guerre froide le maintien de la paix était considéré comme une « activité temporaire comprise entre un cessez-le-feu et un règlement politique ». Depuis, cette doctrine a profondément évolué « intégrant dorénavant une gamme d'opérations diversifiées comme la surveillance, la reconstruction, le désarmement, et le renforcement des capacités, afin d'établir un environnement stable et durable pour les peuples... »

Depuis une vingtaine d'années l'on assiste à une multiplication «... des missions onusiennes de prévention des conflits. Reconnaissant l'importante interaction entre les programmes de prévention des conflits et les mécanismes d'amélioration de la résilience, l'ONU a voté la résolution 1625 (2005). La décision jette les bases du rôle explicite du

Conseil de sécurité dans la stratégie d'adaptation au changement climatique... [afin] de lutter contre les causes profondes de ces conflits »

On voit donc diverses missions de stabilisation de l'ONU agir officiellement pour «... la conception écologique des infrastructures, du recyclage des déchets, de la gestion des ressources hydriques et de la production énergétique » (Mali), contre « les opérations de blanchiment d'argent, estimant l'exploitation illégale des matières premières... et la lutte contre le crime environnemental organisé » en République Démocratique du Congo.

Un des problèmes de ces multiples approches toutes plus vertueuses et humanistes les unes que les autres, c'est leur simplisme qui conduit à une naturalisation des causes multiples des conflits et donc à leur dépolitisation.

La complexité des origines des conflits se réduit alors à une seule chose (neutre, technique et mesurable). Les effets du réchauffement climatique, voilà l'ennemi. Point barre. Les causes (multiples) des conflits, on n'a rien à faire car, c'est bien connu, l'armée obéit et ne fait pas de politique.

Or, le « lien de causalité entre le dérèglement climatique et les conflits divise les spécialistes...[qui] soulignent la difficulté à établir le lien direct entre le réchauffement climatique et les mouvements migratoires... et certains envisagent « même le réchauffement climatique comme un argument incitant les forces armées à continuer sur la même voie et, ce faisant, à exploiter davantage les réserves énergétiques. Le climat ne serait donc pas une invitation à réorienter fondamentalement les stratégies militaires... » Un prétexte tout au plus ?

Les larmes de crocodiles blindés des militaristes

Quand on entend des militaires demander à « accomplir des missions plus civiles. Comme l'a confirmé le secrétaire général de l'OTAN lors du sommet de Copenhague en 2009, l'OTAN est disposée à jouer le rôle de 'primo intervenant en cas de catastrophes naturelles' »,

Quand les résolutions de l'ONU donnent un cadre légal à ce nouvel interventionnisme au nom de la sécurité environnementale,

Quand l'ex-président du GIEC Rajendra Pachauri (2002-2015) déclare avoir conseillé à l'OTAN « de sortir de son modus operandi basé sur des opérations militaires, en ajoutant : 'Je pense qu'il est beaucoup plus important de prévenir ces conflits plutôt que de simplement intervenir lorsqu'ils éclatent' »(4),

Cela ne peut que les inciter à croire qu'ils sont la solution et leur donner le pouvoir de « régler les problèmes climatiques par le biais de la militarisation » (1) et surtout cela doit nous inquiéter.

S'ils frétilent autant du croupion sous prétexte de sauver la planète c'est que le dérèglement climatique offre à ces multiples

bureaucraties étatico-militaro-industrielles des perspectives toujours plus radieuses en termes de reconnaissance, de moyens, de puissance et de pouvoir.

Plus la compète entre États pour mettre la main sur des ressources essentielles va s'aiguiser, plus les tensions inter-capitalistes vont justifier l'augmentation des budgets et le recours accru au solutionnisme militaire : la guerre. La consommation toujours accrue de carburants, de matières premières, la destruction de matériels et la destruction de l'environnement accentueront encore les effets du dérèglement climatique.

En conclusion, L'armée, ça tue, ça pollue et ça rend con, toujours.

Aucune bureaucratie ne voulant mourir, va falloir les euthanasier.

D'amour, la garrigue s'embrase pour CAESAR

Pour faire face aux risques d'incendie, la préfecture du Var avait interdit aux randonneurs de la balader en forêt, des fois qu'un imbecile ou un malfaisant largue un mégot...

Mais cela n'a pas empêché nos virils militaires de mettre le feu à la garrigue du camp militaire de Canjuers (Var) l'un des plus grands d'Europe (35 000 ha). 75 000 obus et des millions de munitions y sont tirés chaque année.

C'est d'accord, l'artilleur est moche et obsédé sexuel (selon les joyeuses chansons militaires qui leur sont consacrées) mais pour tirer avec CAESAR le dernier bijou de Nexter, en pleine canicule en période de vigilance rouge, faut être en plus sacrément con.

Mais bon, les ordres c'est les ordres car ces tirs sont essentiels « pour la préparation opérationnelle des forces françaises » dit le ministère des Armées.

Bilan provisoire : le 18 juin 600 ha étaient partis en fumée, sans possibilité d'intervention des pompiers car le site est pollué par des munitions non explosées ou qui explosent à cause de l'incendie.(5) et le 21 juin, 1800 ha avaient brûlé dont une partie du PNR du Verdon.

Mais la situation est « sous contrôle » dans ce « désert végétalisé ». Encore un miracle militaire qui végétalise les déserts. Avec des semis de munitions bio ?

Rebelote dans le Morbihan où 11 ha viennent de brûler sur le camp militaire de Hébergant l'académie militaire de Coëtquidan (5600 ha). Le feu est parti à proximité d'un stand de tir... Officiellement « Aucun tir n'a eu lieu sur le site durant la journée de samedi... » et précise-t-on « en cette période de forte chaleur et depuis un mois, tous les artifices éclairants et les munitions traçantes susceptibles de mettre le feu sont interdits. » (6) La combustion spontanée d'un cerveau militaire en est peut-être la cause ?

De Carpia (Haute Corse), 35 ha ; en passant par Captieux (Gironde) 450 ha en 2020, 1300 en 2017, 750 en 2014... L'armée nous met le feu.





Sans oublier les calanques de Marseille en 2009, ou un légionnaire provoqua « un énorme incendie... par des tirs d'entraînement avec des balles traçantes... »(7). L'incendie avait cramé 1300 ha et touché la banlieue de la ville.

Dans tous les cas la communication est identique : ce qui a brûlé n'a pas ou peu de valeur environnementale (forcément), tout est sous contrôle (Oui, mon colon), les terrains et habitations des pékins (civils) ne seront pas touchées, on vous le répète, mais foutez le camp... Les responsables recevront un avertissement. Rompez !

Freux et Eugene the Jeep

notes

- 1- L'adversaire le plus dangereux pour l'armée U.S. Éric Martel. *The Conversation*, repris par athena.org. 02/01/2020
- 2- Les implications du changement climatique sur les armées, les missions de maintien de la paix et la prévention des conflits. Shirley V. Scott, Shahedul Khan. *ASPRJ Afrique & Francophonie*. 3^{ème} trimestre 2016. En France, ces questions sont traitées dans le document « Stratégie Défense & Climat » d'avril 2022 du ministère des Armées. *L'Observatoire Défense et Climat* qui en dépend fournit informations et analyses.
- 3- Bulletin de veille stratégique et opérationnelle n°10. juin - juillet 2018. *Observatoire Défense et Climat*. DGRIS, Ministère des Armées, 2018
- 4- Interview réalisé par Paul King, rédacteur en chef, dans « Revue de l'OTAN », hiver 2007. Cité dans l'article consternant d'illusions « Guerres et environnement » du site « Journalistes-écrivains pour la Nature et l'écologie »
- 5- Var : un incendie causé par un tir d'entraînement militaire. *Huffington Post* avec AFP. 18/06/2022
- 6- Un incendie en cours dans le camp militaire de Coëtquidan. Luca Salvatore. *Ouest-France*. 18/06/2022
- 7- Var : un incendie causé par un tir d'entraînement militaire. *Huffington Post* et AFP. 18/06/2022

QUI SOMMES-NOUS ?

Le capitalisme domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au cours du XX^e siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Tout au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possible, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

COMMUNISTES...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins » : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoirs sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste ré-

volutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes en 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et l'échange pour son propre compte.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

...ET LIBERTAIRES

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auraient plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos

désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.

Organisation **C**ommuniste **L**ibertaire

OCL c/o Egregore

BP 81213- 51058 Reims cedex

oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations,
visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

Les Guerres se fabriquent (aussi) près de chez nous !

Retour sur le rassemblement contre l'industrie de l'armement en Auvergne Rhône-Alpes

Après avoir fait connaître le travail réalisé par l'Observatoire des Armements sur l'industrie de l'armement en Région AuRA et une série de collages dans la ville, notre collectif créé récemment a mené sa première action publique.

Nous nous sommes rassemblés rue de la République à Lyon, devant la Chambre de Commerce et d'Industrie qui héberge le cluster EDEN (European Defense Economic Network), lobby de l'industrie militaire et sécuritaire dans notre région avec tracts, banderoles, slogans et mégaphone pour d'informer les passants sur l'activité de ces PME ou multinationales de criminels en col blanc un peu partout dans le monde.

Nous étions une trentaine. Cela peut sembler peu mais c'est la première fois depuis près de 20 ans qu'un rassemblement anti-militariste a pu se dérouler à Lyon, qui était des années 70 à 90 une des places-fortes du combat anti-militariste (Groupe Insoumission, Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation, Comité de Lutte des Objecteurs, Objectrices de Conscience...).

Nos tracts et slogans ont été bien accueillis et des échanges intéressants ont eu lieu avec les passants. Nous avons prévu de continuer ce type d'actions et d'autres à partir de la rentrée.

Eugene the Jeep

tract diffusé lors du rassemblement

LES GUERRES SE FABRIQUENT (AUSSI) PRÈS DE CHEZ NOUS !

Rassemblement contre le cluster EDEN, lobby de l'industrie de l'armement en Auvergne-Rhône-Alpes, samedi 25 juin à 15 heures devant la CCI

Hébergé et soutenu par la CCI de Lyon le cluster EDEN regroupe plus de 100 entreprises de matériel militaire, de surveillance et de sécurité.

Quelques exemples :

Corpguard (Brignais-Rhône) est spécialisée dans la sécurité. Cette entreprise a formé les soldats ivoiriens impliqués dans des massacres de civils lors des élections de 2020. Un des associés a été condamné pour espionnage et tentative d'agression sur Bruno Gaccio des Guignols de l'info, sur ordre de la direction de Canal +.

Métravib (Limonest-Métropole de Lyon) est spécialisée en acoustique et vibration. Elle équipe des blindés de l'armée turque en matériel de détection de tir, utilisé dans la répression des populations kurdes en Turquie et en Syrie.

Delta Drone (Dardilly-Métropole de Lyon) fournit des drones de surveillance de sites miniers pour des multinationales polluantes en conflit avec les populations locales (Ghana, Namibie, Afrique du Sud). Ces drones servent aussi à « gérer des émeutes » ou des manifestations.

PGM Précision (Savoie) fabrique les fusils utilisés par l'armée égyptienne déployée au Sinaï, accusée de nombreux massacres et exécutions. Les forces spéciales israéliennes, coutumière d'exactions dans les territoires palestiniens occupés, en sont également équipées.

Le cluster EDEN sert de lobby auprès des pouvoirs publics pour gagner des contrats d'armement partout dans le monde. Selon leurs propres termes ils « chassent en meute à l'export ».

L'industrie de l'armement bénéficie aussi de multiples aides publiques financées par nos impôts.

Ces entreprises ne peuvent exporter du matériel militaire qu'avec l'autorisation de l'État qui agit en notre nom, en toute opacité.

Le droit international interdit la vente d'armements et leur emploi « vers des pays ou des zones de conflits où les droits humains sont bafoués ». Mais,

dans la réalité **nos entreprises locales** vendent (et sont donc impliquées) dans de multiples répressions et massacres de civils (Égypte, Turquie, Liban, Togo, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Chili, Arabie Saoudite, Bahreïn, Palestine...) comme des guerres d'agression (Ukraine, Yémen, Syrie, Kurdistan...)

Nous estimons que quand l'État vend des armes à des gouvernements qui les utilisent dans des conflits meurtriers, c'est notre responsabilité à toutes et tous qui est engagée.

Emmanuel Macron affirme que la France et l'Union européenne sont entrées dans « une économie de guerre dans laquelle... nous allons durablement devoir nous organiser ».

(déclaration du lundi 13

Juin à Eurosatory, le plus grand salon international de la défense et de la sécurité terrestres et aériennes). Il appelle au renforcement de l'industrie européenne de défense qu'il souhaite « beaucoup plus forte » au regard des besoins militaires accrus avec la guerre en Ukraine.

Or si les États ne réagissent aux tensions internationales que par l'augmentation des budgets militaires et un réarmement massif, cela aggrave ces mêmes tensions et favorise des conflits armés. Dans tous les cas les ventes d'armes augmentent et ce cercle vicieux ne profite qu'aux industries de l'armement et aux militaristes.

Nous refusons la vision cynique de l'État et des industriels de l'armement qui considèrent les conflits et guerres comme des opportunités politiques et économiques.

Nous refusons un monde où l'explosion des budgets militaires signifie que nous devrons nous serrer encore plus la ceinture en assistant à la destruction de tous les services publics,

Nous refusons un monde où la peur règne en maître et où le « besoin de sécurité » signifie toujours moins de libertés individuelles et collectives,

Nous refusons un monde où on fabrique ici ce qui sert à réprimer et tuer ici et là-bas dans la discrétion et l'indifférence.

Collectif Régional Anti-Armements Lyon





La guerre dans tous ses états

Cet article reprend largement des éléments de deux posts de blog parus dernièrement à propos de la guerre en Ukraine, qui nous ont paru particulièrement pertinents et explicatifs. Il s'agit de « Adieu la vie, adieu l'amour... Ukraine, guerre et auto-organisation » de Tristan Leoni, publié le 8 mai 2022, et de « La paix, c'est la guerre » de Gilles Dauvé, sorti courant juin 2022. Ces deux articles traitent - globalement - d'un même sujet, à savoir replacer le conflit entre la Russie et l'Ukraine dans une perspective historique et politique plus large, ainsi qu'à interroger les possibilités d'actions militantes sur place et en France. C'est pourquoi nous mélangerons dans l'article qui suit des passages des deux posts mentionnés, sans pour autant sous entendre qu'ils disent exactement la même chose. Nous remercions les auteurs de ne pas tenir rigueur du plagiat éhonté qui est fait de leurs excellents articles.

Les raisons d'une guerre

Comme en 1914, la propagande guerrière se cherche des justifications du côté de la morale, du Bien contre le Mal, de l'agressé contre l'agresseur, de la démocratie contre l'autoritarisme et la dictature. Il y a cent ans, déjà, le jeu des alliances ne visait qu'à défendre la Serbie, dix fois plus petite que l'Empire austro-hongrois qui lui déclarait la guerre, non ? « Mais on n'explique plus les causes de la Première Guerre mondiale de la sorte. L'initiateur ou l'incident déclencheur d'un conflit n'est qu'un élément d'une situation d'ensemble bien plus complexe (1). » En effet, « la distinction agresseur/agressé indique le lieu d'éclatement d'un conflit, non sa cause ni sa logique (2). »

Dans le cas de la guerre en Ukraine, loin de n'être la décision que d'un seul homme, Poutine, qui serait fou (ou malade suivant les commentateurs), le passage au stade de l'invasion s'explique par un contexte de concurrence capitaliste inter impérialiste et (géo)politique lourd de tensions, radicalisées depuis 2014 (3) :

- la rivalité entre États-Unis et Russie à propos de l'approvisionnement énergétique de l'Europe ;
- l'accroissement ces dernières années du déploiement de troupes de l'Otan dans la région (pays baltes, Pologne et Roumanie) ;

- l'augmentation des livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine en 2021 et donc la montée en puissance de l'armée ukrainienne, qui, dans le futur (mais à quelle échéance ?), pourrait être assez forte pour reconquérir les territoires sécessionnistes du Donbass ou, du moins, pour s'opposer efficacement à une nouvelle intervention russe ;

- l'évolution et l'échec des négociations sur le statut de l'Ukraine (neutralité ? démilitarisation ? adhésion à l'Otan ?) et du Donbass (autonomie ? indépendance ?) y compris dans les semaines précédant l'offensive ;

- les déclarations de Joe Biden, qui, alors que les États-Unis dénoncent l'imminence de l'invasion russe, annonce qu'il n'a « pas l'intention de déployer des forces américaines ou de l'Otan en Ukraine » (25 janvier 2022) – ce qui, en diplomatie, peut être interprété comme un « bon pour accord » ;

- des pays européens qui apparaissent faibles, divisés, et trop dépendants de la Russie pour lui infliger de nouvelles sanctions économiques ;

- des éléments qui aujourd'hui nous échappent – certains experts évoquent un possible revirement de la Russie autour des 21-23 février ;

- une fenêtre d'opportunité qui semble se refermer (1). »

D'autant que pour Gilles Dauvé, l'infériorité de l'économie russe (et avant elle soviétique) par rapport à celle des USA la contraint davantage à recourir à la force armée directe sur ses voisins pour asseoir la domination de sa classe dirigeante : « Inapte à rivaliser sur le marché mondial et à investir à l'étranger (comme y réussit la Chine), la classe dirigeante russe n'a pour seule garantie de continuité que la priorité à la puissance militaire (2). » Ce qui pouvait paraître inconcevable n'est finalement qu'une option sur la table dans le jeu des impérialismes. L'Ukraine est aujourd'hui d'un intérêt géopolitique très stratégique, car l'extension du bloc occidental jusqu'aux frontières de la Russie a fait disparaître la protection dont elle bénéficiait, « derrière des satellites limitrophes servant de tampon entre deux blocs séparés mais jamais étanches : cette marge n'existe quasiment plus (2). »

La rationalité de la guerre

Le seul juge de la rationalité du déclenchement d'une guerre et des modalités dans laquelle elle se déroulera, ce sont les classes dirigeantes des belligérants. Quitte à sacrifier des millions de personnes durant le conflit : « Lors de la guerre sino-japonaise, en 1938, le gouvernement nationaliste fait détruire les digues du fleuve Jaune pour retarder

l'avance des troupes nippones : objectif atteint, et l'inondation tue 500.000 Chinois. Probablement le plus grand crime de guerre de toute l'histoire, avec cette particularité d'avoir été infligé par une armée à sa propre population. Le jour où un gouvernement, quel qu'il soit, estimera raisonnable de tuer 500 millions de personnes pour en sauver un milliard, il le fera (2). »

La rationalité de la guerre impérialiste s'estime à l'aune des gains possibles par rapport aux coûts engagés. Et la Russie ne veut pas revenir les mains vides. D'ailleurs, il faut considérer la « différence entre les visées politiques et les objectifs militaires, lesquels se doivent d'être plus amples que les premières pour permettre de s'emparer de places qui serviront de monnaie d'échange lors de négociations futures (1). » Malgré cela, les buts initiaux du Kremlin, certainement une guerre rapide avec prise du pouvoir à Kiev, n'ont pas été réalisés. Et la nouvelle stratégie d'annexion de l'Est de l'Ukraine permettrait de remplir une partie des objectifs, et de placer la Russie dans une position de force à la table des négociations. Toutefois, dans le cas d'une radicalisation de ces affrontements avec une forte résistance ukrainienne dans le Donbass, le risque de l'escalade existe, d'autant que les alliés américains n'ont pas l'air disposés à faire cesser le conflit. Malheureusement, « si un emploi futur des armes atomiques n'est pas certain, il serait naïf de l'exclure au motif qu'il aurait des effets catastrophiques pour l'humanité, mais également pour les maîtres du monde, attachés à leur position et leurs privilèges (2). »

Perspectives sur place : auto-organisation ?

Il ne s'agit pas de juger, depuis notre canapé, ce que font des personnes dans une situation où leur quartier est rasé par les tanks, d'autant que nos prises de positions n'ont absolument aucune conséquence sur place... « A quoi peut servir un principe internationaliste quand votre village est sous le feu d'un char russe ? Jusqu'où les travailleurs ukrainiens doivent-ils aller pour simplement se défendre contre une agression militaire ? A ceux qui se trouvaient dans le ghetto de Varsovie, à Srebrenica ou au moment d'une attaque de Daech, était-il possible de dire de ne pas prendre les armes parce qu'elles pourraient leur être fournies par des nationalistes, ou que leur résistance s'aligne sur les intérêts de l'une des grandes puissances impérialistes ? », demandait un participant à une discussion organisée par Angry Workers le 12 mars

(1) Adieu la vie, adieu l'amour... Ukraine, guerre et auto-organisation, Tristan Leoni, publié le 8 mai 2022 sur le blog ddt21.no-blogs.org

(2) La paix, c'est la guerre, Gilles Dauvé, juin 2022 sur le site troploin.fr



2022, à quoi il répondait : « Je ne crois pas que ce soit possible (2) (4). » En revanche, les discours produits ici et là-bas, les références mobilisées et les injonctions à l'action nous concernent, et c'est de cela qu'il sera question, car justement, nous avons la chance de « profiter d'un cadre relativement confortable afin de réfléchir posément aux événements en cours. Nous aurions tort de ne pas en abuser, car ce cadre disparaîtra peut-être plus vite qu'on ne le croit (1). »

On a beaucoup débattu dans les milieux radicaux des milices auto-organisées, d'obédience anarchiste, se constituant en régiment au sein de la défense territoriale ukrainienne, avec, d'après elles, un certain degré d'autonomie (« ce qui, on l'aura compris, signifie un degré certain de subordination (1) »). Cette forme d'auto-organisation n'est finalement pas indépendante de l'État ukrainien, qui donne les ordres, fournit les armes, bénéficie de la formation et du renseignement des États-Unis. Et, à terme, devant l'ampleur et la reconfiguration du conflit, ces groupes ne peuvent que s'éclipser derrière les ce qui ressemble de plus en plus à une guerre « classique » (« celle du choc entre vastes unités lourdement équipées, au sein desquels la coordination, le mouvement, les fortifications, les duels d'artillerie et les flux de munitions et de carburant deviennent centraux (1) ») et de moins en moins à la guérilla urbaine que l'on a pu imaginer fin février et début mars. Devant la « vraie » guerre, le seul rôle qui a pu être attribué à la défense territoriale « est avant tout de décharger les militaires les mieux formés des tâches les plus ingrates et chronophages : surveiller les arrières (entrepôts, ponts, etc.), patrouiller dans les villes, imposer le couvre-feu et lutter contre les pillages (1). »

Ainsi, l'autonomie à la fois de la population et des groupes anarchistes est toute relative : « Il n'y a pas un peuple ukrainien combattant à côté de l'État sans être dominé ni encadré par lui. A ce sujet, la référence à la guerre d'Espagne est particulièrement malheureuse : à l'été 36, ceux des anarchistes qui acceptaient le maintien d'un gouvernement bourgeois sous prétexte qu'il n'avait pas le vrai pouvoir, lequel aurait été aux mains des masses populaires menant la guerre anti-Franco par leurs organisations autonomes, ont été cruellement démentis moins d'un an après. Mai 37 a montré qui détenait le pouvoir : la République a réprimé les plus radicaux, mis au pas les milices ouvrières, transformé définitivement le mouvement insurrectionnel en guerre de front, gagnant la partie contre les prolétaires avant de la perdre contre Franco (2). »

Ce qui cimenterait ici les personnes impliquées dans le conflit, c'est à la fois la

stabilisation de l'État ukrainien, qui ne s'est pas effondré malgré les conditions de la guerre, et c'est la consolidation de la nation ukrainienne, qui n'avait jusqu'ici jamais vraiment été réalisée. En France, ou en Ukraine, il y en a pour se satisfaire et glorifier ce nationalisme ; « mais s'ils en espèrent ensuite une profonde transformation sociale, il est douteux que l'union nationale lui soit favorable : « le peuple » rassemblant tous les Ukrainiens, toutes classes confondues (excluant seulement le cas échéant les collaborateurs de l'ennemi), l'après-guerre n'ira pas contre les intérêts des possédants (2). » Faire la guerre, cela reste faire la guerre de sa bourgeoisie, et l'argent qui y est investi n'ira pas ailleurs (hôpitaux, écoles). En revanche, dans l'hypothèse d'une fin de conflit avec partition de l'Ukraine au profit de la Russie, un plan de reconstruction de la partie « occidentale » et le développement économique qui y serait associé, parachèverait l'État-nation ukrainien, un processus historique qui permet de « réunir des composants souvent fort divers par la langue, l'origine ou la religion, grâce à la possibilité d'un développement capitaliste auto-centré sur un territoire maîtrisé, militairement mais aussi fiscalement (2). » Pas sûr que les prolétaires ukrainiens en sortent gagnants.

Agir ici ?

Face à l'absence d'une force autonome à soutenir sur place, nous sommes relativement démunis pour agir ici. Il semble pourtant que « plus les temps sont moroses, plus l'injonction à agir est forte : il s'agirait d'être efficace, d'« avoir un impact » sur le réel alors que le mouvement révolutionnaire n'en a peut-être jamais eu aussi peu... (1) », un peu de la même manière qu'au moment du confinement ou de la « rentrée sociale ». Certains soutiennent les camarades des milices sur place, mais il faut souvent pour cela « minimiser le caractère militaire de la question ». Par là, le risque est grand d'idéaliser le combattant ukrainien, comme cela a pu être fait pour celui (ou celle) du Rojava. Plus la distance est grande, plus il est facile de voir de l'émancipation et de la résistance.

Les questions que l'on se pose aujourd'hui pour le rôle des camarades en Ukraine risquent fort de se présenter à nous dans un futur plus ou moins proche, même si « tout est fait pour nous persuader que les États contemporains cèdent à la violence militaire pour des motifs extérieurs à la nature profonde d'un système capitaliste supposé promoteur de paix. Au XXIe siècle, si la Russie part en guerre, la cause en serait le retour d'un nationalisme heureusement dépassé à l'Ouest mais ravivé à l'Est par un pouvoir dictatorial aux ambitions démesurées (2). »

Certes, la guerre n'a jamais vraiment disparu en Europe, mais, « contrairement au sort de la Bosnie autrefois, l'enjeu ukrainien est crucial, parce qu'il touche au cœur d'une Europe où se trouve un des principaux foyers industriels, financiers et commerciaux du monde. Il est crucial car il voit s'affronter certaines des principales puissances de la planète, y compris des puissances nucléaires, qu'il mobilise des forces mécaniques et humaines considérables – s'il y a un retour, c'est celui de la guerre de haute intensité – et qu'il a d'ores et déjà des répercussions économiques gigantesques (1). »

« Un processus déjà sensible depuis plusieurs années s'accélère soudainement (1). » Les budgets militaires, déjà en croissance avant la guerre en Ukraine, explosent un peu partout (5), notamment en Europe, où on assiste à la remilitarisation de l'Allemagne. L'économie mondiale poursuit sa course folle, et la guerre redevient pour nous une de ses modalités d'exercices. Au niveau géopolitique, « les blocs se constituent, se formalisent. Le risque serait que la guerre en Ukraine, malgré son lot d'horreurs, ne soit qu'une escarmouche annonçant des conflits d'une autre ampleur, à court ou moyen terme (1). »

Pour finir sur une note absolument pas optimiste, on peut facilement dire que tout est prêt pour que tout empire : « nous ignorons les lignes de fracture et la délimitation des « camps » engagés dans de futurs conflits. Mais nous savons que les rivalités entre grandes puissances capitalistes – États-Unis aujourd'hui dominants, Chine, Russie renaissante, Union Européenne jusqu'ici incapable de se constituer en entité politique – accumulent les conditions pour des guerres régionales et un jour mondiales (2). »

Bricolage des articles par zygaena, juin 2022

(3) Ukraine Russe : les raisons du conflit, paru dans Courant Alternatif n°321, juin 2022

(4) Gilles Dauvé précise : « Au passage, il est abusif de comparer les Ukrainiens forcés de trouver des moyens de se protéger contre l'invasion, et les insurgés du ghetto de Varsovie en 1943. Dos au mur, quasiment sans appui extérieur et voués à une mort certaine, les Juifs du ghetto ont préféré périr les armes à la main. Les Ukrainiens de 2022 ont heureusement plus d'une unique option. »

(5) Voir la campagne dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes « La guerre se fabrique à côté de chez vous ! », par l'Obsarm et la NINA-Lyon, contact : et dans Courant Alternatif n°320, mai 2022





Existe-t-il une Russie anti-guerre ?

D'après ce qu'on a cru savoir, l'entrée en guerre de la Russie contre l'Ukraine n'a entraîné ni déchaînement nationaliste ni large adhésion. Impossible évidemment de se faire une idée précise de l'ampleur des sentiments éprouvés et encore moins d'en chiffrer l'importance à la manière d'un vulgaire institut de sondage, mais on peut comprendre qu'une bonne partie des habitants d'un pays encore traumatisé par les retours des cercueils durant la longue guerre d'Afghanistan, ou les attentats sanglants liés à la guerre en Tchetchénie y regardent à deux fois avant d'applaudir à un nouveau conflit.

Cette impression s'est construite sur la base de témoignages des premiers jours de l'invasion de l'Ukraine alors que la te-
naïlle propagandiste et répressive de l'Etat russe n'était pas encore totalement en place, ce qui lui confère une présomption de crédibilité.

Par la suite les choses ont changé. Bien sûr, la propagande nationaliste du Kremlin s'est structurée à coup de mise au pas des médias, mais elle fut aussi confortée aux yeux de la population par une incroyable vague russophobe qui a déferlé sur les réseaux sociaux venus d'Occident faisant état de l'infériorité génétique des russes ou par le principal porte-parole de la propagande de l'Etat ukrainien *United News*, suivi par la moitié des journalistes du pays, qui traite constamment les Russes d'« orques » (Selon *Sotsyalnyi Rukh* - Mouvement social - organisation anticapitaliste, féministe et écologiste ukrainienne). Pas étonnant donc qu'une partie de ces Russes initialement simplement critiques ou sceptiques se soient mis à pencher du côté du soutien à Poutine d'autant qu'il était impossible de ne pas constater un manque d'équilibre entre l'acceptation à l'Ouest des guerres que les américains ont le droit de mener pour leur « sécurité » et la condamnation de celles menées par la Russie, « pour les mêmes raisons » selon le Kremlin.

Là encore, difficile de mesurer précisément le poids de ces sentiments fluctuants, mais ce qui est certain c'est que si l'ambiance n'est pas à l'ouverture d'espaces béants opposés à la guerre

dans la Russie poutinienne, les oppositions existent et se manifestent plus qu'on aurait pu le supposer ; et que celles et ceux qui en sont les acteurs font preuve d'une très forte détermination qui laisse espérer qu'ils sont les germes d'une colère populaire qui pourrait bien exploser un jour contre le régime, à l'inverse de l'implosion qui a vu la fin du régime stalinien.

Les protestations sont multiformes et inventives, parfois violente ou spectaculaires, que ce soit par des grèves comme dans l'automobile ou des actes de désobéissance civile, mais toujours réprimées.

La répression

En 2004 la Russie s'est dotée d'une loi fédérale sur les rassemblements qui s'est renforcée en 2014, sapant à la base le droit de manifester (Amnesty). Le résultat c'est que les rassemblements spontanés sont interdits, que les manifestations ne peuvent avoir lieu aux alentours de très nombreux lieux (prisons, tribunal, établissements culturels, éducatifs ou médicaux, centres commerciaux, stations de transports, etc.) rendant l'accès au centre-ville quasi impossible. En parallèle la police est de plus en plus brutale et les peines infligées par les tribunaux de plus en plus lourdes (par exemple, le montant des amendes a explosé, passant de 55 euros en 2012 à 3500 en 2021).

Selon le quotidien russe dit indépendant *Novaya Gazeta*, 2029 personnes ont été inculpées d'infractions administratives pour « discrédit » de l'armée russe depuis le 24 février.

L'ONG russe OVD-info rapporte que déjà au 7 avril 15 400 « militants pacifistes » avaient été arrêtés depuis le début de la guerre. Amnesty international signale que pour la seule journée du 6 mars, 5 000 personnes ont été arrêtées dans 69 villes russes, ce qui signifie que le pouvoir ne dédaigne pas procéder à des arrestations massives.

La diversité des chefs d'accusation rendus publics par les autorités russes elles-mêmes montre un pouvoir aux abois qui veut éviter par la peur une contagion d'actes anti-guerre : diffusion de « fausses informations discréditant l'armée », « vandalisme », « violences contre la police », « hooliganisme », « incitation à la haine », « incitation à l'émeute », « appel à l'extrémisme », « atteinte à la propriété », « justification du terrorisme », « dégradation des lieux de sépulture », « réhabilitation du nazisme »...

Protestations en tous genres, chacun selon ses possibilités

Il semble que les initiatives anti-guerre soient multiformes et permettent à tout le monde en fonction de ses possibilités, de son âge, de sa situation, de sa détermination et du risque accepté d'y prendre part ; l'inventivité est à l'ordre du jour.

Par exemple écrire un slogan sur les billets de banque que les commerçants ne peuvent refuser permet de faire circuler anonymement et massivement de la propagande sans le risque encouru en distribuant un tract.

La FAS (Feminist anti-war resistance) a lancé une opération de remplacement des étiquettes de prix dans les supermarchés par des slogans anti-guerre ce qui, dit-elle, leur a valu plus d'une centaine d'interpellations. Les féministes russes jouent un rôle très actif dans le mouvement antiguerre. La Feminist Anti-War Resistance (FAS) s'est créé au lendemain de l'invasion de l'Ukraine. Ella Rossman, l'une des rares figures publiques du mouvement, a expliqué l'objectif du groupe : « Dès le début de la guerre, nous nous sommes rapidement organisées et avons lancé un appel déclarant que la guerre est contraire à tous les objectifs du mouvement féministe ».

Des rubans verts, symboles de l'opposition à la guerre fleurissent un peu partout attachés dans des lieux publics par des mains anonymes et discrètes. La veille du 1^{er} mai à Tver, des inconnus ont réussi à éteindre les caméras vidéo dans le centre-ville et en ont profité pour apposer des affiches anti-guerre. On remarque aussi des piquets à la mode anglaise, avec affichage de tracts, prises de parole et graffitis un peu partout.

Mais il y a aussi des actions plus « radicales » :

Le 1^{er} mai, un cocktail Molotov a été lancé dans un bus de la police à Moscou destiné à arrêter des manifestants. À Perm, des anarchistes ont accroché une grande banderole sur un pont avec l'inscription : « Paix aux cabanes - guerre aux palais ! »

Le 9 mai, journée de commémoration des victimes de la Seconde Guerre Mondiale, des manifestants ont brandi des pancartes avec des messages comme « Ils se sont battus pour la Paix. Vous avez choisi la guerre. » 125 personnes ont été arrêtées.

Parfois même, ce sont des institutionnels qui prennent des initiatives





comme ces députés du « soviétique » municipal du quartier universitaire de Moscou qui ont voté un appel au Kremlin « contre la guerre » le 23 avril.

Plus massif et collectif l'irruption de la protestation dans les concerts. On a tous en tête celui du 20 mai à St Petesbourg où la foule rassemblée pour écouter le groupe russe Kis-Kis scandait des « fuck the war », et dont les images ont fait le tour du monde sur internet et les TV. Deux jours plus tôt, selon le *Moscow Times* une légende du rock russe, Yury Shevchuk du groupe DDT, a été interpellée après avoir tenu des propos anti-guerre : « La patrie, mes amis, ce n'est pas lécher le cul du président, et encore moins l'embrasser en permanence ».

On note aussi des actions plus musclées de sabotage économique.

Ainsi en mai incendies ou plastiques se sont produits presque tous les jours dans des endroits stratégiques en Russie ou sur le territoire ukrainien occupé par la Russie. Principalement dans les oblasts de Koursk et de Belgorod, frontaliers avec l'Ukraine mais aussi dans l'Extrême-Orient russe voire à Moscou même, comme le 1^{er} mai au cœur de la ville de Mytichtchi (oblast de Moscou), à 30 minutes à peine du Kremlin, des réservoirs de fioul ont été incendiés. Un pont ferroviaire a également été dynamité avec succès à Kursk.

L'objectif de ces attaques est évidemment de perturber les chaînes d'approvisionnement de l'armée d'invasion Russe en Ukraine.

Pour ces types d'action, difficile de savoir quel type de saboteurs sont à l'action. Dans la plupart des cas il est probable qu'ils soient l'œuvre de gens mieux organisés et liés à des formations paramilitaires ukrainienne. Le ministère de la défense d'Ukraine a d'ailleurs créé un site qui affirme « Nous sommes la résistance ukrainienne » et qui diffuse un manuel du parfait saboteur de 20 pages.

Les centres de recrutement cibles privilégiées de la résistance

Il existe en Russie 1500 « commissariats militaires », héritiers de l'URSS, qui organisent le recrutement de militaires et tiennent à jours la liste des hommes mobilisables localement. Rappelons qu'en Russie le service militaire d'un an est obligatoire. L'armée russe essaie de recruter par tous les moyens : via les réseaux sociaux et la télévision locale. En théorie, seuls les soldats de métier et les volontaires partent au front. Mais dans les centres de recrutement, les réservistes sont convoqués et poussés à s'engager.



Manifestation à Moscou

La guerre débute officiellement le 24 février 2022. Ce même jour, les autorités ont fait état d'incendies dans cinq bureaux de recrutement. Le 28, le bureau d'inscription et d'enrôlement de l'armée de Loukhovitsy, dans la région de Moscou, est incendié. L'auteur de cette action, en cavale, avait déclaré l'avoir faite dans le but de détruire les dossiers personnels des conscrits pour empêcher la mobilisation dans ce district : « J'espère que je ne verrai pas mes camarades de classe en prison ou sur les listes des morts. (...) Nos protestations devraient être inspirées dans le sens d'une action plus radicale. Et cela devrait briser encore plus l'esprit de l'armée et du gouvernement russes. Que ces ordures sachent que leur propre peuple les déteste et les anéantira. ». Arrêté deux semaines plus tard il a réussi à s'enfuir du bureau des enquêtes criminelles en sautant par une fenêtre puis en franchissant une clôture de trois mètres de haut. Il n'a pour l'instant pas été repris. Bon vent Kiril !

Depuis lors, les attaques incendiaires se sont multipliées contre les casernes.

Quelques exemples :

Le soir du 2 mars, à Voronej, un cocktail Molotov a été lancé contre la porte d'entrée du bureau d'inscription et d'enrôlement de l'armée. Le 13 du même mois, un homme a jeté vers 5 heures du matin des cocktails Molotov sur la porte d'un bureau éponyme dans la région de Sverdlovsk.

Le 20 mars, à Karachay-Cherkessia, quelques femmes bloquent la route et tentent d'organiser un rassemblement près du bureau local pour exiger que les autorités les informent du sort des enfants, frères et maris envoyés combattre en Ukraine.

Dans la nuit du 18 avril, le bureau de Zubova-Polyana (Mordovie) a été incendié avec des cocktails Molotov. Le 24 avril, dans la nuit, une tentative infructueuse a été faite pour incendier le poste de contrôle du département de police du district de Kosino-Ukhtomsky à Moscou.

Dans la nuit du 4 mai, plusieurs cocktails Molotov ont été lancés par la fenêtre d'un bureau d'enrôlement militaire à Nizhnevartovsk (District autonome de Khanty-Mansi) ; la police a saisi les suspects.

Le 8 mai, deux hommes masqués ont lancé deux cocktails Molotov sur le bureau militaire de Cherepovets.

Le 9 mai, une tentative a été faite pour y mettre le feu à Balashikha près de Moscou.

Le 11 mai, *Le Moscow Times* (Quotidien occidental publié en anglais à Moscou) écrit que de nombreux centres ont été attaqués à coups de cocktails molotov. L'attaque la plus importante a eu lieu en Sibérie provoquant un incendie.

Arrêtons-nous là, mais soyons certain que la liste est beaucoup plus longue. Ce n'est cependant pas pour autant qu'il faut imaginer une Russie en plein soulèvement avec une vision de guerre civile où ça pèterait de partout !

Quelle stratégie de soutien ?

Parmi les anarchistes certains font campagne pour la désertion comme au Belarus, ou s'organisent pour « soutenir les déserteurs et les pacifistes russes et belarusses, qui tiennent entre leurs mains une partie de la solution contre la guerre » comme le groupe initiative de solidarité Olga Taratuta *. (<https://nowar.solidarite.online/>)





Ukraine

* Olga Taratuta. Militante révolutionnaire anarchiste juive ukrainienne, née en 1876. Emprisonnée plus de 10 ans dans les prisons tsaristes pour activités révolutionnaires, libérée en février 1917 à la faveur de la révolution, elle fonde la Croix Noire à Kharkov en 1920, pour venir en aide aux détenus politiques du mouvement révolutionnaire, qu'ils soient dans les prisons des russes blancs, des nationalistes ukrainiens ou des bolchéviques. Elle est de nouveau emprisonnée par les bolcheviks pour ses activités de solidarité, qui finiront par la fusiller en 1938.

D'autres font le choix de s'engager militairement, mais ils ne peuvent le faire que sous les ordres de la hiérarchie militaire et ne disposent d'aucune autonomie. Dans l'interview à mediapart du 26 juin un comité de résistance constitué en bataillon antiautoritaire au sein de la Résistance ukrainienne reconnaît avoir signé un accord avec l'armée, « la condition pour aller sur le front. Nous devons être visibles, pour ne pas laisser tout l'espace aux unités d'extrême droite, comme celles affiliées à la franchise Azov, même si ces dernières ont été rejointes par beaucoup de com-



Manifestante de la coalition antimilitariste

battants apolitiques. Nous devons diffuser nos idées sur le terrain. »

Ils font certes référence à Makhno mais en oubliant que les troupes makhnovistes contrôlaient des territoires qui tentaient de s'organiser en dehors des normes capitalistes, ce qui n'est pas le cas en Ukraine. Espérons simplement que ces camarades réussiront à ne pas se trouver dans le rôle peu enviable d'« idiots utiles ».

Cela ne dépendra pas seulement d'eux mais de la suite des événements et surtout, à mon avis, du développement du mouvement anti-guerre en Russie. Qu'il soit « pacifiste » ou qu'il utilise des moyens « violents », il jouera un rôle plus déterminant pour la suite des événements que le simple rapport de force militaire sur la ligne de front entre les deux armées. Nous devons l'aider et le soutenir, s'en faire l'écho, mais surtout ne pas tomber dans un triomphalisme qui ne ferait que nous aveugler sur les énormes capacités de nuisance des puissances impérialistes qui se mettront d'accord sur un seul point : éviter que leur guerre ne débouche sur une révolution. Se souvenir de 1919 en Europe !

JPD



Poutine sur un char

